

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

**DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA
REGLEMENTATION**

**RECUEIL DE TEXTES RELATIF
AUX ETABLISSEMENTS
SOUS TUTELLE DU SECTEUR AGRICOLE
EPIC**

JUIN 2012

SOMMAIRE

ONTA

Décret exécutif n°96-87 du 24 février 1996 portant création de l'office national des terres agricoles. *JORA N°15 du 28.02.1996. Page 3.*

Décret exécutif n°09-339 du 3 Dhou El Kaada 1430 correspondant au 22 octobre 2009 modifiant et complétant le décret exécutif n°96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996 portant création de l'office national des terres agricoles. *JORA N°61 du 25.10.2009. Page 5*

ONIL

Décret exécutif n°97-247 du 8 juillet 1997 portant création de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONIL). *JORA N°46 du 8.07.1997. Page 4.*

Décret exécutif n°99-157 du 20 juillet 1999 complétant le décret exécutif n°97-247 du 8 juillet 1997 portant création de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONIL). *JORA N°49 du 25.07.1999. Page 18.*

Arrêté du 25 Chaoual 1428 correspondant au 6 novembre 2007 fixant la composition du comité interprofessionnel du lait (CIL). *JORA N°78 du 12.12.2007. Page 23.*

Arrêté du 28 Chaoual 1431 correspondant au 7 octobre 2010 portant désignation des membres du comité interprofessionnel du lait (CIL). *JORA N°63 du 26.10.2010. Page 19.*

Arrêté du 11 Dhou El Kaada 1431 correspondant au 19 octobre 2010 portant désignation des membres du conseil d'administration de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers. *Page 23. JORA N°27 du 11 mai 2011*

Arrêté du 13 Moharram 1432 correspondant au 19 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 28 Chaoual 1431 correspondant au 7 octobre 2010 portant désignation des membres du comité interprofessionnel du lait (CIL). *Page 23. JORA N°27 du 11 mai 2011*

ONDEEC

Décret exécutif n°02-150 du 9 mai 2002 portant réaménagement du statut de l'office national de développement des élevages équins et changement de sa dénomination. *JORA N°33 du 12.05.2002. Page 12.*

Arrêté interministériel du 27 Rabie El Aouel 1428 correspondant au 15 avril 2007 portant approbation du cahier des clauses générales relatif aux charges et sujétions de service public assurées par l'office national de développement des élevages équins et camélins (ONDEEC). *JORA N°29 du 06.05.07. Page 9*

Arrêté du 29 Moharram 1429 correspondant au 6 février 2008 fixant l'organisation interne de l'office national de développement des élevages équin et camelin. *JORA N°26 du 25.05.08. Page 18*

ONILEV

Décret exécutif n° 09-309 du 4 Chaoual 1430 correspondant au 23 septembre 2009 portant création de l'office national interprofessionnel des légumes et des viandes. *JORA N°55 DU 27 septembre 2009 ; Page 11*

Arrêté du 11 Rajab 1431 correspondant au 24 juin 2010 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office national interprofessionnel des légumes et des viandes. *JORA N°70 du 21.11.2010. Page 4.*

Arrêté du 25 Dhou El Hidja 1431 correspondant au 1er décembre 2010 modifiant l'arrêté du 11 Rajab 1431 correspondant au 24 juin 2010 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office national interprofessionnel des légumes et des viandes. *Page 23. JORA N°27 du 11 mai 2011*

OAIC

Décret exécutif n°97-94 du 15 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 23 mars 1997 fixant le statut de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), *p.10. JORA N° 20 du 06-04-1997*

Arrêté du 10 mars 2003 fixant la composition du comité interprofessionnel des céréales de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), *p.19. JORA N°30 DU 30 .04.2003.*

Arrêté du 9 juin 2003 fixant l'organisation interne de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), *p.27. JORA N°71 DU 19.11.2003*

Arrêté du 4 juillet 2004 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), *p.19. JORA N°71 DU 10 .11.2004*

Arrêté du 6 mars 2005 modifiant l'arrêté du 4 juillet 2004 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office algérien interprofessionnel des céréales, *p.32. JORA N°44 DU 26.06.2005*

Arrêté du 21 mars 2005 portant désignation des membres du comité interprofessionnel des céréales de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), *p. 32. JORA N°44 DU 26.06.2005*

Arrêté du 9 novembre 2005 modifiant l'arrêté du 4 juillet 2004, modifié, portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), *p. 23. JORA N°23 DU 12 .04.2006*

Arrêté du 12 Safar 1430 correspondant au 8 février 2009 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC). *P.12. JORA N°48 du 23.08.2009*

Arrêté du 7 Ramadhan 1431 correspondant au 17 août 2010 modifiant l'arrêté du 12 Safar 1430 correspondant au 8 février 2009 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC). *Page 45. JORA N°17 du 20 mars 2011*

SCHMP

Décret exécutif n°87-17 du 13 janvier 1987 portant création de la société des courses hippiques et du pari mutuel. *JORA N°3 du 14.01.1987. Page 60.*

Décret exécutif n° 91-453 du 16 novembre 1991 portant transfert du siège de la société des courses hippiques et du pari mutuel, *p. 1877. JORA N° 59 du 20-11-1991*

Décret exécutif n°05-164 du 3 mai 2005 portant réaménagement des statuts de la société des courses hippiques et du pari mutuel. *JORA N°32 du 04.05.2005. Page 20.*

Arrêté du 24 février 2003 portant organisation interne de la société des courses hippiques et du pari mutuel. *JO N°29 du 23.04.2003. Page 18*

Arrêté du 16 mars 2006 portant nomination des membres du conseil d'administration de la société des courses hippiques et du pari mutuel. *JORA N°30 du 10.05.2006. Page 12.*

Arrêté du 24 Joumada Ethania 1427 correspondant au 20 juillet 2006 modifiant l'arrêté du 16 Safar 1427 correspondant au 16 mars 2006 portant nomination des membres du conseil d'administration de la société des courses hippiques et du pari mutuel. *JORA N°64 du 11.10.2006. Page 24*

CNIAAG

Décret exécutif n°88-04 du 5 janvier 1988 portant création d'un centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique (CNIAAG). *JORA N°1 du 06.01.1988. Page 4.*

Décret exécutif n°05-434 du 10 novembre 2005 modifiant et complétant le décret exécutif n°88-04 du 5 janvier 1988 portant création d'un centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique (CNIAAG). *JORA N°74 du 13.11.2005. Page 11.*

Arrêté du 3 février 2003 portant organisation interne du centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique (CNIAAG). *JORA N°21 du 26.03.2003. Page 53.*

Arrêté du 27 Ramadhan 1427 correspondant au 19 octobre 2006 portant désignation des membres du conseil d'administration du centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique. *JORA N°11 du 15.02.2007. Page 13.*

Arrêté du 11 Rajab 1431 correspondant au 24 juin 2010 portant désignation des membres du conseil d'administration du centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique. *Page 22. JORA N°27 du 11 mai 2011*

PZL/ALGER

Décret exécutif n°95-46 du 5 février 1995 portant réaménagement des statuts du parc des loisirs et changement de sa dénomination en parc zoologique et des loisirs. *JORA N°8 du 19.02.1995. Page 10.*

Décret exécutif n°2000-33 du 18 janvier 2000 portant dénomination du parc zoologique et des loisirs en « parc zoologique et des loisirs – la concorde civile ». *JORA N°3 du 19.01.2000. Page 8.*

Arrêté du 12 Chaoual 1431 correspondant au 21 septembre 2010 portant désignation des membres du conseil d'administration du parc zoologique et des loisirs .La Concorde Civile. *Page 22. JORA N°27 du 11 mai 2011*

FERMES PILOTES

Décret exécutif n°89-52 du 18 avril 1989 portant réaménagement des statuts des fermes pilotes. *JORA N°16 du 19.04.1989. Page 337.*

BNEDER

Décret exécutif n° 10-333 du 23 Moharram 1432 correspondant au 29 décembre 2010 portant création du bureau national d'études pour le développement rural. *JORA N°01 DU 9 JANVIER 2011. Page 9*

DECRETS

Décret présidentiel n° 96-89 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996 fixant la rémunération et le régime indemnitaire applicables aux membres du conseil de la concurrence.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment son article 74-6ème;

Vu l'ordonnance n° 95-06 du 23 Chaâbane 1415 correspondant au 25 janvier 1995, relative à la concurrence, notamment ses articles 29 et 33;

Décète :

Article 1er. — En application de l'article 33 de l'ordonnance n° 95-06 du 23 Chaâbane 1415 correspondant au 25 janvier 1995 susvisée, le présent décret a pour objet de fixer la rémunération et le régime indemnitaire applicables aux membres du conseil de la concurrence.

Art. 2. — Les membres du conseil de la concurrence exerçant leur fonction à plein temps et appartenant aux institutions et/ou aux administrations publiques perçoivent leur rémunération et leur indemnité au titre de leur administration d'origine.

Art. 3. — Il est alloué aux membres du conseil de la concurrence, une indemnité spéciale mensuelle fixée comme suit :

- quinze mille dinars (15.000 DA) pour le président,
- douze mille dinars (12.000 DA) pour les deux vice-présidents,
- dix mille dinars (10.000 DA) pour les autres membres.

Ces indemnités sont soumises aux cotisations de la sécurité sociale.

Art. 4. — Les membres permanents du conseil de la concurrence sont placés de droit en position de détachement pendant la durée de leur mandat.

Les autres membres bénéficient des droits et avantages prévus par la législation et la réglementation en vigueur. Ils sont notamment considérés en absence autorisée durant le temps consacré à leur participation aux travaux du conseil.

Les modalités de prise en charge des absences sont déterminées conjointement entre l'organisme employeur et le conseil.

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996.

—★—
Liamine ZEROUAL.

Décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996 portant création de l'office national des terres agricoles.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2);

Vu l'ordonnance n° 76-105 du 9 décembre 1976, modifiée et complétée, portant code de l'enregistrement et du timbre;

Vu la loi n° 83-18 du 13 août 1983 relative à l'accession à la propriété foncière agricole;

Vu la loi n° 87-19 du 8 décembre 1987 déterminant le mode d'exploitation des terres du domaine national et fixant les droits et obligations des producteurs;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988 portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya;

Vu la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990 portant orientation foncière;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale;

Vu le décret présidentiel n° 95-450 du 9 Chaâbane 1416 correspondant au 31 décembre 1995 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996 portant nomination des membres du Gouvernement;

Décète :

CHAPITRE I

DENOMINATION - SIEGE - OBJET

Article 1er. — Il est créé, en application de la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990 susvisée, sous la dénomination d'office national des terres agricoles par abréviation "O.N.T.A" désigné ci-après "l'office", un établissement public à caractère industriel et commercial doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

L'office est régi par les règles administratives applicables à l'administration dans ses relations avec l'Etat et est réputé commerçant dans ses rapports avec les tiers.

Art. 2. — L'office est placé sous la tutelle du ministre chargé de l'agriculture et son siège est fixé à Alger.

Art. 3. — L'office exerce des missions de service public conformément au cahier des charges de sujétions de service public tel que défini en annexe au présent décret.

Art. 4. — L'office est l'organisme public chargé de la régulation foncière telle que prévue par les articles 52, 56, 61, et 62 de la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990 susvisée.

Art. 5. — L'office, en tant qu'instrument de l'Etat et agissant pour son compte, a pour mission de mettre en œuvre la politique nationale foncière agricole.

A ce titre, il est chargé de l'ensemble des missions en liaison avec son objet telles que définies par les dispositions de la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990 susvisée.

Art. 6. — Dans le cadre de ses activités propres, l'office peut acquérir toutes exploitations et toutes terres agricoles ou à vocation agricole, dont il confie par voie contractuelle, l'aménagement, la valorisation ou la mise en valeur.

Art. 7. — L'office est tenu, dans le cadre de l'exercice de ses missions, de rétrocéder les terres agricoles qu'il a récupérées, aménagées et valorisées pour le compte de l'Etat.

Art. 8. — Pour atteindre ses objectifs et accomplir sa mission, l'office est doté par l'Etat, par voie d'affectation, de moyens humains et matériels nécessaires à ses activités.

Art. 9. — Pour atteindre ses objectifs et remplir sa mission, l'office est habilité :

- à conclure tous marchés ou accords et toutes conventions avec les organismes nationaux et étrangers,
- à prendre des participations dans d'autres entreprises,
- à effectuer toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières de nature à favoriser son expansion,
- à organiser et participer, tant en Algérie qu'à l'étranger, aux colloques et manifestations liés à son domaine d'activité.

CHAPITRE II

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Art. 10. — L'office est administré par un Conseil d'administration et géré par un directeur général.

Art. 11. — L'organisation interne de l'office est proposée par le directeur général, délibérée en conseil d'administration et approuvée par le ministre de tutelle.

Section I

Le Conseil d'administration

Art. 12. — Le conseil d'administration est chargé d'étudier et de proposer à l'autorité de tutelle toute mesure se rapportant à l'organisation et au fonctionnement de l'office.

A cet effet, il délibère notamment sur les questions suivantes :

- l'organisation, le fonctionnement général et le règlement intérieur de l'office,
- le programme de travail annuel et pluriannuel ainsi que le bilan d'activités de l'office,
- le programme annuel et pluriannuel des investissements ainsi que les emprunts éventuels de l'office,
- les conditions générales de passation de conventions, marchés et autres transactions engageant l'office,
- l'opportunité et les conditions d'acquisition des terres agricoles à effectuer par l'office,
- les états prévisionnels des recettes et des dépenses de l'office,
- le règlement comptable et financier ainsi que le statut et les conditions de rémunération du personnel de l'office,
- l'acceptation et l'affectation des dons et legs effectués au profit de l'office.

Les délibérations du conseil d'administration sont soumises à l'approbation de l'autorité de tutelle dans les quinze (15) jours qui suivent leur adoption.

Art. 13. — Le conseil d'administration comprend :

- un représentant du ministre chargé de l'agriculture, président,
- un représentant du ministre de la justice,
- un représentant du ministre chargé du domaine national,
- un représentant du ministère chargé des collectivités locales,
- un représentant du ministère chargé des finances,

— un représentant du ministre chargé de l'aménagement du territoire,

— deux (2) représentants de la chambre nationale d'agriculture,

— deux (2) représentants d'organisations syndicales les plus représentatives.

Il peut faire appel à toute personne jugée compétente pour des questions à débattre, ou susceptible de l'éclairer dans ses délibérations.

Art. 14. — Le directeur général de l'office assiste aux réunions du conseil d'administration, avec voix consultative.

Art. 15. — Les membres du conseil d'administration sont nommés par arrêté du ministre chargé de l'agriculture, sur proposition de l'autorité dont ils dépendent, pour une période de trois ans, renouvelable.

En cas d'interruption du mandat de l'un des membres, il est procédé à son remplacement dans les mêmes formes. Le membre nouvellement désigné lui succède jusqu'à l'expiration du mandat en cours.

Art. 16. — Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président en session ordinaire, au moins deux (2) fois par an.

Il peut se réunir en session extraordinaire à la demande soit du président, soit du directeur général de l'office, soit à la demande du tiers de ses membres.

Le président établit l'ordre du jour, sur proposition du directeur général de l'office.

Les convocations accompagnées de l'ordre du jour, sont adressées, au moins, quinze (15) jours avant la date de la réunion.

Ce délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires, sans être inférieur à huit (8) jours.

Art. 17. — Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié, au moins, de ses membres sont présents.

Si le *quorum* n'est pas atteint, une nouvelle réunion a lieu, dans un délai de huit (8) jours et les délibérations sont valables quelque soit le nombre des membres présents.

Les décisions sont arrêtées à la majorité simple. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Les délibérations sont constatées sur des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire de séance et soumises à l'approbation de l'autorité de tutelle.

Lesdits procès-verbaux sont inscrits sur un registre spécial.

Section 2

Le directeur général

Art. 18. — Le directeur général de l'office agit dans le cadre de la réglementation en vigueur. A ce titre :

— il est responsable du fonctionnement général de l'office, dans le respect des attributions du conseil d'administration,

— il représente l'office dans tous les actes de la vie civile et en justice,

— il exerce l'autorité hiérarchique sur le personnel de l'office,

— il établit les rapports à présenter aux délibérations du conseil d'administration. Il les présente pour approbation à l'autorité de tutelle,

— il établit le budget prévisionnel de l'office et l'exécute,

— il passe tous marchés, accords et conventions,

— il met en œuvre les résultats des délibérations du conseil d'administration approuvées par l'autorité de tutelle,

— il assure la préparation des réunions du conseil d'administration.

Art. 19. — Le directeur général de l'office est nommé par décret exécutif, sur proposition du ministre chargé de l'agriculture.

CHAPITRE III

ORGANISATION FINANCIERE

Art. 20. — L'exercice financier commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. La comptabilité est tenue en la forme commerciale, conformément au plan comptable national.

Art. 21. — La tenue des écritures et le maniement des fonds, confiés à un commissaire aux comptes sont soumis aux dispositions de la réglementation en vigueur.

Art. 22. — Le budget de l'office comporte :

1. En recettes :

— les subventions de l'Etat liées aux sujétions de service public,

— le revenu des biens et fonds de l'office,

— les emprunts contractés par l'office conformément à la réglementation en vigueur,

— les dons et legs acceptés.

2. En dépenses :

— les dépenses de fonctionnement,

- les dépenses d'équipement,
- toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation de sa mission.

Art. 23. — Les états prévisionnels annuels de l'office sont préparés par le directeur général et transmis au conseil d'administration qui en délibère.

Ils sont ensuite soumis à l'autorité de tutelle et à toute autre autorité prévue par la réglementation en vigueur.

Art. 24. — Le bilan et les annexes, accompagnés d'un rapport du directeur de l'office, sont soumis aux instances d'approbation et de contrôle conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 25. — L'office est doté d'un fonds initial dont le montant est fixé conjointement par le ministre de tutelle et le ministre chargé des finances.

Art. 26. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996.

Ahmed OUYAHIA.

ANNEXE

Cahier des charges de sujétions de service public de l'office national des terres agricoles (O.N.T.A.)

Article 1er. — L'office national des terres agricoles est l'instrument de mise en œuvre de la politique nationale foncière agricole.

Ses activités fixées par le présent cahier de charges doivent contribuer à l'utilisation optimale et à la préservation du patrimoine foncier agricole national.

Art. 2. — Dans le cadre de ses activités, l'office est notamment chargé :

- de mettre en exploitation, à bail ou en vente les terres déclarées inexploitées, en vertu de l'article 51 de la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990 susvisée,
- d'exercer le droit de préemption pour l'acquisition des terres mises en vente, en vertu de l'article 52 de la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990 susvisée,
- de prendre possession, en vertu de l'article 56 de la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990 susvisée, des terres, objets de transactions opérées en violation de l'article 55 de la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990 susvisée,

— de développer en vertu de l'article 58 de la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990 susvisée, des moyens techniques et financiers favorisant la modernisation des exploitations agricoles par le biais d'échanges amiables et d'opérations de remembrement de parcelles quelque soit la catégorie juridique à laquelle elles appartiennent,

— d'établir et de mettre à jour le fichier des exploitations agricoles,

— de créer, gérer et assurer le développement d'une banque de données concernant le foncier agricole.

Art. 3. — L'office est tenu d'élaborer un programme d'actions et de le soumettre au ministre de l'agriculture pour approbation, en début de chaque année agricole.

Art. 4. — L'office est tenu d'engager les opérations nécessaires à la réalisation des objectifs qui lui sont assignés, sur la base d'un programme approuvé par arrêté du ministre de tutelle.

Art. 5. — L'office est tenu de fournir, périodiquement au ministre de l'agriculture, les informations relatives à l'état d'exécution du programme arrêté et approuvé.

Art. 6. — Pour chaque exercice, l'office adresse au ministre de tutelle, avant le 30 avril, l'évaluation des sommes à lui verser pour couvrir les charges de sujétions de service public, en vertu du présent cahier des charges.

Les dotations de crédits sont arrêtées par le ministre chargé des finances, en accord avec le ministre de tutelle.

Elles peuvent être révisées en cours d'exercice au cas où de nouvelles dispositions réglementaires modifient ces sujétions.

Art. 7. — L'Etat participe au financement des investissements nécessaires au développement de l'office, sur la base d'un programme entrant dans le cadre des plans nationaux de développement.

Art. 8. — Les dotations budgétaires dues par l'Etat au titre du présent cahier des charges, sont versées annuellement à l'office, conformément aux procédures établies par la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 9. — L'office établit chaque année le budget pour l'exercice suivant.

Ce budget comporte :

- les bilans et les comptes de résultats comptables prévisionnels avec les engagements de l'office vis-à-vis de l'Etat,
- un programme physique et financier d'investissement,
- un plan de financement.

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier les dispositions de l'annexe du décret n° 88-232 du 5 novembre 1988, susvisé.

Art. 2. — Conformément à la nouvelle configuration de la zone d'expansion et site touristique, la zone d'expansion et site touristique d'El Achouat prend la dénomination de Bazoul.

Art. 3. — Les limites ainsi que la superficie de la zone d'expansion et site touristique dénommée Bazoul, commune de Taher, wilaya de Jijel, sont délimitées conformément à l'annexe du présent décret aux résultats des études d'aménagement touristique et au plan joint à l'original du présent décret.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Dhou El Kaada 1430 correspondant au 22 octobre 2009.

Ahmed OUYAHIA.

ANNEXE
Wilaya de Jijel

DENOMINATION	WILAYA	DAIRA	COMMUNE	DELIMITATION ET SUPERFICIE
Bazoul	Jijel	Taher	Taher	A pour délimitation : – Au nord : la route nationale n° 43 – A l'est : Oued Nil – A l'ouest : l'agglomération de Bazoul – Au sud : l'ex-route nationale n° 43 Superficie : 109 ha

Décret exécutif n° 09-339 du 3 Dhou El Kaada 1430 correspondant au 22 octobre 2009 modifiant et complétant le décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996 portant création de l'office national des terres agricoles.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990, modifiée et complétée, portant orientation foncière ;

Vu la loi n° 08-16 du Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 3 août 2008 portant orientation agricole ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction du Premier ministre dans ses fonctions ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996 portant création de l'office national des terres agricoles ;

Vu le décret exécutif n° 97-483 du 15 Chaâbane 1418 correspondant au 15 décembre 1997 fixant les modalités, charges et conditions de la concession de parcelles de terre du domaine privé de l'Etat dans les périmètres de mise en valeur ;

Vu le décret exécutif n° 97-484 du 15 Chaâbane 1418 correspondant au 15 décembre 1997 fixant la composition de l'organe *ad hoc* ainsi que la procédure de mise en œuvre de la constatation de la non-exploitation des terres agricoles ;

Vu le décret exécutif n° 97-490 du 20 Chaâbane 1418 correspondant au 20 décembre 1997 fixant les conditions de morcellement des terres agricoles ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter les dispositions du décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996 portant création de l'office national des terres agricoles et le cahier des charges des sujétions de service public qui lui est annexé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 5 du décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 5. — L'office, politique nationale foncière agricole ;

A ce titre susvisée.

L'office est chargé en outre :

— d'instruire, en relation avec les services des domaines et par délégation, les demandes de concession des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat et de mettre en œuvre la procédure prévue à cet effet ;

— d'assurer le suivi des conditions d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat concédées et de mettre en place des instruments d'évaluation de leur utilisation durable et optimale par les concessionnaires ;

— de veiller à ce qu'aucune transaction portant sur les terres agricoles ne conduise à un changement de sa vocation agricole ».

Art. 3. — Les dispositions de *l'article 11* du décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 11. — Pour la réalisation de ses objectifs, l'office dispose de services centraux et de structures régionales réparties à travers le territoire national.

L'organisation interne de l'office est proposée par le directeur général, délibérée en conseil d'administration et approuvée par le ministre de tutelle ».

Art. 4. — Les dispositions de *l'article 19* du décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 19. — Le directeur général de l'office est nommé par décret présidentiel, sur proposition du ministre chargé de l'agriculture.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes ».

Art. 5. — Les dispositions du cahier des charges des sujétions de service public annexé au décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996, susvisé, sont modifiées et complétées conformément à l'annexe du présent décret.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Dhou El Kaada 1430 correspondant au 22 octobre 2009.

Ahmed OUYAHIA.

ANNEXE

Cahier des charges de sujétions de service public de l'office national des terres agricoles

(O.N.T.A.)

Article 1er. — Les dispositions de *l'article 2* de l'annexe du décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 2. — Dans le cadre :

- de mettre en exploitation (sans changement) ... ;
- d'exercer le droit (sans changement) ;
- de prendre possession (sans changement) ... ;
- de développer en vertu (sans changement) ;

— d'établir et de mettre à (sans changement) ;

— de créer, gérer et assurer (sans changement) ;

— d'instruire les demandes de concession des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat et de mettre en œuvre la procédure définie à cet effet ;

— de suivre la circulation des actifs des exploitations agricoles de façon à empêcher les atteintes à la continuité de leur fonctionnement conformément à la législation et à la réglementation en vigueur ».

Art. 2. — Il est inséré un *article 3 bis* à l'annexe du décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996, susvisé, rédigé comme suit :

« Art. 3 bis. — L'office reçoit de l'Etat une contribution pour chaque exercice en contrepartie des sujétions de service public inscrites à sa charge par le présent cahier des charges ».

Art. 3. — Les dispositions de *l'article 6* de l'annexe du décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 6. — Pour chaque exercice .. (sans changement) ..

Les dotations (sans changement)

Elles peuvent être (sans changement)

Les sujétions de service public, objet du présent cahier des charges, sont définies annuellement et conjointement par le ministre chargé des finances et le ministre chargé de l'agriculture ».

Art. 4. — Il est inséré un *article 7 bis* à l'annexe du décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996, susvisé, rédigé comme suit :

« Art. 7 bis. — Les contributions de l'Etat doivent faire l'objet d'une comptabilité distincte ».

Art. 5. — Il est inséré un *article 8 bis* à l'annexe du décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996, susvisé, rédigé comme suit :

« Art. 8 bis. — Un bilan d'utilisation des contributions de l'Etat certifié par le commissaire aux comptes doit être transmis au ministre chargé des finances et au ministre chargé de l'agriculture à la fin de chaque exercice budgétaire ».

Art. 6. — Les dispositions de *l'article 9* de l'annexe du décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 9. — L'office établit

Ce budget comporte :

- les bilans (sans changement) ;
- un programme (sans changement) ;
- un plan (sans changement) ;
- un rapport d'audit certifié par le commissaire aux comptes ».

Art. 7. — Il est inséré un *article 10* à l'annexe du décret exécutif n° 96-87 du 6 Chaoual 1416 correspondant au 24 février 1996, susvisé, rédigé comme suit :

« Art. 10. — Les contributions annuelles arrêtées au titre du présent cahier des charges de sujétions de service public sont inscrites au budget du ministère de l'agriculture et du développement rural conformément aux procédures établies par la législation et la réglementation en vigueur ».

— — — — ★ — — — —

Décret exécutif n° 09-340 du 3 Dhou El Kaada 1430 correspondant au 22 octobre 2009 portant création de l'université de Bouzaréah.

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu le décret n° 84-209 du 18 août 1984, modifié, relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'université d'Alger ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction du Premier ministre dans ses fonctions ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991, modifié et complété, fixant les conditions et modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 91-455 du 23 novembre 1991 relatif à l'inventaire des biens du domaine national ;

Vu le décret exécutif n° 03-279 du 24 Joumada Ethania 1424 correspondant au 23 août 2003, modifié et complété, fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement de l'université, notamment ses articles 3, 10 et 25 ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 03-279 du 24 Joumada Ethania 1424 correspondant au 23 août 2003, modifié et complété, susvisé, il est créé à Alger, sous la dénomination « Université de Bouzaréah », un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Le nombre et la vocation des facultés et instituts composant l'université de Bouzaréah sont fixés comme suit :

- faculté des sciences humaines et sociales ;
- faculté des lettres et des langues ;
- institut d'archéologie.

Art. 2. — Outre les membres cités à l'article 10 du décret exécutif n° 03-279 du 24 Joumada Ethania 1424 correspondant au 23 août 2003, modifié et complété, susvisé, le conseil d'administration de l'université de Bouzaréah, comprend au titre des secteurs utilisateurs :

- le représentant du ministre chargé de la culture ;
- le représentant du ministre chargé du tourisme.

Art. 3. — Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret exécutif n° 03-279 du 24 Joumada Ethania 1424 correspondant au 23 août 2003, modifié et complété, susvisé, sous l'autorité du recteur de l'université, le rectorat de l'université comprend, outre le secrétariat général et la bibliothèque centrale, quatre (4) vice-rectorats chargés respectivement des domaines suivants :

- la formation supérieure des premier et deuxième cycles, la formation continue et les diplômes, et la formation supérieure de graduation ;
- la formation supérieure de troisième cycle, l'habilitation universitaire, la recherche scientifique, et la formation supérieure de post-graduation ;
- les relations extérieures, la coopération, l'animation et la communication et les manifestations scientifiques ;
- le développement, la prospective et l'orientation.

Art. 4. — Sont transférés, de l'université d'Alger à l'université de Bouzaréah, les biens meubles et la gestion des biens immeubles de la faculté des sciences humaines et sociales et de la faculté des lettres et langues et de l'institut d'archéologie et leurs moyens, droits et obligations.

Art. 5. — Le transfert prévu à l'article 4 ci-dessus donne lieu :

1- à l'établissement d'un inventaire qualitatif, quantitatif et estimatif dressé conformément aux lois et règlements en vigueur par une commission dont les membres sont désignés conjointement par le ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et le ministre chargé des finances ;

2- à la définition des procédures de communication des informations et des documents se rapportant à l'objet du transfert prévu à l'article 4 ci-dessus.

Art. 6. — Les personnels relevant de l'université d'Alger et exerçant dans la faculté des sciences humaines et sociales et de la faculté des lettres et des langues, et de l'institut d'archéologie sont transférés à l'université de Bouzaréah conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

DECRETS

Décret exécutif n° 97-246 du 3 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 8 juillet 1997 modifiant le décret exécutif n° 93-130 du 24 Dhou El Hidja 1413 correspondant au 14 juin 1993 portant actualisation de la liste des zones ouvrant droit à l'indemnité de zone prévue au décret n° 82-183 du 15 mai 1982 relatif aux modalités de calcul de l'indemnité de zone.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à l'organisation territoriale du pays ;

Vu le décret présidentiel n° 97-230 du 19 Safar 1418 correspondant au 24 juin 1997 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 97-231 du 20 Safar 1418 correspondant au 25 juin 1997 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 93-130 du 24 Dhou El Hidja 1413 correspondant au 14 juin 1993, modifié, portant actualisation de la liste des zones ouvrant droit à l'indemnité de zone prévue par le décret n° 82-183 du 15 mai 1982, modifié, relatif aux modalités de calcul de l'indemnité de zone ;

Décrète :

Article 1er. — La liste des communes de la wilaya de Ouargla concernées par l'indemnité de zone annexée au décret exécutif n° 93-130 du 24 Dhou El Hidja 1413 correspondant au 14 juin 1993 susvisé, est modifié comme suit :

WILAYA	GROUPE	S/GROUPE	COMMUNES
Ouargla	A	A1	El Hadjira — Taïbet, Menaguer, Bennaceur, El Borma, El Alia.
Ouargla	B	B1	Témacine, Nezla, Touggourt, Mégarine, Sidi Slimane, Zaouia El Abidia, Tebesbest, Blidate Ameur.

(Le reste sans changement).

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 8 juillet 1997.

Ahmed OUYAHIA.



Décret exécutif n° 97-247 du 3 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 8 juillet 1997 portant création de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (O.N.I.L.).

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce ;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques ;

Vu l'ordonnance n° 95-06 du 23 Chaâbane 1415 correspondant au 25 janvier 1995 relative à la concurrence ;

Vu le décret présidentiel n° 97-230 du 19 Safar 1418 correspondant au 24 juin 1997 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 97-231 du 20 Safar 1418 correspondant au 25 juin 1997 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 96-63 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 définissant les activités agricoles et fixant les conditions et les modalités de reconnaissance de la qualité d'agriculteur ;

Vu le décret exécutif n° 96-64 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 fixant le cadre d'organisation de l'interprofession agricole ;

Décrète :

CHAPITRE I
DE LA DENOMINATION
DE L'OBJET — DU SIEGE DE L'OFFICE

Article 1er. — Il est créé sous la dénomination "d'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers" par abréviation "ONIL" désigné ci-après "l'office", un établissement public à caractère industriel et commercial et à vocation interprofessionnelle, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Art. 2. — L'office fonctionne conformément aux règles de l'interprofession, telles que fixées par la réglementation en vigueur.

Il est régi par les règles relatives à l'administration dans ses relations avec l'Etat et par les règles commerciales dans ses rapports avec les tiers.

Art. 3. — L'office est placé sous la tutelle du ministre de l'agriculture et son siège est fixé à Alger.

Art. 4. — L'office assure une mission de service public dans le cadre des prescriptions du cahier des charges de sujétions de service public, annexé au présent décret.

Les droits et obligations, induits par la mission de service public, font l'objet d'une convention entre l'Etat, représenté par les ministres chargés de l'agriculture et des finances et l'office, représenté par son directeur général.

Art. 5. — En tant qu'instrument essentiel de l'Etat et agissant pour son compte, l'office a pour mission d'organiser, d'approvisionner, de réguler et de stabiliser le marché national du lait et des produits laitiers.

A ce titre, il est chargé :

— de participer à la préparation de la réglementation relative à l'organisation et à la gestion de la filière lait et d'en assurer son application,

— de proposer l'ensemble des actions tendant à l'orientation, l'amélioration et le développement de la production, du stockage, de la commercialisation et de l'utilisation de lait et des produits laitiers et de veiller à sa mise en œuvre,

— d'évaluer les disponibilités et les besoins nationaux en lait et en produits laitiers et de définir, en concertation avec les institutions et les organismes concernés, le programme national d'approvisionnement et de veiller à sa mise en œuvre sur la base de cahier des charges,

— de participer à la définition d'une politique nationale de stockage de lait et des produits laitiers et de veiller, en collaboration avec les organismes concernés, à sa mise en œuvre notamment par la gestion de réserves stratégiques,

— de participer, par des moyens spécifiques, à la mise en œuvre de la politique nationale de développement de la production laitière et d'initier les programmes retenus par l'autorité de tutelle et ce, en liaison avec les organismes concernés,

— de proposer les mécanismes de détermination des prix de lait et des produits laitiers.

CHAPITRE II
DES MOYENS DE L'OFFICE

Art. 6. — L'office est habilité à engager toutes actions de nature à favoriser son développement, notamment :

— à créer des démembrements sur l'ensemble du territoire national,

— à effectuer toutes opérations mobilières et immobilières, financières, commerciales ou industrielles liées à son objet,

— à conclure tous marchés, contrats ou conventions liés à son objet avec les organismes nationaux ou étrangers,

— à créer des filiales conformément à la législation en vigueur et à prendre des participations dans d'autres entreprises.

Art. 7. — L'Etat met à la disposition de l'office l'ensemble des moyens normatifs, financiers et techniques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

CHAPITRE III
ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT
DE L'OFFICE

Art. 8. — L'office est géré par un directeur général, administré par un conseil d'administration et doté d'un comité interprofessionnel.

Section I

Du conseil d'administration de l'office

Art. 9. — Le conseil d'administration est chargé d'étudier et de proposer à l'autorité de tutelle toutes mesures se rapportant à l'organisation et au fonctionnement de l'office.

A cet effet, il délibère et statue, conformément aux lois et règlements en vigueur, notamment sur les questions suivantes :

— l'organisation, le fonctionnement général et le règlement intérieur de l'office,

— le programme de travail annuel et pluriannuel ainsi que le bilan d'activité de l'office,

— le programme annuel et pluriannuel des investissements ainsi que les emprunts éventuels de l'office,

— les conditions générales de passation de conventions, marchés et autres transactions engageant l'office,

— les états prévisionnels des recettes et des dépenses de l'office,

— le règlement comptable et financier ainsi que le statut et les conditions de rémunération du personnel de l'office,

— l'acceptation et l'affectation des dons et legs effectués au profit de l'office,

— toutes questions que lui soumet le directeur général et susceptibles d'améliorer l'organisation et le fonctionnement de l'office et de manière à favoriser la réalisation de ses objectifs.

Art. 10. — Le conseil d'administration est composé comme suit :

— d'un représentant du ministre de l'agriculture, président,

— d'un représentant du ministre chargé des finances,

— d'un représentant de l'autorité chargée de la planification,

— d'un représentant du ministre du commerce,

— d'un représentant du ministre de la santé,

— du président de la chambre nationale de l'agriculture ou de son représentant.

Le directeur général assiste aux réunions du conseil d'administration, avec voix consultative.

Le conseil d'administration peut faire appel à toute personne jugée compétente pour l'étude des questions inscrites à l'ordre du jour.

Art. 11. — Le secrétariat du conseil d'administration est assuré par les services de l'office.

Art. 12. — Les membres du conseil d'administration sont nommés par arrêté du ministre chargé de l'agriculture sur proposition des autorités dont ils relèvent pour une durée de trois (3) années renouvelables.

En cas de vacance d'un siège, il est procédé, dans les mêmes formes, à la désignation d'un nouveau membre pour la période restante du mandat.

Art. 13. — Le conseil d'administration se réunit, sur convocation de son président en session ordinaire, deux (2) fois par an.

Il peut se réunir en session extraordinaire à la demande soit de son président, soit du directeur général de l'office.

Le président établit l'ordre du jour, sur proposition du directeur général de l'office.

Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour, sont adressées aux membres du conseil, quinze (15) jours au moins avant la date prévue de la réunion.

Toutefois, ce délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires sans être inférieur à huit (8) jours.

Art. 14. — Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer qu'en présence des deux tiers (2/3) de ses membres.

Si le *quorum* n'est pas atteint, une nouvelle réunion a lieu dans les huit (8) jours qui suivent et les délibérations sont valables quelque soit le nombre des membres présents.

Art. 15. — Les décisions du conseil d'administration sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées.

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 16. — Les délibérations sont consignées sur des procès-verbaux, signés par le président et le secrétaire de séance et transcrites sur un registre spécial coté et paraphé par le président du conseil.

Lesdits procès-verbaux sont adressés pour approbation au ministre chargé de l'agriculture dans le mois qui suit la date de la réunion.

Section 2

Du directeur général de l'office

Art. 17. — Le directeur général de l'office agit dans le cadre de la réglementation en vigueur.

A ce titre :

— il est responsable du fonctionnement général de l'office, dans le respect des attributions du conseil d'administration,

— il représente l'office dans tous les actes de la vie civile et en justice,

— il exerce l'autorité hiérarchique sur le personnel de l'office,

— il établit les rapports à présenter aux délibérations du conseil d'administration, et transmet les résultats pour approbation à l'autorité de tutelle,

— il organise le travail de recueil, de traitement et d'analyse des informations relatives à la filière lait,

— il prépare les dossiers techniques, économiques et juridiques inscrits à l'ordre du jour des travaux du comité dans la perspective de veiller à concilier les intérêts de la profession avec l'intérêt général,

— il établit le budget prévisionnel de l'office et l'exécute,

— il passe tous marchés, accords et conventions,

— il soumet au ministre chargé de l'agriculture les avis, les recommandations et les suggestions de toute nature émises par le comité interprofessionnel, y compris ceux de la minorité, dans le cadre de la mission de l'office appuyés de ses propres observations,

— il met en œuvre les résultats des délibérations du conseil d'administration approuvés par le ministre chargé de l'agriculture,

— il assure la préparation des réunions du conseil d'administration et du comité interprofessionnel,

— il ordonne les dépenses inhérentes aux missions de l'office et dresse tous bilans, comptes et prévisions,

— il veille à la préservation du patrimoine de l'office.

Art. 18. — Le directeur général de l'office est nommé par décret exécutif sur proposition du ministre chargé de l'agriculture.

Il est assisté d'un directeur général adjoint.

Art. 19. — L'organisation interne de l'office est proposée par le directeur général, délibérée en conseil d'administration et approuvée par le ministre de tutelle.

Section 3

Du comité interprofessionnel du lait

Art. 20. — Le comité interprofessionnel du lait est un organe consultatif, composé des représentants de l'ensemble des catégories professionnelles de la filière lait, de ceux des consommateurs et ceux des pouvoirs publics concernés.

Un arrêté du ministre chargé de l'agriculture précisera la composition du comité interprofessionnel.

Art. 21. — Le comité interprofessionnel du lait est chargé de formuler des avis et des recommandations sur :

- la politique générale de la filière lait,
- l'organisation du marché et des prix,
- les moyens de renforcement de l'office,
- toutes demandes d'avis formulées par le ministre chargé de l'agriculture ou le directeur général de l'office.

Art. 22. — Le comité interprofessionnel du lait se réunit au moins une fois (1) par an en session ordinaire.

Il peut se réunir, en session extraordinaire, à la demande du ministre chargé de l'agriculture, de son président ou de la moitié (1/2) au moins de ses membres.

Art. 23. — Le comité interprofessionnel du lait élit en son sein un président et un vice-président parmi les professionnels de la filière lait.

Art. 24. — Le comité interprofessionnel du lait est convoqué par son président.

Art. 25. — Le comité interprofessionnel du lait ne délibère valablement qu'en présence des deux tiers (2/3) au moins de ses membres lors de la première convocation. Si le *quorum* n'est pas atteint, une deuxième convocation est adressée dans les quinze (15) jours qui suivent et dans ce cas, le comité interprofessionnel du lait peut délibérer quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 26. — Les délibérations du comité interprofessionnel du lait sont adoptées à la majorité simple de voix de ses membres.

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 27. — Les délibérations sont signées par le président du comité interprofessionnel et le directeur général de l'office en sa qualité de secrétaire de séance.

Elles sont transcrites sur un registre spécial, tenu sous la responsabilité du directeur général de l'office.

L'avis de la minorité est également retracé dans le registre.

Art. 28. — La durée du mandat des membres du comité interprofessionnel du lait est fixé à trois (3) ans.

Art. 29. — Le mandat des membres du comité interprofessionnel du lait est gratuit. Les frais de déplacement et de séjour sont remboursés selon un barème fixé dans le règlement intérieur.

Art. 30. — La liste nominative des membres du comité interprofessionnel du lait est arrêtée par le ministre de l'agriculture sur proposition des organisations ou des structures dont ceux-ci relèvent.

Sur proposition du directeur général de l'office ou de son président, le comité interprofessionnel du lait peut faire appel à toute personne susceptible de l'éclairer dans ses travaux.

Art. 31. — Un règlement intérieur précisera les modalités de fonctionnement du comité interprofessionnel du lait en matière de vote, de discipline et d'organisation du travail.

CHAPITRE IV

DE L'ORGANISATION FINANCIERE DE L'OFFICE

Art. 32. — L'exercice financier commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. La comptabilité est tenue en la forme commerciale conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 33. — Un commissaire aux comptes désigné conformément à la réglementation en vigueur est chargé de contrôler les comptes de l'office.

Il assiste aux séances du conseil d'administration avec voix consultative.

Il informe le conseil d'administration du résultat des contrôles qu'il effectue.

Il adresse son rapport sur les comptes de fin d'exercice au conseil d'administration.

Art. 34. — Le budget de l'office comporte :

En recettes :

- les subventions dues par l'Etat au titre des sujétions de service public imposées à l'office,
- le produit des placements des fonds de l'office,
- les plus-values réalisées,
- les produits de prestations réalisées,
- les emprunts éventuels, contractés conformément à la réglementation en vigueur,
- les dons et legs,
- toutes autres recettes liées à son activité.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement et d'équipement,
- les dépenses liées à la réalisation du cahier des charges de sujétion de service public,
- toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation de sa mission.

Art. 35. — Les états prévisionnels annuels de l'office sont préparés par le directeur général et transmis au conseil d'administration qui en délibère.

Ils sont ensuite soumis à l'autorité de tutelle et à toute autre autorité prévue par la réglementation en vigueur.

Art. 36. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 8 juillet 1997.

Ahmed OUYAHIA.

ANNEXE

**CAHIER DES CHARGES RELATIF
AUX MISSIONS DE SERVICE PUBLIC
EXERCEES PAR L'O.N.I.L**

Article 1er. — L'O.N.I.L est l'organe essentiel de l'Etat en matière d'organisation, de développement, de régulation et de stabilisation du marché national du lait et des produits laitiers.

Art. 2. — Dans le cadre de la politique de développement économique et social, l'O.N.I.L est chargé de prendre toutes mesures pour appuyer et développer la production du lait et des produits laitiers ainsi que pour stabiliser les prix intérieurs.

Art. 3. — L'O.N.I.L est chargé dans le cadre de la réalisation de ses missions :

— de veiller à la disponibilité suffisante de lait et des produits laitiers en tout point du territoire national,

— de gérer et de mettre en œuvre, pour le compte de l'Etat, l'ensemble des actions d'appui à la production du lait et des produits laitiers,

— de mettre en place les moyens humains et matériels nécessaires pour assurer la sécurité et la protection du patrimoine,

— d'organiser la collecte de la production nationale du lait et des produits laitiers,

— de stimuler la production nationale du lait et des produits laitiers au moyen de mécanismes financiers et/ou d'interventions techniques directes,

— de mettre en œuvre la politique nationale de stockage stratégique. A ce titre, il procède à des achats, pour le compte de l'Etat, de lait et des produits laitiers sur le marché intérieur et sur les marchés extérieurs en vue de la constitution de stocks stratégiques,

— de procéder à la demande de l'Etat à l'achat de produits autres que ceux qui figurent au programme d'importation.

Art. 4. — En contrepartie de sa mission de service public, l'O.N.I.L reçoit de l'Etat les rémunérations compensatoires des sujétions de service public à l'exception de celles couvertes par des ressources appropriées contenues dans le mécanisme des prix lié à son activité.

Art. 5. — L'Etat participe au financement du coût lié à la mise en œuvre de la politique nationale de stockage stratégique.

Art. 6. — Pour chaque exercice, l'O.N.I.L adresse au ministère de tutelle avant le 30 avril l'évaluation des sommes à lui verser pour couvrir le prix de revient des charges de service public en vertu du présent cahier des charges.

Les dotations sont arrêtées par le ministre de tutelle en accord avec le ministre chargé des finances lors de l'élaboration de la loi de finances.

Elles peuvent être révisées en cours d'exercice au cas où de nouvelles dispositions réglementaires modifient les sujétions.

Art. 7. — L'O.N.I.L est tenu de fournir au ministère de tutelle les informations relatives à l'état d'exécution du programme arrêté et approuvé.

Art. 8. — Les subventions dues par l'Etat dans le cadre du présent cahier des charges sont versées à l'O.N.I.L conformément aux procédures établies par la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 9. — L'O.N.I.L établit chaque année pour l'exercice suivant :

- les subventions comptables prévisionnelles avec les engagements de l'O.N.I.L vis-à-vis de l'Etat,
- un programme matériel et financier d'investissement,
- un plan de financement.



Décret exécutif n° 97-248 du 3 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 8 juillet 1997 modifiant et complétant le décret exécutif n° 90-289 du 29 septembre 1990 relatif aux modalités d'organisation des élections des délégués du personnel.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2);

Vu la loi n° 90-11 du 21 avril 1990, modifiée et complétée, relative aux relations de travail;

Vu la loi n° 90-14 du 2 juin 1990, modifiée et complétée, relative à l'exercice du droit syndical;

Vu le décret présidentiel n° 97-230 du 19 Safar 1418 correspondant au 24 juin 1997 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 97-231 du 20 Safar 1418 correspondant au 25 juin 1997 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-289 du 29 septembre 1990 relatif aux modalités d'organisation des élections des délégués du personnel;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter le décret n° 90-289 du 29 septembre 1990 relatif aux modalités d'organisation des élections des délégués du personnel.

Art. 2. — *L'article 2* du décret n° 90-289 du 29 septembre 1990 susvisé, est modifié et complété comme suit :

« Art. 2. — Les élections des délégués du personnel et leur renouvellement au sein d'un même organisme employeur sont organisées à l'initiative de l'employeur, par la commission électorale.

Le renouvellement des élections des délégués du personnel doit intervenir dans les trente (30) jours qui précèdent la fin du mandat en cours ».

Art. 3. — Il est inséré au décret n° 90-289 du 29 septembre 1990 susvisé, un *article 4 bis* nouveau rédigé comme suit :

« Art. 4 bis. — L'employeur invite les organisations syndicales représentatives au sein de l'organisme employeur à désigner leurs représentants à la commission électorale dans un délai maximum de huit (8) jours. Passé ce délai et en cas de non désignation des représentants des organisations syndicales représentatives l'employeur saisit dans les huit (8) jours suivants l'inspecteur du travail territorialement compétent qui établit un constat.

Si dans un délai n'excédant pas quinze (15) jours après le constat de l'inspecteur du travail, les parties en cause ne désignent pas leurs représentants, la représentation des travailleurs au sein de la commission électorale est assurée dans les conditions fixées à *l'alinéa 2* de *l'article 4* ci-dessus.

Toutefois et en cas de pluralité d'organisations syndicales représentatives, au sein de l'organisme employeur le refus d'une ou de plusieurs organisations syndicales ne fait pas obstacle à la désignation par l'une ou les autres organisations syndicales représentatives de leur(s) représentant(s) à la commission électorale ».

Art. 4. — *L'article 7* du décret n° 90-289 du 29 septembre 1990 susvisé, est complété par un alinéa nouveau rédigé comme suit :

« Art. 7. —

Organiser les élections du comité de participation et procéder à son installation ».

Art. 5. — *L'article 9* du décret n° 90-289 du 29 septembre 1990 susvisé, est modifié et rédigé comme suit :

« Art. 9. — Le nombre de lieux de travail distincts au sein desquels la participation des travailleurs est assurée doit être établi en tenant compte :

a) de l'existence d'au moins vingt (20) travailleurs salariés par lieu de travail distinct exerçant une activité homogène en termes d'objectifs sous une même autorité,

b) de la représentation la plus équitable possible de l'ensemble des collectifs de travailleurs des différents lieux de travail distincts au comité de participation de l'organisme employeur ».

Art. 6. — *L'article 18* du décret n° 90-289 du 29 septembre 1990 susvisé, est modifié comme suit :

« Art. 18. — Les listes de candidatures aux élections des délégués du personnel sont établies au 1er tour par les organisations syndicales représentatives pour chaque lieu de travail distinct et pour chacun des groupes socio-professionnels visés à l'article 12 du présent décret et remises vingt et un (21) jours avant la tenue du scrutin à la commission électorale.

Décret exécutif n° 99-157 du 7 Rabie Ethani 1420 correspondant au 20 juillet 1999 complétant le décret exécutif n° 97-247 du 3 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 8 juillet 1997 portant création de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (O.N.I.L).

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu le décret présidentiel n° 98-427 du 26 Chaâbane 1419 correspondant au 15 décembre 1998 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 97-247 du 3 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 8 juillet 1997 portant création de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (O.N.I.L) ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de compléter les dispositions du décret exécutif n° 97-247 du 3 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 8 juillet 1997 susvisé.

Art. 2. — Il est inséré au niveau des dispositions de l'article 7 du décret exécutif n° 97-247 du 3 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 8 juillet 1997 susvisé, un deuxième alinéa rédigé comme suit :

"L'office est doté d'un fonds initial dont le montant est fixé conjointement par le ministre de tutelle et le ministre chargé des finances".

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Rabie Ethani 1420 correspondant au 20 juillet 1999.

Smaïl HAMDANI.

-----★-----

Décret exécutif n° 99-158 du 7 Rabie Ethani 1420 correspondant au 20 juillet 1999 fixant les mesures d'hygiène et de salubrité applicables lors du processus de la mise à la consommation des produits de la pêche.

Le ministre du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4 et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal ;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée, relative à la protection et à la promotion de la santé ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de la protection du consommateur ;

Vu le décret législatif n° 94-13 du 17 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 28 mai 1994 fixant les règles générales relatives à la pêche ;

Vu le décret présidentiel n° 98-427 du 26 Chaâbane 1419 correspondant au 15 décembre 1998 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990 relatif au contrôle de la qualité et à la répression des fraudes ;

Vu le décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990 relatif à l'étiquetage et à la présentation des denrées alimentaires ;

Vu le décret exécutif n° 91-04 du 19 janvier 1991 relatif aux matériaux destinés à être mis en contact avec les denrées alimentaires et les produits de nettoyage de ces matériaux ;

Vu le décret exécutif n° 91-53 du 23 février 1991 relatif aux conditions d'hygiène lors du processus de mise à la consommation des denrées alimentaires ;

Vu le décret exécutif n° 95-363 du 18 Joumada Ethania 1416 correspondant au 11 novembre 1995 fixant les modalités d'inspection des animaux vivants et des denrées animales ou d'origine animale destinés à la consommation humaine ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 25 du décret législatif n° 94-13 du 17 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 28 mai 1994 susvisé, le présent décret a pour objet de fixer les mesures d'hygiène et de salubrité applicables lors du processus de la mise à la consommation des produits de la pêche.

CHAPITRE I

DES DISPOSITIONS GENERALES

Art. 2. — Au sens du présent décret, il est entendu par :

Arrêté du 7 Dhou El Kaada 1428 correspondant au 17 novembre 2007 portant renouvellement de la composition de la commission de recours compétente à l'égard des personnels de l'administration centrale du ministère du commerce.

Par arrêté du 7 Dhou El Kaada 1428 correspondant au 17 novembre 2007, la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère du commerce est composée comme suit :

REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION	REPRESENTANTS DU PERSONNEL
Nourredine Chérif	Rachid Baloul
Naser-Eddine Bouguerra	Abdelhamid Kaoumi
Mohamed Boukais	Saad-Eddine Benagoudjil
Ali Zerroukhi	Youcef Belgherib
Zoubir Ezziat	Abdesselam Kechairi
M'Barek Hasni	Yasmina Kemali
Zoulikha Zahaf	Mohamed Lamouri

La présidence de la commission de recours est assurée conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 84-10 du 14 janvier 1984 fixant la compétence, la composition, l'organisation et le fonctionnement des commissions paritaires.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté du 10 Chaoual 1428 correspondant au 22 octobre 2007 portant création d'une commission des œuvres sociales auprès de l'institut de technologie moyen agricole spécialisé du jardin d'Essais (Alger).

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 82-179 du 15 mai 1982, complété, fixant le contenu et le mode de financement des œuvres sociales ;

Vu le décret n° 82-303 du 11 septembre 1982 relatif à la gestion des œuvres sociales, notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret n° 82-303 du 11 septembre 1982, susvisé, le présent arrêté a pour objet la création, auprès de l'institut de technologie moyen agricole spécialisé du jardin d'Essais (Alger), d'une commission des œuvres sociales.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 Chaoual 1428 correspondant au 22 octobre 2007.

Pour le ministre de l'agriculture
et du développement rural,

Le secrétaire général

Abdesselam CHELGHOUM

-----★-----

Arrêté du 25 Chaoual 1428 correspondant au 6 novembre 2007 fixant la composition du comité interprofessionnel du lait (CIL).

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 97-247 du 3 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 8 juillet 1997 portant création de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONIL), notamment son article 20 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 20 du décret exécutif n° 97-247 du 3 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 8 juillet 1997, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer la composition du comité interprofessionnel du lait, organe consultatif auprès de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONIL).

Art. 2. — Le comité interprofessionnel du lait de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers est composé comme suit :

Au titre des pouvoirs publics :

- un (1) représentant du ministre chargé de l'agriculture ;
- un (1) représentant du ministre chargé des finances ;
- un (1) représentant du ministre chargé du commerce ;
- un (1) représentant du ministre chargé de la planification ;
- un (1) représentant du ministre chargé de l'industrie et de la promotion des investissements ;
- un (1) représentant du ministre chargé de la santé ;
- un (1) représentant du ministre chargé de l'intérieur.

Au titre des catégories professionnelles de la filière lait :

- le secrétaire général de l'union nationale des paysans algériens ou son représentant ;
- le président de la chambre nationale de l'agriculture ou son représentant ;
- le président de la chambre nationale de l'industrie et du commerce ou son représentant ;
- le président du conseil national interprofessionnel de la filière lait (Cniflait) ou son représentant ;
- huit (8) représentants de l'association nationale des producteurs de lait cru choisis à raison de deux (2) membres de cette association par grandes régions (Est, Centre, Ouest et Sud) ;
- trois (3) représentants de l'association des collecteurs de lait désignés par grandes régions (Est, Centre et Ouest) ;
- deux (2) représentants relevant du groupe industriel des productions laitières (GIPLAIT) au titre des industriels fabricants de lait et des produits laitiers ;
- deux (2) représentants relevant de la confédération des industriels de l'agro-alimentaire (CIPA) au titre des industriels fabricants de lait et des produits laitiers ;
- un (1) représentant de la caisse nationale de la mutualité agricole (CNMA) ;
- un (1) représentant de la banque d'agriculture et du développement rural (BADR) ;
- un (1) représentant relevant de l'office national de l'aliment du bétail (ONAB) au titre des industriels fabricants d'aliments de bétail ;
- un (1) représentant du secteur privé désigné par la chambre nationale de l'industrie et du commerce ;
- un (1) représentant de l'association des importateurs de lait et de produits laitiers, désigné par la chambre nationale de l'industrie et du commerce.

Au titre des commerçants laitiers :

- trois (3) représentants des distributeurs désignés par grandes régions (Est, Centre et Ouest) par l'union générale des commerçants et des artisans algériens ;
- trois (3) représentants des commerçants laitiers désignés par grandes régions (Est, Centre et Ouest) par l'union générale des commerçants et des artisans algériens.

Au titre des consommateurs :

- quatre (4) représentants des associations des consommateurs désignés par grandes régions (Est, Centre, Ouest et Sud).

Au titre des établissements de recherche, formation, développement et information :

- un (1) représentant de l'institut national de la recherche agronomique d'Algérie (INRAA) ;
- un (1) représentant de l'institut national de médecine vétérinaire (INMV) ;
- un (1) représentant de l'institut technique des élevages (ITELV) ;
- un (1) représentant de l'institut technique des grandes cultures (ITGC) ;
- un (1) représentant du haut commissariat au développement de la steppe (HCDS) ;
- un (1) représentant de l'institut national agronomique (INA) ;
- un (1) représentant de l'école nationale vétérinaire (ENV) ;
- un (1) représentant de l'agence nationale de l'aménagement du territoire (ANAT) ;
- un (1) représentant du centre national d'insémination artificielle et d'amélioration génétique (CNIAAG) ;
- un (1) représentant de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) ;
- un (1) représentant de l'office national des statistiques (ONS) ;
- un (1) représentant du centre national des informations statistiques (CNIS).

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 Chaoual 1428 correspondant au 6 novembre 2007.

Pour le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Le secrétaire général
Abdesselam CHELGHOUM

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté du 2 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 16 février 2010 modifiant l'arrêté du 23 Dhou El Kaada 1428 correspondant au 3 décembre 2007 portant désignation des membres de la commission des produits phytosanitaires à usage agricole.

Par arrêté du 2 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 16 février 2010, l'arrêté du 23 Dhou El Kaada 1428 correspondant au 3 décembre 2007 portant désignation des membres de la commission des produits phyto-sanitaires à usage agricole est modifié comme suit :

« Sont désignés membres de la commission des produits phytosanitaires à usage agricole, pour une période de trois (3) années, Mmes et MM. :

- Nadia Hadjeres, représentante de l'autorité phytosanitaire, présidente ;
- Djamel Slimi, représentant du ministre chargé de la santé ;
- Assia Bechari, représentante du ministre chargé de l'environnement ;
- Kamel Saïdi, représentant du ministre chargé du commerce ;
- Fakhri Amrani, représentant du ministre chargé du travail ;
- Fazia Mouhouche, représentante du ministre chargé de la recherche ;
- Hafida Kheddouchi, représentante du ministre chargé de l'industrie ;
- Fatiha Bendine, rapporteuse du comité d'évaluation biologique ;
- Berkahoum Alamir, rapporteur du comité d'étude de la toxicité ».

-----★-----

Arrêté du 28 Chaoual 1431 correspondant au 7 octobre 2010 portant désignation des membres du comité interprofessionnel du lait (CIL).

Par arrêté du 28 Chaoual 1431 correspondant au 7 octobre 2010, en application des dispositions de l'article 30 du décret exécutif n° 97-247 du 3 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 8 juillet 1997 portant création de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONIL), sont désignés membres du comité interprofessionnel du lait de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers, pour une période de trois (3) années, Mmes et MM. :

Au titre des pouvoirs publics :

- Abdelhamid Soukehal, représentant du ministre chargé de l'agriculture ;
- Nacer Zahir Laggoune, représentant du ministre chargé des finances ;
- Amara Boushaba, représentant du ministre chargé du commerce ;
- Sofiane Hazem, représentant du ministre chargé de la planification ;
- Djamel-Eddine Labed, représentant du ministre chargé de l'industrie et de la promotion des investissements ;
- Zakia Fodil Chérif, représentante du ministre chargé de la santé ;
- Abdennour Taleb, représentant du ministre chargé de l'intérieur.

Au titre des catégories professionnelles de la filière lait :

- Mokhtar Beghdadi, représentant du secrétaire général de l'union nationale des paysans algériens ;
- Laâdjal Doubi Bounoua, président de la chambre nationale de l'agriculture ;
- Abdennacer Ben Hacine, représentant de la chambre nationale de l'industrie et du commerce ;
- Mohamed Haroun, représentant de l'association nationale des producteurs de lait cru, région Est ;
- Brahim Rouainia, représentant de l'association nationale des producteurs de lait cru, région Est ;
- Abdellah Abed, représentant de l'association nationale des producteurs de lait cru, région Centre ;
- Mustapha Hanachi, représentant de l'association nationale des producteurs de lait cru, région Centre ;
- Mahmoud Benchkour, représentant de l'association nationale des producteurs de lait cru, région Ouest ;
- Mohamed Belatbi, représentant de l'association nationale des producteurs de lait cru, région Ouest ;
- Slimane Lassakeur, représentant de l'association nationale des producteurs de lait cru, région Sud ;
- Ishak Ouled Hadjou, représentant de l'association nationale des producteurs de lait cru, région Sud ;
- Abdelouahab Zerrouki, représentant de l'association des collecteurs de lait, région Centre ;
- Abdelkrim Azzizi, représentant de l'association des collecteurs de lait, région Est ;
- Nour Eddine Bendjilali, représentant de l'association des collecteurs de lait, région Ouest ;
- Boubekeur Arhab, représentant du groupe industriel des productions laitières (GIPLAIT) ;
- Messaoud Amroun, représentant du groupe industriel des productions laitières (GIPLAIT) ;

— Abed Larbi, représentant de la confédération des industriels de l'agro- alimentaire (CIPA) ;

— Mourad Bouzekrini, représentant de la confédération des industriels de l'agro- alimentaire (CIPA) ;

— Nadia Chérifi, représentante de la caisse nationale de la mutualité agricole (CNMA) ;

— Hassane Messara, représentant de la banque d'agriculture et du développement rural (BADR) ;

— Abderrezak Balamane, représentant de l'office national de l'aliment du bétail (ONAB) ;

— Nasreddine Aribi, représentant du secteur privé désigné par la chambre nationale de l'industrie et du commerce ;

— Said Melzi, représentant de l'association des importateurs de lait et des produits laitiers.

Au titre des commerçants laitiers :

— Makhlof Hanafi, représentant des distributeurs, région Centre ;

— Zahir Kamel, représentant des distributeurs, région Est ;

— Mohamed Meddah, représentant des distributeurs, région Ouest ;

— Trois (3) représentants des commerçants laitiers désignés par grandes régions (Centre, Est, Ouest) par l'union générale des commerçants et des artisans algériens.

Au titre des consommateurs :

— Mâamar Bouchekkif, représentant de l'association algérienne de promotion et de protection du consommateur, région Centre ;

— Zoubir Bensaci, représentant de l'association algérienne de promotion et de protection du consommateur, Sud ;

— Abdeldjebbar Rahmani, représentant de l'association algérienne de promotion et de protection du consommateur, Est ;

— Chakib Benhabib, représentant de l'association algérienne de promotion et de protection du consommateur, Ouest.

Au titre des établissements de recherche, formation, développement et information :

— Derradji Harek, représentant de l'institut national de la recherche agronomique d'Algérie (INRAA) ;

— Nacéra Benbouabdellah, représentante de l'institut national de la médecine vétérinaire (INMV) ;

— Rachid Adem, représentant de l'institut technique des élevages (ITELV) ;

— Abdelhamid Khaldoun, représentant de l'institut technique des grandes cultures (ITGC) ;

— Assia Benselama, représentante du haut commissariat au développement de la steppe (HCDS) ;

— Faissal Ghazlane, représentant de l'institut national agronomique (INA) ;

— Safia Tennah, représentante de l'école nationale vétérinaire (ENV) ;

— Fouzia Belkhadria, représentante de l'agence nationale de l'aménagement du territoire (ANAT) ;

— Abdelkrim Boudjakji, représentant du centre national d'insémination artificielle et d'amélioration génétique (CNIAAG) ;

— Mohamed Bouchouika, représentant de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) ;

— Faiza Sibachir, représentante de l'office national des statistiques (ONS) ;

— Boudjamaa Assous, représentant du centre national des informations statistiques (CNIS).

MINISTRE DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

Arrêté interministériel du 13 Chaâbane 1431 correspondant au 25 juillet 2010 modifiant l'arrêté interministériel du 29 Moharram 1430 correspondant au 26 janvier 2009 fixant les effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère de la formation et de l'enseignement professionnels.

— — — —

Le secrétaire général du Gouvernement,

Le ministre des finances,

Le ministre de la formation et de l'enseignement professionnels,

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 03-87 du 30 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 3 mars 2003 fixant les attributions du ministre de la formation et de l'enseignement professionnels ;

Vu le décret présidentiel du 7 Rabie Ethani 1423 correspondant au 18 juin 2002 portant nomination du secrétaire général du Gouvernement ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 Moharram 1430 correspondant au 26 janvier 2009 fixant les effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant les activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère de la formation et de l'enseignement professionnels ;

Arrêté du 11 Dhou El Kaada 1431 correspondant au 19 octobre 2010 portant désignation des membres du conseil d'administration de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers.

Par arrêté du 11 Dhou El Kaada 1431 correspondant au 19 octobre 2010, sont nommés membres du conseil d'administration de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers, pour une durée de trois (3) années, en application des dispositions de l'article 10 du décret exécutif n° 97-247 du 3 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 8 juillet 1997 portant création de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers, Mme. et MM. :

- Abdelhamid Soukhal, représentant du ministre chargé de l'agriculture, président ;
- Mourad Allaouane, représentant du ministre chargé des finances ;
- Sofiane Hazem, représentant du ministre chargé de la prospective et des statistiques ;
- Mohamed Boukais, représentant du ministre chargé du commerce ;
- Zakia Fodil Chérif, représentante du ministre chargé de la santé ;
- Laâdjel Doubi Bounoua, président de la chambre nationale de l'agriculture.

-----★-----

Arrêté du 25 Dhou El Hidja 1431 correspondant au 1er décembre 2010 modifiant l'arrêté du 11 Rajab 1431 correspondant au 24 juin 2010 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office national interprofessionnel des légumes et des viandes.

Par arrêté du 25 Dhou El Hidja 1431 correspondant au 1er décembre 2010, l'arrêté du 11 Rajab 1431 correspondant au 24 juin 2010 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office national interprofessionnel des légumes et des viandes est modifié comme suit :

-
-

Mohamed Chérif Hafsi, représentant du ministre délégué auprès du ministre de la défense nationale ;

..... (le reste sans changement).....

Arrêté du 13 Moharram 1432 correspondant au 19 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 28 Chaoual 1431 correspondant au 7 octobre 2010 portant désignation des membres du comité interprofessionnel du lait (CIL).

Par arrêté du 13 Moharram 1432 correspondant au 19 décembre 2010, l'arrêté du 28 Chaoual 1431 correspondant au 7 octobre 2010 portant désignation des membres du comité interprofessionnel du lait (CIL) est modifié comme suit :

Au titre des pouvoirs publics :

—

— Mourad Allouane, représentant du ministre des finances ;

..... (le reste sans changement).....

-----★-----

Arrêté du 6 Safar 1432 correspondant au 11 janvier 2011 portant désignation des membres de la commission des produits phytosanitaires à usage agricole.

Par arrêté du 6 Safar 1432 correspondant au 11 janvier 2011, sont désignés membres de la commission des produits phytosanitaires à usage agricole, pour une période de trois (3) années renouvelable, en application des dispositions de l'article 37 du décret exécutif n° 95-405 du 9 Rajab 1416 correspondant au 2 décembre 1995, modifié et complété, relatif au contrôle des produits phytosanitaires à usage agricole, Mmes et MM. :

- Nadia Hadjeres, représentante de l'autorité phytosanitaire, présidente ;
- Djamel Slimi, représentant du ministre chargé de la santé ;
- Assia Bechari, représentante du ministre chargé de l'environnement ;
- Kamel Saïdi, représentant du ministre chargé du commerce ;
- Fakhri Amrani, représentant du ministre chargé du travail ;
- Fazia Mouhouche, représentante du ministre chargé de la recherche ;
- Hafida Kheddouchi, représentante du ministre chargé de l'industrie ;
- Fatiha Bendine, rapporteuse du comité d'évaluation biologique ;
- Barkahoum Alamir, rapporteuse du comité d'étude toxicologique.

Les dispositions de l'arrêté du 23 Dhou El Kaada 1428 correspondant au 3 décembre 2007 portant désignation des membres de la commission des produits phytosanitaires à usage agricole sont abrogées.

Arrêté du 11 Dhou El Kaada 1431 correspondant au 19 octobre 2010 portant désignation des membres du conseil d'administration de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers.

Par arrêté du 11 Dhou El Kaada 1431 correspondant au 19 octobre 2010, sont nommés membres du conseil d'administration de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers, pour une durée de trois (3) années, en application des dispositions de l'article 10 du décret exécutif n° 97-247 du 3 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 8 juillet 1997 portant création de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers, Mme. et MM. :

- Abdelhamid Soukhal, représentant du ministre chargé de l'agriculture, président ;
- Mourad Allaouane, représentant du ministre chargé des finances ;
- Sofiane Hazem, représentant du ministre chargé de la prospective et des statistiques ;
- Mohamed Boukais, représentant du ministre chargé du commerce ;
- Zakia Fodil Chérif, représentante du ministre chargé de la santé ;
- Laâdjel Doubi Bounoua, président de la chambre nationale de l'agriculture.

-----★-----

Arrêté du 25 Dhou El Hidja 1431 correspondant au 1er décembre 2010 modifiant l'arrêté du 11 Rajab 1431 correspondant au 24 juin 2010 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office national interprofessionnel des légumes et des viandes.

Par arrêté du 25 Dhou El Hidja 1431 correspondant au 1er décembre 2010, l'arrêté du 11 Rajab 1431 correspondant au 24 juin 2010 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office national interprofessionnel des légumes et des viandes est modifié comme suit :

-
-

Mohamed Chérif Hafsi, représentant du ministre délégué auprès du ministre de la défense nationale ;

..... (le reste sans changement).....

Arrêté du 13 Moharram 1432 correspondant au 19 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 28 Chaoual 1431 correspondant au 7 octobre 2010 portant désignation des membres du comité interprofessionnel du lait (CIL).

Par arrêté du 13 Moharram 1432 correspondant au 19 décembre 2010, l'arrêté du 28 Chaoual 1431 correspondant au 7 octobre 2010 portant désignation des membres du comité interprofessionnel du lait (CIL) est modifié comme suit :

Au titre des pouvoirs publics :

—

— Mourad Allouane, représentant du ministre des finances ;

..... (le reste sans changement).....

-----★-----

Arrêté du 6 Safar 1432 correspondant au 11 janvier 2011 portant désignation des membres de la commission des produits phytosanitaires à usage agricole.

Par arrêté du 6 Safar 1432 correspondant au 11 janvier 2011, sont désignés membres de la commission des produits phytosanitaires à usage agricole, pour une période de trois (3) années renouvelable, en application des dispositions de l'article 37 du décret exécutif n° 95-405 du 9 Rajab 1416 correspondant au 2 décembre 1995, modifié et complété, relatif au contrôle des produits phytosanitaires à usage agricole, Mmes et MM. :

- Nadia Hadjeres, représentante de l'autorité phytosanitaire, présidente ;
- Djamel Slimi, représentant du ministre chargé de la santé ;
- Assia Bechari, représentante du ministre chargé de l'environnement ;
- Kamel Saïdi, représentant du ministre chargé du commerce ;
- Fakhri Amrani, représentant du ministre chargé du travail ;
- Fazia Mouhouche, représentante du ministre chargé de la recherche ;
- Hafida Kheddouchi, représentante du ministre chargé de l'industrie ;
- Fatiha Bendine, rapporteuse du comité d'évaluation biologique ;
- Barkahoum Alamir, rapporteuse du comité d'étude toxicologique.

Les dispositions de l'arrêté du 23 Dhou El Kaada 1428 correspondant au 3 décembre 2007 portant désignation des membres de la commission des produits phytosanitaires à usage agricole sont abrogées.

13 – Certificat international de prévention de la pollution liée au transport de substances liquides nocives en vrac ;

14 – Certificat international de franc-bord (1966) ;

15 – Certificat international d'exemption de franc-bord ;

16 – Registre des hydrocarbures, parties I et II ;

17 – Plan de lutte de bord contre la pollution par les hydrocarbures ;

18 – Registre de la cargaison ;

19 – Document spécifiant les effectifs minimaux de sécurité ;

20 – Brevets d'aptitude ;

21 – Certificats médicaux (voir la Convention n°73 de l'OIT) ;

22 – Renseignements sur la stabilité ;

23 – Certificat de gestion de la sécurité et exemplaires de l'attestation des conformités (Chap. IX de SOLAS) ;

24 – Certificats concernant la résistance de la coque et les installations des machines du navire délivrés par la société de classification en question ;

25 – Dossiers des rapports de visites (dans le cas des vraquiers ou des pétroliers, conformément à la résolution A.744 (18)) ;

26 – Dans le cas des navires rouliers de passagers, renseignements sur le rapport A/Amax ;

27 – Document d'autorisation pour le transport de grains ;

28 – Certificat de sécurité pour navire spécial ;

29 – Certificat de sécurité pour engins à grande vitesse et permis d'exploitation des engins à grande vitesse ;

30 – Certificat de sécurité pour unité mobile de forage au large ;

31 – Dans le cas des pétroliers, registre du système de surveillance continue et de contrôle des rejets d'hydrocarbures pour le dernier voyage sur ballast ;

32 – Rôle d'appel, plan de lutte contre l'incendie et plan de maîtrise des avaries ;

33 – Livre de bord du navire pour ce qui est des mentions concernant les essais et exercices et journal de bord où sont consignées les inspections et opérations d'entretien du matériel et des dispositifs de sauvetage ;

34 – Manuel sur les méthodes et dispositifs de rejet (chimiquiers) ;

35 – Manuel d'assujettissement et d'arrimage de la cargaison ;

36 – Certificat d'immatriculation ou autre document attestant la nationalité ;

37 – Plan de gestion des ordures ;

38 – Registre des ordures ;

39 – Manuel pour vraquiers (règle 7/VII de SOLAS) ; et

40 – Rapports d'inspections précédentes effectuées dans le cadre du contrôle par l'Etat du port.

Décret exécutif n° 02-150 du 26 Safar 1423 correspondant au 9 mai 2002 portant réaménagement des statuts de l'Office national de développement des élevages équins et changement de sa dénomination.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 75-35 du 29 avril 1975 portant plan comptable national ;

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce ;

Vu l'ordonnance n° 77-04 du 19 février 1977 réglementant l'organisation du pari mutuel ;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988, modifiée, portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu le décret n° 82-388 du 27 novembre 1982 portant institution du stud-book algérien ;

Vu le décret n° 86-263 du 21 octobre 1986 portant création de l'office national de développement des élevages équins ;

Vu le décret n° 87-16 du 13 janvier 1987 organisant les activités équestres et reconnaissant d'utilité publique la fédération équestre algérienne ;

Vu le décret n° 87-17 du 13 janvier 1987, modifié, portant création de la société des courses hippiques et du pari mutuel ;

Vu le décret n° 88-04 du 5 janvier 1988 portant création d'un centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique (CNIAAG) ;

Vu le décret présidentiel n° 2000-256 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 01-139 du 8 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 31 mai 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 4 Joumada Ethania 1410 correspondant au 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Décrète :

Article 1er. — Les statuts de l'Office national de développement des élevages équins, objet du décret n° 86-263 du 21 octobre 1986, susvisé, sont réaménagés conformément aux dispositions du présent décret.

Art. 2. — L'Office national de développement des élevages équins prend la dénomination suivante : Office national de développement des élevages équins et camelins par abréviation "ONDEEC" et est désigné ci-après "l'Office".

CHAPITRE I

PERSONNALITE JURIDIQUE – SIEGE – OBJET

Art. 3. — L'Office national de développement des élevages équin et camélins, ci-après désigné "l'Office", est un établissement public à caractère industriel et commercial doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Il est régi par les règles applicables à l'administration dans ses relations avec l'Etat, et est réputé commerçant dans ses rapports avec les tiers.

Art. 4. — L'Office est placé sous la tutelle du ministre chargé de l'agriculture.

Son siège est fixé à Alger, il peut être transféré en tout autre endroit du territoire national par décret exécutif pris sur rapport du ministre chargé de l'agriculture .

Art. 5. — L'Office assure une mission de service public conformément au cahier des clauses générales relatif aux charges et sujétions de service public qui fera l'objet d'un arrêté conjoint des ministres chargés des finances et de l'agriculture .

Art. 6. — L'Office a pour mission l'encouragement, le développement et la préservation des races équines et camelines .

A ce titre, il est chargé :

- de mettre en œuvre les programmes d'encouragement et de développement arrêtés par le ministre de l'agriculture ;

- de la bonne tenue du livre généalogique algérien (stud-book) et de la gestion administrative de la reproduction ;

- de créer, de développer et de promouvoir toute activité liée à l'élevage équin et camelin ;

- de susciter et d'encourager l'investissement public et privé dans les différents domaines liés à son activité ;

- de proposer les objectifs et les programmes annuels et/ou pluriannuels pour la production des équidés et des camélidés ;

- de contribuer à la diffusion des techniques d'élevage notamment par l'organisation de campagnes de vulgarisation ;

- de fournir l'assistance technique aux éleveurs et propriétaires de chevaux de races pures et des dromadaires, ainsi qu'à leurs associations ;

- d'organiser des stages d'initiation et de perfectionnement à l'attention des personnels des unités d'élevage publiques et privées ;

- d'initier des études des spécificités techniques et économiques de conduite des élevages, des aménagements des bâtiments et des infrastructures adaptés à l'élevage des équidés et des camélidés ;

- d'initier et de concourir à l'organisation de toute manifestation ayant trait à son domaine d'activité, et notamment les concours d'élevage (distribution des primes et titres honorifiques) ;

- de participer à la surveillance sanitaire et de participer aux actions de prophylaxie en relation avec les institutions spécialisées dans le cadre de la réglementation en vigueur ;

- de participer aux manifestations techniques et scientifiques tant nationales qu'internationales ayant trait à son domaine d'activité ;

- de proposer toute réglementation intéressant l'élevage des équidés et des camélidés ;

- d'encourager et de promouvoir la production mulassière et asine, ainsi que celle de toute autre espèce de la famille des équidés ou des camélidés ;

- de passer toute convention ou accord avec les organismes nationaux et étrangers relatifs à son domaine d'activité.

Art. 7. — L'Office est chargé de contribuer ou de participer aux actions de soutien et d'encouragement aux activités artisanales et de production des équipements et matériels dans le domaine lié à son objet ainsi qu'à la valorisation des produits et sous-produits de l'élevage des équidés et des camélidés .

Art. 8. — L'Office apporte son concours technique aux sports équestres, aux courses hippiques et à l'équitation traditionnelle.

CHAPITRE II

ORGANISATION – FONCTIONNEMENT

Art. 9. — L'Office est administré par un conseil d'administration et géré par un directeur général.

Art. 10. — Le Conseil d'administration comprend :

- le ministre de l'agriculture ou son représentant, président ;

- le représentant du ministre de la défense nationale ;

- le représentant du ministre des finances ;

- le représentant du ministre de la jeunesse et des sports ;

- le représentant du ministre du tourisme ;

- le directeur chargé des services vétérinaires auprès du ministère de l'agriculture ;

- les présidents des associations nationales d'éleveurs ;

- le directeur général de la société des courses et du pari mutuel ;

- le directeur général du CNIAAG ;

- le président de la fédération équestre algérienne ou son représentant ;

- quatre représentants des éleveurs de camélins ;

- le président de la chambre nationale de l'agriculture ou son représentant.

Le directeur général de l'Office assiste aux réunions du conseil, à titre consultatif.

Le secrétariat du conseil est assuré par les services de l'Office .

Le conseil d'administration peut faire appel à toute personne ou autorité jugée compétente pouvant l'éclairer dans ses travaux.

Art. 11. — Les membres du conseil d'administration sont désignés par arrêté du ministre de tutelle sur proposition des autorités dont ils relèvent pour une période de trois (3) ans renouvelable.

En cas d'interruption du mandat de l'un des membres, il est procédé à son remplacement dans les mêmes formes. Le membre nouvellement désigné lui succède jusqu'à l'expiration du mandat en cours.

Art. 12. — Le conseil d'administration se réunit en session ordinaire au moins deux (2) fois par an sur convocation de son président.

Il se réunit en session extraordinaire sur convocation de son président ou sur proposition des deux tiers ($\frac{2}{3}$) de ses membres.

Art. 13. — Le président du conseil d'administration adresse à chaque membre du conseil, une convocation précisant l'ordre du jour, quinze (15) jours au moins, avant la date de la réunion prévue.

Le délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires sans être inférieur à huit (8) jours.

Art. 14. — Le conseil d'administration ne délibère valablement qu'en présence des deux tiers ($\frac{2}{3}$) au moins de ses membres. Si le *quorum* n'est pas atteint, il se réunit valablement après une deuxième convocation et délibère quelque soit le nombre des membres présents.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des voix des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 15. — Les délibérations du conseil d'administration donnent lieu à l'établissement de procès-verbaux, signés conjointement par le président et par le directeur général de l'Office numérotés et répertoriés sur un registre coté et paraphé.

Les procès-verbaux sont communiqués à l'ensemble des membres du conseil d'administration et à l'autorité de tutelle dans les quinze (15) jours qui suivent les délibérations.

Le conseil d'administration délibère, conformément à la réglementation en vigueur, sur toute question intéressant le fonctionnement de l'Office.

A ce titre, il délibère sur :

- les programmes de travail annuels et pluriannuels ainsi que le bilan d'activité de l'année écoulée ;
- les comptes annuels et les états prévisionnels de recettes et dépenses ;
- les conditions de rémunération des personnels ;
- l'organisation et le fonctionnement général de l'Office ;
- les conditions générales de passation des marchés, des accords et conventions ;
- les projets de construction, d'acquisition, d'aliénation et d'échange d'immeubles ;
- l'acceptation et l'affectation des dons et legs ;
- les mesures à proposer à l'autorité de tutelle et susceptibles de promouvoir, de développer et d'orienter les différents domaines d'activité de l'Office.

Art. 16. — Les frais de déplacement et de séjour supportés par les membres du conseil, à l'occasion de l'exercice de leur fonction, leurs sont remboursés conformément à la réglementation en vigueur.

CHAPITRE III

LE DIRECTEUR GENERAL

Art. 17. — Le directeur général de l'Office est nommé par décret présidentiel sur proposition de l'autorité de tutelle. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art. 18. — Le directeur général met en œuvre les délibérations approuvées par le conseil d'administration et assure la gestion de l'Office.

A ce titre :

- il exerce l'autorité hiérarchique sur l'ensemble du personnel de l'Office ;
- il représente l'Office en justice et dans les actes de la vie civile ;
- il est ordonnateur du budget de l'Office dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur ;
- il établit le projet de budget ;
- il engage et ordonne les dépenses de l'Office ;
- il passe tous les marchés, accords ou conventions en rapport avec les programmes d'activités ;
- il établit notamment les projets de plans et de programmes d'investissement et d'équipement.

Art. 19. — L'organisation interne de l'Office est fixée par arrêté du ministre chargé de l'agriculture, sur proposition du directeur général.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 20. — La comptabilité de l'Office, est tenue en la forme commerciale conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Art. 21. — L'exercice financier commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 22. — Le budget de l'Office, comprend :

En recettes :

Les contributions de l'Etat liées aux charges et sujétions de service public conférées à l'Office.

- la quote-part versée par l'organisme gestionnaire du pari mutuel conformément à la réglementation en vigueur ;
- les emprunts contractés dans le cadre de la réglementation en vigueur.
- les dons et legs ;
- les produits des opérations commerciales.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'investissement et d'équipement ;
- les dépenses nécessaires à la réalisation des missions de service public.

Art. 23. — Un commissaire aux comptes désigné conformément à la réglementation en vigueur, est chargé :

- de contrôler les comptes de l'Office.
- d'assister aux séances du conseil d'administration avec voie consultative.
- d'informer le conseil d'administration du résultat des contrôles qu'il effectue.
- d'adresser son rapport sur les comptes de fin d'exercice au conseil d'administration.

Art. 24. — Le projet de budget et les comptes d'exploitation prévisionnels de l'office sont soumis, après délibération du conseil d'administration, à l'approbation des autorités concernées conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

CHAPITRE V DISPOSITIONS FINALES

Art. 25. — Toutes dispositions contraires aux dispositions du présent décret notamment celles du décret n° 86-263 du 21 octobre 1986 susvisé sont abrogées.

Art. 26. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire .

Fait à Alger, le 26 Safar 1423 correspondant au 9 mai 2002.

Ali BENFLIS.

DECISIONS INDIVIDUELLES

Décret présidentiel du 18 Moharram 1423 correspondant au 1er avril 2002 mettant fin aux fonctions d'un sous-directeur à la Présidence de la République.

Par décret présidentiel du 18 Moharram 1423 correspondant au 1er avril 2002, il est mis fin aux fonctions de sous-directeur à la Présidence de la République, exercées par M. Djamel-Eddine Boubetra, appelé à exercer une autre fonction.

Décret présidentiel du 18 Moharram 1423 correspondant au 1er avril 2002 mettant fin aux fonctions du délégué à la sécurité à la wilaya d'Alger.

Par décret présidentiel du 18 Moharram 1423 correspondant au 1er avril 2002, il est mis fin, à compter du 2 décembre 2000, aux fonctions de délégué à la sécurité à la wilaya d'Alger, exercées par M. Abdelmalek Kerkeb, appelé à exercer une autre fonction.

Décret présidentiel du 18 Moharram 1423 correspondant au 1er avril 2002 mettant fin aux fonctions du directeur des transports à la wilaya de Naama.

Par décret présidentiel du 18 Moharram 1423 correspondant au 1er avril 2002, il est mis fin, à compter du 29 octobre 2000, aux fonctions de directeur des transports à la wilaya de Naama, exercées par M. H'Mida Benzineb, appelé à exercer une autre fonction.

Décret présidentiel du 18 Moharram 1423 correspondant au 1er avril 2002 mettant fin aux fonctions d'un inspecteur à l'inspection générale du ministère du commerce.

Par décret présidentiel du 18 Moharram 1423 correspondant au 1er avril 2002, il est mis fin aux fonctions d'inspecteur à l'inspection générale du ministère du commerce, exercées par M. Mohamed Amokrane Bensiali, admis à la retraite.

Décrets présidentiels du 18 Moharram 1423 correspondant au 1er avril 2002 mettant fin aux fonctions de conservateurs des forêts de wilayas.

Par décret présidentiel du 18 Moharram 1423 correspondant au 1er avril 2002, il est mis fin aux fonctions de conservateur des forêts à la wilaya de Laghouat, exercées par M. Sayah Guesmia, appelé à réintégrer son grade d'origine.

Par décret présidentiel du 18 Moharram 1423 correspondant au 1er avril 2002, il est mis fin aux fonctions de conservateur des forêts à la wilaya de Guelma, exercées par M. Djamel Ben Iken, appelé à exercer une autre fonction.

Décret présidentiel du 18 Moharram 1423 correspondant au 1er avril 2002 mettant fin aux fonctions d'un chargé d'études et de synthèse au ministère de la petite et moyenne entreprise et de la petite et moyenne industrie.

Par décret présidentiel du 18 Moharram 1423 correspondant au 1er avril 2002, il est mis fin aux fonctions de chargé d'études et de synthèse au ministère de la petite et moyenne entreprise et de la petite et moyenne industrie, exercées par M. Mohamed Seghir Aït Tahar, appelé à exercer une autre fonction.

c) cumuler l'expérience d'au moins 25 approches avec indicateur panoramique (PP1), effectuées au moyen d'un dispositif de surveillance du type utilisé par l'organisme pour lequel la qualification est demandée, sous la supervision d'un contrôleur radar d'approche détenteur d'une qualification appropriée, si les privilèges de la qualification de contrôle radar d'approche englobent des fonctions radar d'approche de surveillance.

III - HABILETE

Le candidat doit démontrer, à un niveau correspondant aux privilèges octroyés, qu'il a l'habileté nécessaire, qu'il peut faire preuve de jugement et doit réaliser des performances lui permettant d'assurer un service de contrôle d'aérodrome sûr, ordonné et rapide.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêté interministériel du 27 Rabie El Aouel 1428 correspondant au 15 avril 2007 portant approbation du cahier des clauses générales relatif aux charges et sujétions de service public assurées par l'office national de développement des élevages équins et camélins (ONDEEC).

— — — —

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 02-150 du 26 Safar 1423 correspondant au 9 mai 2002 portant réaménagement des statuts de l'office national de développement des élevages équins et changement de sa dénomination, notamment son article 5 ;

Arrêtent :

Article. 1er — En application des dispositions de l'article 5 du décret exécutif n° 02-150 du 26 Safar 1423 correspondant au 9 mai 2002, susvisé, le présent arrêté a pour objet d'approuver le cahier des clauses générales relatif aux charges et sujétions de service public assurées par l'office national de développement des élevages équins et camélins (ONDEEC) et annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 Rabie El Aouel 1428 correspondant au 15 avril 2007.

Le ministre
des finances

Mourad MEDELICI

Le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Saïd BARKAT

ANNEXE

Cahier des clauses générales relatif aux charges et sujétions de service public assurées par l'office national de développement des élevages équins et camélins (ONDEEC)

Article. 1er. — L'office a pour missions de sujétions de service public :

— le tenue du stud-book dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur et conformément aux délibérations de la commission interministérielle dite commission nationale du stud-book et de façon à permettre au stud-book de servir aux objectifs qui lui sont assignés ;

— dans le cadre des actions décidées par les pouvoirs publics pour la sauvegarde, la protection et le développement des races camelines locales, de déterminer et de promouvoir les races concernées ;

— dans la cadre des opérations nationales de protection, d'amélioration et de promotion des races équines et camelines nationales, d'exercer les actions publiques de mise à niveau des petits éleveurs et de redynamiser les métiers liés au cheval et au dromadaire.

Art. 2. — L'Etat participe au financement des missions de sujétions de service public qui sont confiées à l'office sur la base d'un programme approuvé par l'autorité de tutelle.

Art. 3. — Pour chaque exercice, l'office adresse au ministre de tutelle, avant le 30 avril de chaque année, l'évaluation des montants qui devront être alloués pour la couverture des charges réelles induites par les sujétions de service public qui lui sont imposées par le présent cahier des charges.

Les dotations de crédits sont arrêtées par le ministre des finances en accord avec le ministre de l'agriculture et du développement rural lors de l'élaboration du budget de l'Etat.

Les dotations peuvent faire l'objet d'une révision en cours d'exercice, au cas où de nouvelles dispositions réglementaires modifient les sujétions à la charge de l'office.

Art. 4. — Les contributions dues par l'Etat en contrepartie de la prise en charge par l'office des sujétions de service public sont versées à ce dernier, conformément aux procédures établies en la matière et par la réglementation en vigueur.

Art. 5. — Les contributions de l'Etat doivent faire l'objet d'une comptabilité distincte.

Art. 6. — Un bilan d'utilisation des contributions de l'Etat doit être transmis au ministre des finances à la fin de chaque exercice budgétaire.

Art. 7. — L'office établit pour chaque année le budget pour l'exercice suivant. Ce budget comporte :

— le bilan et les comptes des résultats comptables prévisionnels avec les engagements de l'office vis-à-vis de l'Etat ;

— un programme physique et financier d'investissement ;
— un plan de financement.

Art. 8. — Les contributions annuelles arrêtées au titre du présent cahier des charges des sujétions de service public assurées par l'office sont inscrites au budget du ministère de tutelle, conformément aux procédures établies par la législation et la réglementation en vigueur.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

**Arrêté du 25 Safar 1429 correspondant au 3 mars 2008
portant délégation de signature au chef de cabinet.**

— — — —

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 94-266 du 29 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 6 septembre 1994, modifié, portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'éducation nationale ;

Vu le décret exécutif n° 07-186 du 25 Joumada El Oula 1428 correspondant au 11 juin 2007 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret présidentiel du 25 Moharram 1429 correspondant au 2 février 2008 portant nomination de M. Ahcène Lagha, chef de cabinet du ministre de l'éducation nationale ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Ahcène Lagha, chef de cabinet, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation nationale, tous actes à l'exclusion des décisions et des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 Safar 1429 correspondant au 3 mars 2008 .

Boubekeur BENBOUZID.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**Arrêté du 29 Moharram 1429 correspondant au
6 février 2008 fixant l'organisation interne de
l'office national de développement des élevages
équins et camelins.**

— — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 02-150 du 26 Safar 1423 correspondant au 9 mai 2002 portant réaménagement des statuts de l'office national de développement des élevages équins et changement de sa dénomination, notamment son article 19 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 19 du décret exécutif n° 02-150 du 26 Safar 1423 correspondant au 9 mai 2002, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer l'organisation interne de l'office national de développement des élevages équins et camelins (ONDEEC), ci-après désigné "l'office".

Art. 2. — Sous l'autorité du directeur général, l'organisation interne de l'office comprend :

- un assistant chargé de l'audit et de l'inspection ;
- un assistant chargé de la communication et de l'information ;
- la direction de l'administration, des finances et de la réglementation ;
- la direction de développement des filières équine et cameline ;
- la direction de développement des techniques d'élevage équine et cameline ;
- les directions techniques régionales.

Chaque direction comprend trois (3) départements et chaque département comprend deux (2) à trois (3) services.

Art. 3. — La direction de l'administration, des finances et de la réglementation comprend trois (3) départements :

1/ Le département du personnel, de la formation et des moyens généraux chargé :

- de la gestion des ressources humaines ;
- de concevoir et de réaliser les plans de formation et de perfectionnement en cohérence avec la stratégie générale de l'office ;
- de la gestion du patrimoine immobilier et des archives de l'office ;
- de la gestion de l'ensemble des moyens matériels de l'office.

2/ Le département des finances et de la comptabilité chargé :

- d'élaborer les budgets de l'office ;
- d'assurer la tenue de la comptabilité de l'office et des opérations comptables requises ;
- d'établir les comptes de gestion et les bilans de fin d'exercice.

3/ Le département des affaires juridiques et du contentieux chargé :

- d'assister les différentes structures de l'office en matière juridique ;
- de suivre les démarches contentieuses.

Art. 4. — La direction de développement des filières équines et camelines comprend trois (3) départements :

1/ Le département des études et des projets d'investissement chargé :

- d'élaborer les termes de référence des études et des projets en matière d'équidés et de camélidés ;
- d'assurer la cohérence des opérations d'investissement de l'office pour le développement des élevages équins et camelins.

2/ Le département de l'organisation des filières équines et camelines chargé :

- de réaliser des prestations de services et des études sur les productions équines et camelines ;
- d'évaluer, à l'échelle nationale, les besoins en équipements des élevages des équidés et camélidés ;
- de contribuer à la détermination des coûts des productions des équidés et des camélidés.

3/ Le département de la promotion et de la valorisation des métiers chargé :

- d'élaborer un programme de promotion et de valorisation des métiers liés au cheval et au dromadaire ;
- de contribuer dans les programmes de développement socio-économique des races équines et camelines dans les différentes régions du pays ;
- d'organiser des cycles de formation d'apprentissage sur les métiers liés au cheval et au dromadaire ;
- d'initier les actions de soutien aux métiers liés au cheval et au dromadaire.

Art. 5. — La direction de développement des techniques d'élevage équin et camelin comprend trois (3) départements :

1/ Le département des centres, sites et livres généalogiques chargé :

- d'assurer le suivi des programmes d'activités des stations et des centres reproducteurs ;
- d'assurer la tenue, la gestion et le contrôle des livres généalogiques ;
- de développer les moyens modernes de contrôle des filiations et d'hémostypage.

2/ Le département de l'identification et de contrôle des performances zootechniques et sanitaires vétérinaires chargé :

- de réaliser et/ou de participer aux campagnes de recensement des équidés et des camélidés et des opérations d'identification, de signalement et de déclaration de la reproduction et des naissances des équidés et des camélidés ;
- d'évaluer les besoins matériels zootechniques et vétérinaires des unités d'élevage équine et cameline ;
- de suivre de façon périodique et régulière le contrôle sanitaire vétérinaire des reproducteurs équins et camelins ;

3/ Le département de la promotion scientifique et technique des équins et camelins est chargé :

- d'élaborer le fichier national des éleveurs et des associations équines et camelines et d'en assurer la gestion ;
- de contribuer à la définition des méthodes techniques d'élevages équins et camelins ;
- de préparer les programmes annuels d'élevages des équidés et des camélidés et d'assurer la cohérence des interventions techniques de l'office dans ce domaine ;
- de fournir l'assistance aux éleveurs pour la promotion des races équines et camelines.

Art. 6. — L'office dispose de cinq (5) directions techniques régionales implantées dans les wilayas de Tiaret, Constantine, Oran, Béchar et Ouargla, qui sont des structures chargées de la coordination régionale des activités de l'office en matière d'élevage des équidés et des camélidés.

La liste des wilayas rattachées à chaque direction régionale est fixée par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 7. — Chaque direction technique régionale comprend trois (3) services :

- le service de la gestion généalogique et du suivi sanitaire et vétérinaire ;
- le service du développement équin et camelin ;
- le service de la régie financière.

Art. 8. — Les directions régionales sont chargées :

- de mettre en œuvre le programme des activités de l'office et des opérations d'investissement entreprises dans la région ;
- d'assurer l'appui et le suivi sanitaire vétérinaire dans les wilayas relevant de leur compétence territoriale ;
- d'assurer la coordination, l'appui et le suivi des structures en relevant.

Art. 9. — La désignation des responsables de l'office est fixée selon les modalités suivantes :

- Les directeurs centraux et régionaux sont nommés par décision du ministre chargé de l'agriculture sur proposition du directeur général de l'office ;
- Les chefs de départements et les chefs de services sont nommés par décision du directeur général de l'office.

Art. 10. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 29 Moharram 1429 correspondant au 6 février 2008.

Pour le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Le secrétaire général
Abdeslam CHELGHOUM

Chapitre II

Bonification indiciaire des postes supérieurs

Art. 42. – En application de l'article 3 du décret présidentiel n° 07-307 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007, susvisé, la bonification indiciaire des postes supérieurs correspondant aux corps spécifiques à l'administration chargée de l'industrie et de la promotion des investissements est fixée conformément au tableau ci-après□:

POSTE SUPERIEUR	BONIFICATION INDICIAIRE	
	Niveau	Indice
Expert industriel	8	195

TITRE V

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 43. – Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, notamment celles du décret exécutif n° 90 -35 du 23 janvier 1990 portant statut particulier applicable aux travailleurs appartenant aux corps spécifiques des administrations chargées de l'industrie et des mines, concernant les personnels relevant de l'administration chargée de l'industrie et de la promotion des investissements.

Art. 44. – Le présent décret prend effet à compter du 1er janvier 2008.

Art. 45. – Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 4 Chaoual 1430 correspondant au 23 septembre 2009.

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

Décret exécutif n° 09-309 du 4 Chaoual 1430 correspondant au 23 septembre 2009 portant création de l'office national interprofessionnel des légumes et des viandes.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce ;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques ;

Vu la loi n° 91- 08 du 27 avril 1991 relative à la profession d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé ;

Vu la loi n° 08-16 du Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 3 août 2008 portant orientation agricole, notamment son article 64 ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction du Premier ministre dans ses fonctions ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 96-64 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 fixant le cadre d'organisation de l'interprofession agricole ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète:

CHAPITRE I

DE LA DENOMINATION, DE L'OBJET ET DU SIEGE DE L'OFFICE

Article 1er. – En application des dispositions de l'article 64 de la loi n° 08 - 16 du Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 3 août 2008, susvisée, il est créé, sous la dénomination « d'office national interprofessionnel des légumes et des viandes » par abréviation “ ONILEV ” désigné ci-après “ l'office ”, un établissement public à caractère industriel et commercial, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Art. 2. – L'office est régi par les règles applicables à l'administration dans ses relations avec l'Etat. Il est réputé commerçant dans ses rapports avec les tiers et est soumis aux règles de droit commercial.

Art. 3. – L'office est placé sous la tutelle du ministre chargé de l'agriculture et son siège est fixé à Alger.

Art. 4. – Outre les missions fixées par les dispositions de l'article 66 de la loi n° 08-16 du Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 3 août 2008, susvisée, et conformément aux dispositions de l'article 63 de la même loi, l'office est chargé :

— de réaliser toute étude et enquête permettant la connaissance des différents segments de la filière, leur niveau d'intervention et de proposer aux pouvoirs publics les programmes de développement et de régulation à mettre en place ;

— de concilier les intérêts économiques des différents intervenants dans la filière et ceux des consommateurs ;

— d'effectuer toutes opérations commerciales ou industrielles liées à son objet ;

— d'effectuer des prestations de services au profit des agriculteurs.

Art. 5. — L'office assure des missions de service public notamment en matière de régulation, de constitution et de gestion des stocks des produits stratégiques conformément au cahier des charges de sujétions de service public annexé au présent décret.

Les droits et obligations, induits par la mission de service public, font l'objet d'une convention entre l'Etat, représenté par les ministres chargés de l'agriculture et des finances et l'office représenté par son directeur général.

La liste des légumes et des viandes concernés par l'opération de régulation, qui peut être élargie à certains fruits à impact économique avéré, sera fixée par arrêté conjoint des ministres chargés de l'agriculture et du commerce.

Art. 6. — L'office est doté d'un fonds initial dont le montant est fixé conjointement par le ministre chargé de l'agriculture et le ministre chargé des finances.

CHAPITRE II

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE

Art. 7. — L'office est géré par un directeur général, administré par un conseil d'administration et doté d'un comité interprofessionnel.

Section 1

Du conseil d'administration de l'office

Art. 8. — Le conseil d'administration est chargé d'étudier et de proposer à l'autorité de tutelle toutes mesures se rapportant à l'organisation et au fonctionnement de l'office.

A cet effet, il délibère et statue, conformément aux lois et règlements en vigueur, notamment sur les questions suivantes :

- l'organisation, le fonctionnement général et le règlement intérieur de l'office ;
- le programme de travail annuel et pluriannuel ainsi que le bilan d'activités de l'office ;
- le programme annuel et pluriannuel des investissements ainsi que les emprunts éventuels de l'office ;
- les conditions générales de passation de conventions, marchés et autres transactions engageant l'office ;
- les états prévisionnels des recettes et des dépenses de l'office ;
- le règlement comptable et financier ainsi que le statut et les conditions de rémunération du personnel de l'office ;
- l'acceptation et l'affectation des dons et legs effectués au profit de l'office ;
- toutes questions que lui soumet le directeur général et susceptibles d'améliorer l'organisation et le fonctionnement de l'office et de manière à favoriser la réalisation de ses objectifs.

Art. 9. — Le conseil d'administration est composé comme suit :

- le représentant du ministre de l'agriculture et du développement rural, président ;
- le représentant du ministre d'Etat chargé de l'intérieur et des collectivités locales ;
- le représentant du ministre délégué auprès du ministre de la défense nationale ;
- deux (2) représentants du ministre chargé des finances, dont un représentant de la direction générale du Trésor ;
- le représentant du ministre chargé de l'industrie ;
- le représentant du ministre chargé de la petite et moyenne entreprise ;
- le représentant du ministre chargé du commerce ;
- le représentant du ministre chargé des ressources en eau ;
- le président de la chambre nationale de l'agriculture ou de son représentant ;
- le président du comité interprofessionnel.

Le directeur général assiste aux réunions du conseil d'administration, avec voix consultative.

Le conseil d'administration peut faire appel à toute personne physique ou morale jugée compétente pour l'étude des questions inscrites à l'ordre du jour.

Art. 10. — Le secrétariat du conseil d'administration est assuré par les services de l'office.

Art. 11. — Les membres du conseil d'administration sont nommés par arrêté du ministre chargé de l'agriculture sur proposition des autorités dont ils relèvent pour une durée de trois (3) années renouvelable.

En cas de vacance d'un siège, il est procédé, dans les mêmes formes, à la désignation d'un nouveau membre pour la période restante du mandat.

Art. 12. — Le conseil d'administration se réunit, sur convocation de son président, en session ordinaire, quatre (4) fois par an.

Il peut se réunir en session extraordinaire à la demande soit de son président, soit du directeur général de l'office.

Le président établit l'ordre du jour, sur proposition du directeur général de l'office.

Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour, sont adressées aux membres du conseil, quinze (15) jours au moins avant la date prévue de la réunion.

Toutefois, ce délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires sans être inférieur à huit (8) jours.

Art. 13. — Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer qu'en présence des deux tiers (2/3) de ses membres.

Si le *quorum* n'est pas atteint, une nouvelle réunion aura lieu dans les huit (8) jours qui suivent et les délibérations sont valables quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 14. — Les décisions du conseil d'administration sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 15. — Les délibérations sont consignées sur des procès-verbaux, signés par le président et le secrétaire de séance et transcrites sur un registre spécial coté et paraphé par le président du conseil.

Lesdits procès-verbaux sont adressés pour approbation au ministre chargé de l'agriculture dans le mois qui suit la date de la réunion.

Section 2

Du directeur général de l'office

Art. 16. — Le directeur général de l'office agit dans le cadre de la réglementation en vigueur.

A ce titre :

- il est responsable du fonctionnement général de l'office, dans le respect des attributions du conseil d'administration ;

- il représente l'office dans tous les actes de la vie civile et en justice ;

- il exerce l'autorité hiérarchique sur le personnel de l'office ;

- il établit les rapports à présenter aux délibérations du conseil d'administration et transmet les résultats pour approbation à l'autorité de tutelle ;

- il organise le travail de recueil, de traitement et d'analyse des informations relatives à la filière des légumes et des viandes ;

- il prépare les dossiers techniques, économiques et juridiques inscrits à l'ordre du jour des travaux du comité interprofessionnel des légumes et des viandes dans la perspective de veiller à concilier les intérêts de la profession avec l'intérêt général ;

- il établit le budget prévisionnel de l'office et l'exécute ;

- il passe tous marchés, accords et conventions ;

- il soumet au ministre chargé de l'agriculture les avis, les recommandations et les suggestions de toute nature émis par le comité interprofessionnel, y compris ceux de la minorité, dans le cadre de la mission de l'office appuyé de ses propres observations ;

- il met en œuvre les résultats des délibérations du conseil d'administration approuvés par le ministre chargé de l'agriculture ;

- il assure la préparation des réunions du conseil d'administration et du comité interprofessionnel ;

- il ordonne les dépenses inhérentes aux missions de l'office et dresse tous bilans, comptes et prévisions ;

- il veille à la préservation du patrimoine de l'office.

Art. 17. — Le directeur général de l'office est nommé par décret sur proposition du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 18. — L'organisation interne de l'office est fixée par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

Section 3

Du comité interprofessionnel des légumes et des viandes

Art. 19. — Le comité interprofessionnel des légumes et des viandes est un organe consultatif, composé des représentants de l'ensemble des catégories professionnelles de la filière des légumes et des viandes, de ceux des consommateurs et de ceux des pouvoirs publics concernés.

Un arrêté du ministre chargé de l'agriculture précisera la composition, l'organisation et le fonctionnement du comité interprofessionnel des légumes et des viandes.

Art. 20. — La durée du mandat des membres du comité interprofessionnel des légumes et des viandes est fixée à trois (3) ans renouvelable.

Art. 21. — Le comité interprofessionnel des légumes et des viandes est chargé de formuler des avis et des recommandations sur :

- la politique générale des légumes et des viandes ;

- l'organisation du marché et des prix ;

- les moyens de renforcement de l'office ;

- toute demande d'avis formulée par le ministre chargé de l'agriculture ou le directeur général de l'office.

CHAPITRE III

DE L'ORGANISATION FINANCIERE DE L'OFFICE

Art. 22. — L'exercice financier commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. La comptabilité est tenue en la forme commerciale conformément à la législation en vigueur.

Art. 23. — Un commissaire aux comptes, désigné conformément à la réglementation en vigueur, est chargé de contrôler les comptes de l'office.

Il assiste aux séances du conseil d'administration avec voix consultative.

Il informe le conseil d'administration du résultat des contrôles qu'il effectue.

Il adresse son rapport sur les comptes de fin d'exercice au conseil d'administration.

Art. 24. — Le budget de l'office comporte :

En recettes :

- les subventions dues par l'Etat au titre des sujétions de service public imposées à l'office ;

- le produit des placements des fonds de l'office ;

- les plus-values réalisées ;

- les produits de prestations réalisées ;

— les emprunts éventuels, contractés conformément à la réglementation en vigueur ;

— les dons et legs ;

— toutes autres recettes liées à son activité.

En dépenses :

— les dépenses de fonctionnement et d'équipement ;

— les dépenses liées à la réalisation du cahier des charges de sujétion de service public ;

— toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation de sa mission.

Art. 25. — Les états prévisionnels annuels de l'office sont préparés par le directeur général et transmis au conseil d'administration qui en délibère. Ils sont ensuite soumis à l'autorité de tutelle et à toute autre autorité prévue par la réglementation en vigueur.

Art. 26. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 4 Chaoual 1430 correspondant au 23 septembre 2009.

Ahmed OUYAHIA.

ANNEXE

**CAHIER DES CHARGES RELATIF AUX
MISSIONS DE SERVICE PUBLIC EXERCEES PAR
L'OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL
DES LEGUMES ET DES VIANDES**

Article 1er. — L'office est l'organe de l'Etat en matière d'organisation, de développement, de régulation et de stabilisation du marché national des légumes et des viandes.

Art. 2. — Au titre des sujétions de service public l'office est chargé :

— de participer à la conception, à la définition et à la gestion des stocks de sécurité ;

— de mettre en place tous moyens d'observation, d'analyse et de veille économique ;

— d'assurer la régulation du marché des produits de large consommation par la constitution de stocks stratégiques de régulation et de sécurité ;

— d'assurer les missions que les pouvoirs publics peuvent lui confier dans le cadre de promotion de la filière et de la maîtrise du marché.

Art. 3. — L'office reçoit de l'Etat une contribution pour chaque exercice en contrepartie des sujétions de service public inscrites à sa charge par le présent cahier des charges.

Art. 4. — Pour chaque exercice, et avant le 30 avril de chaque année, l'office adresse au ministre chargé de l'agriculture des montants qui devront lui être alloués pour la couverture des charges réelles induites par les sujétions de service public qui lui sont imposées par le présent cahier des charges.

Les dotations de crédits sont arrêtées par le ministre chargé de l'agriculture et le ministre chargé des finances lors de l'élaboration du budget de l'Etat.

Elles peuvent faire l'objet d'une révision en cours d'exercice au cas où de nouvelles dispositions réglementaires modifient les sujétions à la charge de l'office.

Art. 5. — L'office est tenu de fournir au ministre chargé de l'agriculture les informations relatives à l'état d'exécution du programme arrêté et approuvé.

Art. 6. — Les contributions dues par l'Etat en contrepartie de la prise en charge par l'office des sujétions de service public sont versées à ce dernier conformément aux procédures établies par la législation et la réglementation en vigueur.

Les sujétions de service public objet du présent cahier des charges sont définies annuellement et conjointement par le ministre des finances et le ministre chargé de l'agriculture.

Art. 7. — Les contributions de l'Etat doivent faire l'objet d'une comptabilité distincte.

Art. 8. — Un bilan d'utilisation des contributions de l'Etat certifié par le commissaire aux comptes doit être transmis au ministre des finances à la fin de chaque exercice budgétaire.

Art. 9. — L'office élabore, pour chaque année, le budget pour l'exercice suivant qui comporte :

— le bilan et les comptes des résultats comptables prévisionnels avec les engagements de l'office vis-à-vis de l'Etat ;

— un programme physique et financier d'investissement ;

— un plan de financement ;

— un rapport d'audit certifié par le commissaire aux comptes.

Art. 10. — Les contributions annuelles arrêtées au titre du présent cahier des charges de sujétions de service public sont inscrites au budget du ministère chargé de l'agriculture conformément aux procédures établies par la législation et la réglementation en vigueur.

* Oualid Mohamed, né le 21 octobre 2007 à Sétif (wilaya de Sétif) acte de naissance n° 13517 ;

qui s'appelleront désormais□: Charif Lahcene, Charif Oualid Mohamed.

— Khemmadja Larbi, né en 1954 à Alinas, Khirane (wilaya de Khenchela) acte de naissance n° 36 et acte de mariage n° 10 dressé le 30 mai 1989 à Khirane (wilaya de Khenchela) et ses enfants mineurs□:

* Younès, né le 28 janvier 1992 à Ensigna (wilaya de Khenchela) acte de naissance n° 12 ;

* Salma, née le 28 janvier 1996 à Khirane (wilaya de Khenchela) acte de naissance n° 14 ;

* Zakariya, né le 4 décembre 1998 à Chechar (wilaya de Khenchela) acte de naissance n° 680 ;

* Nacereddine, né le 26 juin 2002 à Khenchela (wilaya de Khenchela) acte de naissance n° 1963,

qui s'appelleront désormais□: Ben Mohammed Larbi, Ben Mohammed Younes, Ben Mohammed Salma, Ben Mohammed Zakariya, Ben Mohammed Nacereddine.

— Khemmadja Dalal, née le 9 avril 1990 à Khenchela (wilaya de Khenchela) acte de naissance n° 1002, qui s'appellera désormais□: Ben Mohammed Dalal.

— Khemmadja Bachir, né en 1950 à Chechar (wilaya de Khenchela) acte de naissance n° 6 et acte de mariage n° 22 dressé le 2 octobre 1972 à Khirane (wilaya de Khenchela) et sa fille mineure :

* Hanane, née le 8 avril 1993 à Khirane (wilaya de Khenchela) acte de naissance n° 20 ;

qui s'appelleront désormais□: Ben Mohammed Bachir, Ben Mohammed Hanane.

— Khemmadja Saddam, né le 11 février 1991 à Khirane (wilaya de Khenchela) acte de naissance n° 12, qui s'appellera désormais□: Ben Mohammed Saddam.

— Khemmadja Mohamed El Hadi, né le 22 décembre 1979 à Khirane (wilaya de Khenchela) acte de naissance n° 81 et acte de mariage n° 39 dressé le 27 novembre 2006 à Khirane (wilaya de Khenchela) et sa fille mineure:

* Oumaima, née le 25 janvier 2009 à Khirane (wilaya de Khenchela) acte de naissance n° 2 ;

qui s'appelleront désormais : Ben Mohammed Mohamed El Hadi, Ben Mohammed Oumaima.

— Khemmadja Abderrahim, né le 30 janvier 1983 à Khirane (wilaya de Khenchela) acte de naissance n° 8, qui s'appellera désormais□: Ben Mohammed Abderrahim.

— Khammadja Abdelhalim, né le 24 février 1986 à Khirane (wilaya de Khenchela) acte de naissance n° 47, qui s'appellera désormais□: Ben Mohammed Abdelhalim.

Art. 2. — Conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n° 71-157 du 3 juin 1971, susvisé, la mention en marge des actes de l'état civil des concernés par les nouveaux noms conférés par le présent décret sera requise par le procureur de la République.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 19 Dhou El Kaada 1431 correspondant au 27 octobre 2010.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêté du 11 Rajab 1431 correspondant au 24 juin 2010 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office national interprofessionnel des légumes et des viandes.

— — — —

Par arrêté du 11 Rajab 1431 correspondant au 24 juin 2010 sont nommés membres du conseil d'administration de l'office national interprofessionnel des légumes et des viandes, pour une durée de trois (3) années, en application des dispositions des articles 9 et 11 du décret exécutif n° 09-309 du 4 Chaoual 1430 correspondant au 23 septembre 2009 portant création de l'office national interprofessionnel des légumes et des viandes. MM. :

— Fehed Benhamidaat, représentant du ministre chargé de l'agriculture, président ;

— Rachid Kherrab, représentant du ministre chargé de l'intérieur et des collectivités locales ;

— Abdelhamid Bechikhi, représentant du ministre délégué auprès du ministre de la défense nationale ;

— Mourad Allouane, représentant du ministre chargé des finances ;

— Sofiane Amara, représentant du ministre chargé des finances (direction générale du Trésor) ;

— Ali Saci, représentant du ministre chargé de l'industrie ;

— Harraz Mehadji, représentant du ministre chargé de la petite et moyenne entreprise ;

— Amara Boushaba, représentant du ministre chargé du commerce ;

— Krim Laaleg, représentant du ministre chargé des ressources en eau ;

— Laadjal Doubi Bounoua, président de la chambre nationale d'agriculture ;

— Le président du comité interprofessionnel.

Arrêté du 11 Dhou El Kaada 1431 correspondant au 19 octobre 2010 portant désignation des membres du conseil d'administration de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers.

Par arrêté du 11 Dhou El Kaada 1431 correspondant au 19 octobre 2010, sont nommés membres du conseil d'administration de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers, pour une durée de trois (3) années, en application des dispositions de l'article 10 du décret exécutif n° 97-247 du 3 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 8 juillet 1997 portant création de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers, Mme. et MM. :

- Abdelhamid Soukhal, représentant du ministre chargé de l'agriculture, président ;
- Mourad Allaouane, représentant du ministre chargé des finances ;
- Sofiane Hazem, représentant du ministre chargé de la prospective et des statistiques ;
- Mohamed Boukais, représentant du ministre chargé du commerce ;
- Zakia Fodil Chérif, représentante du ministre chargé de la santé ;
- Laâdjel Doubi Bounoua, président de la chambre nationale de l'agriculture.

-----★-----

Arrêté du 25 Dhou El Hidja 1431 correspondant au 1er décembre 2010 modifiant l'arrêté du 11 Rajab 1431 correspondant au 24 juin 2010 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office national interprofessionnel des légumes et des viandes.

Par arrêté du 25 Dhou El Hidja 1431 correspondant au 1er décembre 2010, l'arrêté du 11 Rajab 1431 correspondant au 24 juin 2010 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office national interprofessionnel des légumes et des viandes est modifié comme suit :

-
-

Mohamed Chérif Hafsi, représentant du ministre délégué auprès du ministre de la défense nationale ;

..... (le reste sans changement).....

Arrêté du 13 Moharram 1432 correspondant au 19 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 28 Chaoual 1431 correspondant au 7 octobre 2010 portant désignation des membres du comité interprofessionnel du lait (CIL).

Par arrêté du 13 Moharram 1432 correspondant au 19 décembre 2010, l'arrêté du 28 Chaoual 1431 correspondant au 7 octobre 2010 portant désignation des membres du comité interprofessionnel du lait (CIL) est modifié comme suit :

Au titre des pouvoirs publics :

—

— Mourad Allouane, représentant du ministre des finances ;

..... (le reste sans changement).....

-----★-----

Arrêté du 6 Safar 1432 correspondant au 11 janvier 2011 portant désignation des membres de la commission des produits phytosanitaires à usage agricole.

Par arrêté du 6 Safar 1432 correspondant au 11 janvier 2011, sont désignés membres de la commission des produits phytosanitaires à usage agricole, pour une période de trois (3) années renouvelable, en application des dispositions de l'article 37 du décret exécutif n° 95-405 du 9 Rajab 1416 correspondant au 2 décembre 1995, modifié et complété, relatif au contrôle des produits phytosanitaires à usage agricole, Mmes et MM. :

- Nadia Hadjeres, représentante de l'autorité phytosanitaire, présidente ;
- Djamel Slimi, représentant du ministre chargé de la santé ;
- Assia Bechari, représentante du ministre chargé de l'environnement ;
- Kamel Saïdi, représentant du ministre chargé du commerce ;
- Fakhri Amrani, représentant du ministre chargé du travail ;
- Fazia Mouhouche, représentante du ministre chargé de la recherche ;
- Hafida Kheddouchi, représentante du ministre chargé de l'industrie ;
- Fatiha Bendine, rapporteuse du comité d'évaluation biologique ;
- Barkahoum Alamir, rapporteuse du comité d'étude toxicologique.

Les dispositions de l'arrêté du 23 Dhou El Kaada 1428 correspondant au 3 décembre 2007 portant désignation des membres de la commission des produits phytosanitaires à usage agricole sont abrogées.

Décret exécutif n° 97-94 du 15 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 23 mars 1997 fixant le statut de l'office algérien interprofessionnel des céréales (O.A.I.C).

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2);

Vu l'ordonnance du 12 juillet 1962, relative à l'organisation du marché des céréales en Algérie et de l'office algérien interprofessionnel des céréales;

Vu l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972, abrogeant et remplaçant les ordonnances n° 67-256 du 16 novembre 1967, modifiée, et 70-72 du 2 novembre 1970 relative au statut général de la coopération et de l'organisation précoopérative;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988 portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990, portant loi domaniale et les textes pris pour son application;

Vu le décret présidentiel n° 95-450 du 9 Chaâbane 1416 correspondant au 31 décembre 1995 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996, portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 4 Joumada El Oula 1411 correspondant au 1er janvier 1990, modifié, fixant les attributions du ministre de l'agriculture.

Considérant qu'en vertu des dispositions constitutionnelles, la création, l'organisation et le fonctionnement des établissements publics ne relèvent plus du domaine législatif mais ressortent du domaine réglementaire.

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de fixer le statut de l'office algérien interprofessionnel des céréales, crée par l'ordonnance du 12 juillet 1962, par abréviation « O.A.I.C » et désigné ci-après « l'office ».

CHAPITRE I

DE LA PERSONNALITE JURIDIQUE — DE L'OBJET — DU SIEGE DE L'OAIC

Art. 2. — L'office est un établissement public à caractère industriel et commercial et à vocation interprofessionnelle, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Art. 3. — L'office fonctionne conformément aux règles de l'interprofession telles que fixées par la réglementation en vigueur. Il est régi par les règles relatives à l'administration dans ses relations avec l'Etat et par les règles commerciales dans ses rapports avec les tiers.

Art. 4. — L'office est placé sous la tutelle du ministre chargé de l'agriculture et son siège est fixé à Alger.

Art. 5. — L'office assure une mission de service public.

Les droits et les obligations de l'office et de l'Etat induits par la mission de service public font l'objet d'un cahier des clauses générales approuvé conformément à la législation en vigueur.

Art. 6. — En tant qu'instrument essentiel de l'Etat et agissant pour son compte, l'office a pour mission d'organiser, d'approvisionner, de réguler et de stabiliser le marché national des céréales et des dérivés des céréales.

A ce titre, il est chargé :

- de participer à la préparation de la réglementation relative à l'organisation et à la gestion de la filière céréales et d'en assurer l'application,

- de proposer l'ensemble des actions tendant à l'orientation, l'amélioration et le développement de la production, du stockage, de la commercialisation et de l'utilisation des céréales et dérivés et de veiller à sa mise en œuvre,

- d'évaluer les disponibilités et les besoins nationaux en céréales et en dérivés et de définir, en concertation avec les institutions et les organismes concernés, le programme national d'approvisionnement et de veiller à sa mise en œuvre sur la base de cahiers des charges.

- de participer à la définition d'une politique nationale de stockage de céréales et dérivés et de veiller, en collaboration avec les organismes concernés, à sa mise en œuvre notamment par la gestion des réserves stratégiques,

- de participer, par des moyens spécifiques, à la mise en œuvre de la politique nationale de développement de la céréaliculture et à l'introduction des méthodes culturales modernes et d'initier les programmes retenus par l'autorité de tutelle et ce, en liaison avec les organismes concernés,

- d'assurer la gestion de la péréquation des transports liés à la filière des céréales,

- de proposer, à l'autorité de tutelle et aux autres autorités concernées, l'amélioration du circuit de distribution et d'optimisation de la chaîne de transport des céréales et dérivés,

- de proposer les mécanismes de détermination des prix des céréales et dérivés.

CHAPITRE II

DES MOYENS DE L'OFFICE

Art. 7. — L'office est habilité à engager toutes actions de nature à favoriser son développement, notamment :

— à créer des démembrements sur l'ensemble du territoire national,

— à effectuer toutes opérations mobilières et immobilières, financières, commerciales ou industrielles liées à son objet,

— à conclure tous marchés, contrats ou conventions liés à son objet avec les organismes nationaux ou étrangers,

— à créer des filiales conformément à la législation en vigueur et à prendre des participations dans d'autres entreprises,

— à mettre en œuvre des actions de mise en valeur des terres agricoles et à participer à la gestion d'exploitation agricoles expérimentales.

Art. 8. — L'Etat, met à la disposition de l'office l'ensemble des moyens matériels normatifs, financiers et techniques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Art. 9. — Dans le cadre des prérogatives qui lui sont dévolues, et agissant sur délégation des autorités compétentes, l'office met en œuvre la garantie financière de l'Etat par l'aval donné des organismes collecteurs en vue du paiement comptant des producteurs de céréales.

Il définit les conditions de l'octroi de son aval et rend compte à ses autorités et à l'autorité de tutelle.

CHAPITRE III

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE

Art. 10. — L'office est géré par un directeur général, administré par un conseil d'administration et doté d'un comité interprofessionnel.

Section I

Du conseil d'administration de l'office

Art. 11. — Le conseil d'administration est chargé d'étudier et de proposer à l'autorité de tutelle toute mesure se rapportant à l'organisation et au fonctionnement de l'office.

A cet effet, il délibère et statue, conformément aux lois et règlements en vigueur, notamment sur les questions suivantes :

— l'organisation, le fonctionnement général et le règlement intérieur de l'office,

— le programme de travail annuel et pluriannuel ainsi que le bilan d'activité de l'office,

— le programme annuel et pluriannuel des investissements ainsi que les emprunts éventuels de l'office,

— les conditions générales de passation de conventions, marchés et autres transactions engageant l'office,

— les états prévisionnels des recettes et des dépenses de l'office,

— le règlement comptable et financier ainsi que le statut et les conditions de rémunération du personnel de l'office,

— l'acceptation et l'affectation des dons et legs effectués au profit de l'office,

— toutes questions que lui soumet le directeur général susceptibles d'améliorer l'organisation et le fonctionnement de l'office et de manière à favoriser la réalisation de ses objectifs.

Art. 12. — Le conseil d'administration est composé comme suit :

— d'un représentant du ministre chargé de l'agriculture, président,

— d'un représentant du ministre chargé des finances,

— d'un représentant du ministre chargé de la planification,

— d'un représentant du ministre chargé du commerce,

— d'un représentant du ministre chargé de l'intérieur,

— du président de la chambre nationale de l'agriculture ou de son représentant.

Le directeur général assiste aux réunions du conseil d'administration, avec voix consultative.

Le conseil d'administration peut faire appel à toute personne jugée compétente pour l'étude des questions inscrites à l'ordre du jour.

Art. 13. — Le secrétariat du conseil d'administration est assuré par les services de l'office.

Art. 14. — Les membres du conseil d'administration sont nommés par arrêté du ministre chargé de l'agriculture sur proposition des autorités dont ils relèvent pour une durée de trois (3) années renouvelables.

En cas de vacance d'un siège, il procède, dans les mêmes formes, à la désignation d'un nouveau membre pour la période restante du mandat.

Art. 15. — Le conseil d'administration se réunit, sur convocation de son président en session ordinaire, deux (2) fois par an.

Il peut se réunir en session extraordinaire à la demande soit de son président, soit du directeur général de l'office.

Le président établit l'ordre du jour, sur proposition du directeur général de l'office.

Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour, sont adressées aux membres du conseil, quinze (15) jours au moins avant la date prévue de la réunion.

Toutefois, ce délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires sans être inférieur à huit (8) jours.

Art. 16. — Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer qu'en présence des deux tiers (2/3) de ses membres.

Si le *quorum* n'est pas atteint, une nouvelle réunion a lieu dans les huit (8) jours qui suivent et les délibérations sont valables quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 17. — Les décisions du conseil d'administration sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 18. — Les délibérations sont consignées sur des procès-verbaux, signés par le président et le secrétaire de séance et transcrites sur un registre spécial côté et paraphé par le président du conseil.

Lesdits procès-verbaux sont adressés pour approbation au ministre chargé de l'agriculture dans le mois qui suit la date de la réunion.

Section 2

Le directeur général de l'office

Art. 19. — Le directeur général de l'office agit dans le cadre de la réglementation en vigueur.

A ce titre :

- il est responsable du fonctionnement général de l'office, dans le respect des attributions du conseil d'administration,

- il représente l'office dans tous les actes de la vie civile et en justice,

- il exerce l'autorité hiérarchique sur le personnel de l'office,

- il établit les rapports à présenter aux délibérations du conseil d'administration, et transmet les résultats pour approbation à l'autorité de tutelle,

- il organise le travail de recueil, de traitement et d'analyse des informations relatives à la filière céréalière,

- il prépare les dossiers techniques, économiques et juridiques inscrits à l'ordre du jour des travaux du comité interprofessionnel dans la perspective de veiller à concilier les intérêts des différentes professions avec l'intérêt général,

- il établit le budget prévisionnel de l'office et l'exécute,

- il passe tous marchés, accords et conventions,

- il soumet au ministre chargé de l'agriculture les avis, les recommandations et les suggestions de toute nature émises par le comité interprofessionnel, y compris ceux de la minorité, dans le cadre de la mission de l'office appuyés de ses propres observations,

- il met en œuvre les résultats des délibérations du conseil d'administration approuvés par le ministre chargé de l'agriculture,

- il assure la préparation des réunions du conseil d'administration et du comité interprofessionnel,

- il ordonne les dépenses inhérentes aux missions de l'office et dresse tous bilans, comptes et prévisions,

- il veille à la préservation du patrimoine de l'office.

Art. 20. — Le directeur général de l'office est nommé par décret exécutif sur proposition du ministre chargé de l'agriculture.

Il est assisté d'un directeur général adjoint.

Art. 21. — L'organisation interne de l'office est proposée par le directeur général, délibérée en conseil d'administration et approuvée par le ministre de tutelle.

Section 3

Du comité interprofessionnel des céréales

Art. 22. — Le comité interprofessionnel des céréales est un organe consultatif, composé des représentants de l'ensemble des catégories professionnelles de la filière, de ceux des consommateurs et de ceux des pouvoirs publics concernés.

Un arrêté du ministre chargé de l'agriculture précisera la composition du comité.

Art. 23. — Le comité interprofessionnel des céréales est chargé de formuler des avis et des recommandations sur :

- la politique générale de la filière céréales,

- l'organisation des campagnes moissons-battages,

- l'organisation du marché et la détermination des prix,

- les moyens de renforcement de l'office,

- les moyens d'optimisation des transports des céréales,

- toutes demandes d'avis formulées par le ministre chargé de l'agriculture ou le directeur général de l'office,

Art. 24. — Le comité interprofessionnel des céréales se réunit au moins une fois par an en session ordinaire.

Il peut se réunir, en session extraordinaire, à la demande du ministre chargé de l'agriculture, de son président ou de la moitié au moins de ses membres.

Art. 25. — Le comité interprofessionnel des céréales élit en son sein un président et un vice-président parmi les professionnels de la filière céréales.

Art. 26. — Le comité interprofessionnel des céréales est convoqué par son président.

Art. 27. — Le comité interprofessionnel des céréales ne délibère valablement qu'en présence des deux tiers (2/3) au moins de ses membres lors de la première convocation. Si le *quorum* n'est pas atteint, une deuxième convocation est adressée dans les quinze (15) jours qui suivent et dans ce cas, le comité interprofessionnel des céréales peut délibérer quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 28. — Les délibérations du comité interprofessionnel des céréales sont adoptées à la majorité simple des membres. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 29. — Les délibérations sont signées par le président du comité interprofessionnel et le directeur général de l'office en sa qualité de secrétaire de séance.

Elles sont transcrites sur un registre spécial, tenu sous la responsabilité du directeur général de l'office.

L'avis de la minorité est également retrace dans le registre.

Art. 30. — La durée du mandat des membres du comité interprofessionnel des céréales est fixé à trois (3) ans.

Art. 31. — Le mandat des membres du comité interprofessionnel des céréales est gratuit. Les frais de déplacement et de séjour sont remboursés selon un barème fixé dans le règlement intérieur.

Art. 32. — La liste nominative des membres du comité interprofessionnel des céréales est arrêtée par le ministre chargé de l'agriculture sur proposition des organisations ou des structures dont ceux-ci relèvent.

Sur proposition du directeur général de l'office ou de son président, le comité interprofessionnel des céréales peut faire appel à toute personne susceptible de l'éclairer dans ses travaux.

Art. 33. — Un règlement intérieur précisera les modalités de fonctionnement du comité interprofessionnel des céréales en matière de vote, de discipline et d'organisation du travail.

CHAPITRE IV

DE L'ORGANISATION FINANCIERE DE L'OFFICE

Art. 34. — L'exercice financier commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. La comptabilité est tenue en la forme commerciale conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 35. — Le comptable de l'office est obligatoirement agréé par le ministre des finances.

Art. 36. — Un commissaire aux comptes désigné conformément à la réglementation en vigueur, est chargé de contrôler les comptes de l'office.

Il assiste aux séances du conseil d'administration et de contrôle avec voix consultative.

Il informe le conseil d'administration du résultat des contrôles qu'il effectue.

Il adresse son rapport sur les comptes de fin d'exercice au conseil d'administration.

Art. 37. — Le budget de l'office comporte :

En recettes :

- les subventions dues par l'Etat au titre des sujétions de service public imposées à l'office,
- le produit des placements des fonds de l'office,
- les plus-values réalisées,
- les produits de prestations réalisées,
- les emprunts éventuels, contractés conformément à la réglementation en vigueur,
- les dons et legs,
- toutes autres recettes liées à des activités,

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement et d'équipement,
- les dépenses liées à la réalisation du cahier des clauses générales fixant les sujétions de service public,
- toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation de sa mission.

Art. 38. — Les états prévisionnels annuels de l'office sont préparés par le directeur général et transmis au conseil d'administration qui en délibère.

Ils sont ensuite soumis à l'autorité de tutelle et à toute autre autorité prévue par la réglementation en vigueur.

Art. 39. — Les dispositions contraires de l'ordonnance du 12 juillet 1962 susvisée, sont abrogées.

Art. 40. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Dhou El Kaâda 1417 correspondant au 23 mars 1997.

Ahmed OUYAHIA.

CAHIER DES CLAUSES GENERALES RELATIVES AUX MISSIONS DE SERVICE PUBLIC EXERCEES PAR L'OAIC

Article 1er. — L'OAIC est l'organe essentiel de l'Etat en matière d'organisation, d'approvisionnement, de régulation et de stabilisation du marché national des activités des céréales et des dérivés.

Les activités de l'OAIC doivent contribuer à la satisfaction des besoins des consommateurs dans les conditions économiques et sociales les plus avantageuses pour la collectivité.

Art. 2. — Dans le cadre de la politique de développement économique et social, l'OAIC est chargé de mettre en œuvre toutes mesures pour appuyer, développer la production des céréales et dérivés et pour stabiliser les prix intérieurs.

Art. 3. — L'OAIC est chargé dans le cadre de la réalisation de ses missions :

- de veiller à la disponibilité suffisante et à tout moment des céréales et dérivés en tout point du territoire national,

- d'organiser la collecte de la production nationale des céréales et la livraison des intrants aux céréaliculteurs,

- de stimuler la production nationale de céréales et dérivés au moyen de mécanismes financiers et/ou d'interventions techniques directes,

- de gérer et de mettre en œuvre pour le compte de l'Etat l'ensemble des actions d'appui à la production de céréales,

- de réaliser le programme national d'importation de céréales dans les meilleures conditions de prix, de coût, de qualité et de délais,

- de procéder à la demande de l'Etat à l'achat de produits autres que ceux qui figurent au programme d'importation,

- de mettre en œuvre la politique nationale de stockage stratégique. A ce titre, il procède à des achats pour le compte de l'Etat de céréales sur le marché intérieur et sur les marchés extérieurs, en vue de la constitution de stocks stratégiques,

- de mettre en œuvre l'ensemble des mesures tendant à assurer la péréquation des frais de transport,

- de mettre en place les moyens humains et matériels nécessaires pour assurer la sécurité et la protection du patrimoine.

Art. 4. — En contrepartie de sa mission de service public, l'OAIC reçoit de l'Etat les rémunérations compensatoires des sujétions de service public à l'exception de celles couvertes par des ressources appropriées contenues dans le mécanisme des prix lié à son activité.

Art. 5. — L'Etat participe au financement du coût lié à la mise en œuvre de la politique nationale de stockage stratégique.

Art. 6. — Pour chaque exercice, l'OAIC adresse au ministère de tutelle avant le 30 avril, l'évaluation des sommes à lui verser pour couvrir le prix de revient des charges de sujétion de service public en vertu du présent cahier des charges.

Les dotations de crédits sont arrêtées par le ministère de tutelle en accord avec le ministère chargé des finances, lors de l'élaboration de la loi de finances.

Elles peuvent être révisées en cours d'exercice au cas où de nouvelles dispositions réglementaires modifient les sujétions.

Art. 7. — L'OAIC est tenu de fournir au ministère de tutelle les informations relatives à l'état d'exécution du programme arrêté et approuvé.

Art. 8. — Les subventions dues par l'Etat dans le cadre du présent cahier des charges sont versées à l'OAIC conformément aux procédures établies par la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 9. — L'OAIC établit chaque année pour l'exercice suivant :

- les situations comptables prévisionnelles avec les engagements de l'OAIC vis à vis de l'Etat,

- un programme physique et financier d'investissement,

- un plan de financement.

MINISTERE DU COMMERCE

Arrêté du 12 Moharram 1424 correspondant au 15 mars 2003 portant résultats des élections de l'Assemblée générale de la Chambre de commerce et d'industrie du Hoggar.

Le ministre du commerce,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, modifié et complété, instituant les chambres de commerce et d'industrie ;

Vu le décret exécutif n° 96-94 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, modifié et complété, instituant la Chambre algérienne de commerce et d'industrie ;

Vu le décret exécutif n° 02-453 du 17 Chaoual 1423 correspondant au 21 décembre 2002 fixant les attributions du ministre du commerce ;

Vu l'arrêté interministériel du 7 Moharram 1417 correspondant au 25 mai 1996, modifié et complété, portant dénomination, siège social et délimitation des circonscriptions territoriales des Chambres de commerce et d'industrie ;

Vu l'arrêté du 7 Moharram 1417 correspondant au 25 mai 1996 portant création des sous-catégories professionnelles et répartition des sièges des Assemblées générales des Chambres de commerce et d'industrie ;

Arrête :

Article 1er. — Conformément aux dispositions de l'article 34 du décret exécutif n° 96-93 du 14 Chaoual 1416 correspondant au 3 mars 1996, susvisé, le présent arrêté a pour objet de consacrer les résultats définitifs des élections des membres de l'Assemblée générale de la Chambre de commerce et d'industrie du Hoggar.

Art. 2. — La liste des membres élus de l'Assemblée générale de la Chambre de commerce et d'industrie du Hoggar figure en annexe de l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Moharram 1424 correspondant au 15 mars 2003.

Noureddine BOUKROUH.

**MINISTERE DE L'AGRICULTUR
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté du 7 Moharram 1424 correspondant au 10 mars 2003 fixant la composition du comité interprofessionnel des céréales de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC).

Le ministre de l'agriculture et du développement rural ;

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 97-94 du 15 Dhou Kaada 1417 correspondant au 23 mars 1997 fixant le statut de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), notamment son article 22 ;

Vu le décret exécutif n° 2000-148 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 modifiant et complétant le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu l'arrêté du 3 Rabie Ethani 1419 correspondant au 27 juillet 1998 fixant la composition du comité interprofessionnel des céréales de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 22 du décret exécutif n° 97-94 du 15 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 23 mars 1997, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer la composition du comité interprofessionnel des céréales de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC).

Art. 2. — Le Comité interprofessionnel des céréales de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) est composé :

Au titre des catégories professionnelles de la filière :

— du secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens ou son représentant ;

— du président de la chambre nationale de l'agriculture ou son représentant ;

— du président du Conseil national interprofessionnel de la filière céréales ou son représentant ;

— de neuf (9) représentants des associations de producteurs de céréales et/ou de multiplicateurs de semences de céréales, choisis à raison d'un membre des grandes régions céréalières (Tiaret, Sidi Bel Abbès, Chlef, Bouira, Sétif, Constantine, Guelma, Oum El Bouaghi et régions sahariennes), désignés par la chambre nationale d'agriculture ;

— d'un représentant (1) de la caisse nationale de mutualité agricole ;

— d'un (1) représentant de la banque de l'agriculture et du développement rural ;

— des directeurs généraux de cinq (5) entreprises publiques de transformation des céréales ou leurs représentants ;

— d'un (1) représentant des importateurs de céréales désigné par leur association ;

— d'un (1) représentant des boulangers désigné par l'Union générale des commerçants et des artisans algériens ;

— de deux (2) représentants des entreprises privées de transformation des céréales, désignés par l'association des meuniers et semouliers ;

— d'un (1) représentant des industries de fabrication des aliments de bétail du secteur public ;

— d'un (1) représentant des fabricants des aliments de bétail du secteur privé désigné par leur association.

Au titre des consommateurs :

— d'un (1) représentant des associations de consommateurs, désigné par l'administration du ministère chargé de l'intérieur et choisi parmi le groupement le plus représentatif ;

— d'un (1) représentant des associations d'éleveurs, désigné par la chambre nationale de l'agriculture.

Au titre des pouvoirs publics :

— d'un (1) représentant du ministère chargé de l'intérieur ;

— d'un (1) représentant du ministère chargé des finances ;

— d'un (1) représentant du ministère chargé de l'agriculture ;

— d'un (1) représentant du ministère chargé de l'industrie agro-alimentaire ;

— d'un (1) représentant du ministère chargé des transports ;

— d'un (1) représentant du ministère chargé du commerce.

Art. 3. — Les dispositions de l'arrêté du 3 Rabie Ethani 1419 correspondant au 27 juillet 1998, susvisé, sont abrogées.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Moharram 1424 correspondant au 10 mars 2003.

Saïd BARKAT.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES RELIGIEUSES
ET DES WAKES**

**Arrêté interministériel du 20 Ramadhan 1424
correspondant au 15 novembre 2003 fixant la
forme et le contenu du registre foncier spécifique
aux biens wakfs.**

Le ministre des affaires religieuses et des wakfs,

Le ministre des finances,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 89-99 du 27 juin 1989 fixant les attributions du ministre des affaires religieuses ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 03-51 du 3 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 4 février 2003 fixant les modalités d'application des dispositions de l'article 8 bis de la loi n° 91-10 du 27 avril 1991, modifiée et complétée, relative aux biens wakfs ;

Arrêtent :

Article. 1er. — En application des dispositions de l'article 4 du décret exécutif n° 03-51 du 3 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 4 février 2003, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer la forme et le contenu du registre foncier spécifique aux biens wakfs créé auprès des services de la conservation foncière.

Art. 2. — Le registre foncier spécifique aux biens wakfs prend la forme des cartes foncières définies par l'arrêté du 27 mai 1976 relatif aux fiches d'immeubles utilisées par les conservations foncières. Elles sont de couleur bleue.

Art. 3. — Le contenu du registre foncier visé à l'article 2 ci-dessus est fixé conformément aux quatre (4) modèles annexés à l'original du présent arrêté.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Ramadhan 1424 correspondant au 15 novembre 2003.

Le ministre des affaires religieuses et des wakfs Pour le ministre des finances
Le secrétaire général

Bouabdallah
GHLAMALLAH

Abdelkrim LAKHAL

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté du 8 Rabie Ethani 1424 correspondant au 9 juin 2003 fixant l'organisation interne de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC).

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membre du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 97-94 du 15 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 23 mars 1997 fixant le statut de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) notamment son article 21 ;

Vu les délibérations du conseil d'administration en date du 16 février 2002 relatives à l'adoption de l'organisation interne de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) ;

Arrête :

Article 1er. — Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret exécutif n° 97-94 du 15 Dhou El Kaâda 1417 correspondant au 23 mars 1997, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer l'organisation interne de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) dénommé ci-après 'l'office'.

Art. 2. — Sous l'autorité du directeur général, l'office comprend :

1 – **Au niveau central** : des structures, des directions et des cellules ;

2 – Au niveau régional : des directions régionales.

Art. 3. — Les structures et cellules de l'organisation centrale de l'office sont :

— le secrétariat général ;

— l'inspection générale ;

— la division de commercialisation, de régulation et d'appui à la production ;

— la division commerce extérieur :

— la direction du laboratoire ;

— la direction des finances et de la comptabilité ;

— la direction des ressources humaines et des moyens.

Art. 4. — La division de commercialisation, de régulation et d'appui à la production comprend deux (2) directions :

* **La direction de régulation et de distribution** chargée d'organiser, d'animer et de coordonner, dans les meilleures conditions de compétitivité, de qualité et de sécurité l'ensemble des opérations de réception, entreposage, stockage, ainsi que de la régulation des flux des produits, de vente et expédition des produits commercialisés par l'office, en collaboration avec l'ensemble des acteurs concernés et ce, à l'effet d'assurer la disponibilité permanente des produits sur l'ensemble du territoire national.

Elle comprend deux (2) départements :

— le département régulation commercialisation ;

— le département logistique.

* **La direction des semences et d'appui à la production** chargée d'élaborer et de mettre en œuvre le plan de production des semences, d'organiser et d'animer les campagnes "labours/semaillages" et "moisson/battage", d'optimiser l'utilisation des intrants agricoles et d'assurer l'ensemble des études et contrôles phytosanitaires appropriés.

Elles comprennent trois (3) départements :

- le département semences ;
- le département appui à la production ;
- le département études et contrôle phytosanitaires.

Art. 5. — La division commerce extérieur comprend deux (2) directions :

* **La direction des approvisionnements** chargée de réaliser, dans les meilleures conditions de qualité/coût, le programme d'achat, à l'étranger, des céréales et des légumes secs.

Elle comprend quatre (4) départements :

- le département des marchés ;
- le département des opérations extérieures ;
- le département des crédits documentaires ;
- le département des assurances et litiges.

* **La direction de l'exploitation** chargée de définir et de réaliser, dans les meilleures conditions de qualité/coût, les opérations maritimes et portuaires liées au programme d'achat des céréales et des légumes secs; elle assure, également, les opérations de contrôle et de surveillance au port, se rapportant à la qualité des produits.

Elle comprend deux (2) départements :

- le département de contrôle et surveillance ;
- le département des opérations maritimes et portuaires.

Art. 6. — La direction du laboratoire a pour mission :

— de définir et de réaliser, dans les meilleures conditions de qualité/coût, les opérations d'analyse de la qualité des produits importés par l'office ainsi que celle de la production nationale ;

— de réaliser toute prestation de services pour le compte de tiers dans le domaine de contrôle de la qualité.

Elle comprend :

- le laboratoire central ;
- l'annexe régionale Est ;
- l'annexe régionale Ouest.

Art. 7. — La direction des finances et de la comptabilité a pour mission de veiller à la gestion du financement nécessaire à l'activité de l'office.

Elle comprend quatre (4) départements :

- le département de la gestion des opérations financières et de la trésorerie ;
- le développement des études et analyses financières ;
- le département du budget et du contrôle de gestion ;
- le département de la comptabilité clients/fournisseurs.

Art. 8. — La direction des ressources humaines et des moyens est chargée d'assurer la gestion de l'activité des ressources humaines ainsi que la gestion des moyens de l'office.

Elle comprend deux (2) départements :

- le département des ressources humaines ;
- le département des moyens.

Art. 9. — L'office est doté, en outre, des structures suivantes placées sous l'autorité du directeur général :

- cellule de communication et des systèmes d'information ;
- cellule des études et du suivi technique des investissements ;
- cellule de l'audit et du contrôle de gestion ;
- cellule de conseil juridique.

Art. 10. — La cellule de communication et des systèmes d'information est chargée de développer l'image de marque de l'office et de réaliser les études économiques et financières nécessaires à l'optimisation des ressources de l'office.

Art. 11. — La cellule des études et du suivi technique des investissements est chargée d'organiser et de gérer les projets d'investissement en vue d'assurer une exécution des travaux conforme au programme établi et dans la limite des délais et des budgets alloués.

Art. 12. — La cellule de l'audit et du contrôle de gestion a pour missions, d'élaborer, de mettre en place et d'actualiser le système d'audit et de contrôle de gestion interne qui doit notamment permettre de vérifier la conformité des politiques, des systèmes et des procédures arrêtés par l'office, ainsi que leur efficacité et leur efficience.

Art. 13. — La cellule juridique est chargée d'apporter conseil et assistance juridique à la direction générale et coordonner l'ensemble des études juridiques au sein de l'office.

Art. 14. — Les directions régionales, chargées d'exercer au niveau local les mêmes prérogatives que celles des directions centrales de l'office, sont structurées comme suit :

- la direction régionale Centre ;
- la direction régionale Est ;
- la direction régionale Ouest.

Elles comprennent chacune quatre (4) départements :

- le département de régulation et commercialisation ;
- le département des semences et appui à la production ;
- le département de contrôle et suivi phytosanitaires ;
- le département de l'audit et contrôle de gestion.

Art. 15. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 Rabie Ethani 1424 correspondant au 9 juin 2003.

Saïd BARKAT.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté du 25 Moharram 1426 correspondant au 6 mars 2005 modifiant l'arrêté du 16 Joumada El Oula 1425 correspondant au 4 juillet 2004 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office algérien interprofessionnel des céréales.

Par arrêté du 25 Moharram 1426 correspondant au 6 mars 2005, l'arrêté du 16 Joumada El Oula 1425 correspondant au 4 juillet 2004 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office algérien interprofessionnel des céréales est modifié comme suit :

—

“— M. Mohamed Chérif Ould Hocine, représentant de la chambre nationale de l'agriculture”.

(Le reste sans changement).



Arrêté du 15 Safar 1426 correspondant au 21 mars 2005 portant désignation des membres du comité interprofessionnel des céréales de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC).

Par arrêté du 15 Safar 1426 correspondant au 21 mars 2005 et en application des dispositions de l'arrêté du 7 Moharram 1424 correspondant au 10 mars 2003 fixant la composition du comité interprofessionnel des céréales de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), sont désignés, pour une durée de trois (3) ans, membres du comité interprofessionnel des céréales de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), Mme et MM. :

Au titre des catégories professionnelles de la filière :

- Abdessalem Moussaoui, représentant de l'union nationale des paysans algériens ;
- Mohamed Chérif Ould Hocine, président de la chambre nationale de l'agriculture ;
- Hammouche Boudane, représentant du conseil national interprofessionnel de la filière “céréales” ;
- Menouer Harache, représentant des associations de producteurs de céréales de la wilaya de Tiaret ;
- Belahouel Bouaned, représentant des associations de producteurs de céréales de la wilaya de Sidi Bel Abbès ;
- Ali Chaib Addour, représentant des associations de producteurs de céréales de la wilaya de Chlef ;
- Mebarek Aït Benammar, représentant des associations de producteurs de céréales de la wilaya de Bouira ;
- Saïd Mahnane, représentant des associations de producteurs de céréales de la wilaya de Sétif ;

— Abderrahmane Benmalek, représentant des associations de producteurs de céréales de la wilaya de Constantine ;

— Ahmed Adjadja, représentant des associations de producteurs de céréales de la wilaya de Guelma ;

— Ahmed Lakhdar Aggoune, représentant des associations de producteurs de céréales de la wilaya d'Oum El Bouaghi ;

— Abdelaziz Abdessemed, représentant des associations de producteurs de céréales de la wilaya de Ouargla ;

— Abdelkader Hadj Saddok, représentant de la caisse nationale de mutualité agricole ;

— Charef Djamel Hamlaoui, représentant de la banque de l'agriculture et du développement rural ;

— Saïd Mazidi, président directeur général du groupe ERIAD d'Alger ;

— Abdelkader Tahar, président directeur général du groupe ERIAD de Tiaret ;

— Abdellatif Benmoussa, président directeur général du groupe ERIAD de Sétif ;

— Youcef Kouraba, président directeur général du groupe ERIAD de Sidi Bel Abbès ;

— Lamri Hamitouche, président directeur général du groupe ERIAD de Constantine ;

— Hassan Kadache, représentant des entreprises privées de transformation des céréales ;

— Slimane Mesnoua, représentant des entreprises privées de transformation des céréales ;

— Abderrezak Balamani, représentant des industries de fabrication des aliments de bétail du secteur public ;

Au titre des consommateurs :

- Kamel Kherchache, représentant de l'association algérienne de promotion et protection du consommateur ;
- Hammoudi Yousfi, représentant des associations d'éleveurs ;

Au titre des pouvoirs publics :

- Hassane Bouchafra, représentant du ministère chargé de l'intérieur ;
- Mohamed Boutemam, représentant du ministère chargé des finances ;
- Amar Assabah, représentant du ministère chargé de l'agriculture ;
- Nacer Albane, représentant du ministère chargé de l'industrie agro-alimentaire ;
- Naim Aït Mahdi, représentant du ministère chargé des transports ;
- Chahrazed Takli Kheireddine, représentante du ministère chargé du commerce.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté du 25 Moharram 1426 correspondant au 6 mars 2005 modifiant l'arrêté du 16 Joumada El Oula 1425 correspondant au 4 juillet 2004 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office algérien interprofessionnel des céréales.

Par arrêté du 25 Moharram 1426 correspondant au 6 mars 2005, l'arrêté du 16 Joumada El Oula 1425 correspondant au 4 juillet 2004 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office algérien interprofessionnel des céréales est modifié comme suit :

—

“— M. Mohamed Chérif Ould Hocine, représentant de la chambre nationale de l'agriculture”.

(Le reste sans changement).



Arrêté du 15 Safar 1426 correspondant au 21 mars 2005 portant désignation des membres du comité interprofessionnel des céréales de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC).

Par arrêté du 15 Safar 1426 correspondant au 21 mars 2005 et en application des dispositions de l'arrêté du 7 Moharram 1424 correspondant au 10 mars 2003 fixant la composition du comité interprofessionnel des céréales de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), sont désignés, pour une durée de trois (3) ans, membres du comité interprofessionnel des céréales de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), Mme et MM. :

Au titre des catégories professionnelles de la filière :

- Abdessalem Moussaoui, représentant de l'union nationale des paysans algériens ;
- Mohamed Chérif Ould Hocine, président de la chambre nationale de l'agriculture ;
- Hammouche Boudane, représentant du conseil national interprofessionnel de la filière “céréales” ;
- Menouer Harache, représentant des associations de producteurs de céréales de la wilaya de Tiaret ;
- Belahouel Bouaned, représentant des associations de producteurs de céréales de la wilaya de Sidi Bel Abbès ;
- Ali Chaib Addour, représentant des associations de producteurs de céréales de la wilaya de Chlef ;
- Mebarek Aït Benammar, représentant des associations de producteurs de céréales de la wilaya de Bouira ;
- Saïd Mahnane, représentant des associations de producteurs de céréales de la wilaya de Sétif ;

— Abderrahmane Benmalek, représentant des associations de producteurs de céréales de la wilaya de Constantine ;

— Ahmed Adjadja, représentant des associations de producteurs de céréales de la wilaya de Guelma ;

— Ahmed Lakhdar Aggoune, représentant des associations de producteurs de céréales de la wilaya d'Oum El Bouaghi ;

— Abdelaziz Abdessemed, représentant des associations de producteurs de céréales de la wilaya de Ouargla ;

— Abdelkader Hady Saddok, représentant de la caisse nationale de mutualité agricole ;

— Charef Djamel Hamlaoui, représentant de la banque de l'agriculture et du développement rural ;

— Saïd Mazidi, président directeur général du groupe ERIAD d'Alger ;

— Abdelkader Tahar, président directeur général du groupe ERIAD de Tiaret ;

— Abdellatif Benmoussa, président directeur général du groupe ERIAD de Sétif ;

— Youcef Kouraba, président directeur général du groupe ERIAD de Sidi Bel Abbès ;

— Lamri Hamitouche, président directeur général du groupe ERIAD de Constantine ;

— Hassan Kadache, représentant des entreprises privées de transformation des céréales ;

— Slimane Mesnoui, représentant des entreprises privées de transformation des céréales ;

— Abderrezak Balamani, représentant des industries de fabrication des aliments de bétail du secteur public ;

Au titre des consommateurs :

- Kamel Kherchache, représentant de l'association algérienne de promotion et protection du consommateur ;
- Hammoudi Yousfi, représentant des associations d'éleveurs ;

Au titre des pouvoirs publics :

- Hassane Bouchafra, représentant du ministère chargé de l'intérieur ;
- Mohamed Boutemam, représentant du ministère chargé des finances ;
- Amar Assabah, représentant du ministère chargé de l'agriculture ;
- Nacer Albane, représentant du ministère chargé de l'industrie agro-alimentaire ;
- Naim Aït Mahdi, représentant du ministère chargé des transports ;
- Chahrazed Takli Kheireddine, représentante du ministère chargé du commerce.

Art. 19. — Lesdits registres sont cotés et paraphés par l'autorité nationale responsable de la sûreté des navires et doivent être présentés, à tout moment, aux agents de cette autorité.

Art. 20. — Des rapports circonstanciés sont transmis hebdomadairement et mensuellement par le bureau de sûreté de la compagnie maritime à l'autorité nationale responsable de la sûreté des navires qui peut charger le bureau, à l'occasion des circonstances, de missions ponctuelles liées à ses prérogatives.

Dans ce cadre, le bureau de sûreté de la compagnie maritime est tenu de transmettre ses rapports directement, et sans intermédiaire, à l'autorité nationale responsable de la sûreté des navires.

Art. 21. — La compagnie maritime est tenue de doter le bureau :

— de locaux appropriés et équipés d'un matériel lui permettant d'atteindre ses objectifs ;

— de moyens de communication leur permettant d'être en liaison directe et continue avec son personnel, ses navires et les autorités compétentes nationales et étrangères ;

— de moyens de transport adéquats nécessaires à son fonctionnement.

Section II

Du fonctionnement du bureau de sûreté portuaire

Art. 22. — Pour atteindre ses objectifs et remplir sa mission, le bureau de sûreté portuaire fonctionne selon le régime de travail permanent et sans discontinuité.

Art. 23. — Le bureau de sûreté portuaire est tenu d'élaborer un règlement intérieur qui est soumis aux dispositions du règlement intérieur de l'autorité portuaire et à l'approbation de l'autorité nationale responsable de la sûreté des installations portuaires.

Art. 24. — Dans l'exercice de ses prérogatives, le bureau de sûreté portuaire tient des registres spéciaux, selon la configuration de ses missions, où seront consignés, selon le cas, les événements et faits liés à la sûreté des installations portuaires.

Art. 25. — Les dits registres sont cotés et paraphés par l'autorité nationale responsable de la sûreté des installations portuaires et doivent être présentés, à tout moment, aux agents de cette autorité.

Art. 26. — Des rapports circonstanciés sont transmis hebdomadairement et mensuellement par le bureau de sûreté portuaire à l'autorité nationale responsable de la sûreté des installations portuaires qui peut charger le bureau à l'occasion des circonstances, de missions ponctuelles liées à ses prérogatives.

Dans ce cadre, le bureau de sûreté portuaire est tenu de transmettre ses rapports directement, et sans intermédiaire, à l'autorité nationale responsable de la sûreté des installations portuaires.

Art. 27. — L'autorité portuaire est tenue de doter le bureau :

— de locaux appropriés et équipés d'un matériel lui permettant d'atteindre ses objectifs ;

— de moyens de communication leur permettant d'être en liaison directe et continue avec son personnel, les agents de sûreté des navires, les bureaux de sûreté des compagnies maritimes et les autorités compétentes nationales et étrangères ;

— de moyens de transport adéquats nécessaires à son fonctionnement.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS FINALES

Art. 28. — Une réunion mensuelle de coordination regroupant les chefs de bureaux de la compagnie maritime et portuaire est régulièrement tenue au ministère chargé de la marine marchande et des ports sous la supervision de l'autorité nationale responsable de la sûreté des navires et des installations portuaires ou de son représentant.

Des réunions extraordinaires peuvent être tenues dans les mêmes formes en tant que de besoin et en cas de circonstances graves.

Les réunions précitées peuvent avoir lieu en tout autre endroit, le cas échéant, et lorsque les circonstances l'exigent.

Art. 29. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 14 Dhou El Hidja 1426 correspondant au 14 janvier 2006.

Mohamed MAGHLAOU.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêté du 7 Chaoual 1426 correspondant au 9 novembre 2005 modifiant l'arrêté du 16 Joumada El Oula 1425 correspondant au 4 juillet 2004, modifié, portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC).

Par arrêté du 7 Chaoual 1426 correspondant au 9 novembre 2005, l'arrêté du 16 Joumada El Oula 1425 correspondant au 4 juillet 2004, modifié, portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office algérien interprofessionnel des céréales, est modifié comme suit :

— " Aomar Aït Amer Meziane, représentant du ministre de l'agriculture et du développement rural, président ;

(.... Le reste sans changement)."

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté du 12 Safar 1430 correspondant au 8 février 2009 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC).

— — — — —

Par arrêté du 12 Safar 1430 correspondant au 8 février 2009, sont nommés membres du conseil d'administration de l'office algérien interprofessionnel des céréales, pour une période de trois (3) années, en application des dispositions de l'article 14 du décret exécutif n° 97-94 du 15 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 23 mars 1997 fixant le statut de l'office algérien interprofessionnel des céréales, MM. :

- Nouredine Kehal, représentant du ministre de l'agriculture et du développement rural, président ;
- Youcef Atik, représentant du ministre des finances ;
- Mohamed Yahiaoui Ouali, représentant du ministre du commerce ;
- Taha Haider Khaldi, représentant du ministre de l'intérieur et des collectivités locales ;
- Mohamed Cherif Ould Hocine, président de la chambre nationale de l'agriculture.

Les dispositions de l'arrêté du 4 juillet 2004 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office algérien interprofessionnel des céréales sont abrogées

— — — — ★ — — — —

Arrêté du 18 Rabie Ethani 1430 correspondant au 14 avril 2009 portant création d'une commission des œuvres sociales auprès du centre cynégétique de Zeralda.

— — — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 82-179 du 15 mai 1982, complété, fixant le contenu et le mode de financement des œuvres sociales ;

Vu le décret n° 82-303 du 11 septembre 1982 relatif à la gestion des œuvres sociales, notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 83-76 du 8 janvier 1983 portant création d'un centre cynégétique à Zeralda ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985, modifié et complété, portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 08-366 du 17 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret n° 82-303 du 11 septembre 1982 susvisé, le présent arrêté a pour objet la création, auprès du centre cynégétique de Zeralda, d'une commission des œuvres sociales.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 Rabie Ethani 1430 correspondant au 14 avril 2009.

Pour le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Le secrétaire général

Sid Ahmed FERROUKHI.

MINISTERE DE LA CULTURE

Arrêté interministériel du 8 Chaoual 1429 correspondant au 8 octobre 2008 fixant le nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale du ministère de la culture.

— — — — —

Le secrétaire général du Gouvernement,

Le ministre des finances,

La ministre de la culture,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 07-307 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant les modalités d'attribution de la bonification indiciaire aux titulaires de postes supérieurs dans les institutions et administrations publiques ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 03-190 du 26 Safar 1424 correspondant au 28 avril 2003 fixant les attributions du directeur général de la fonction publique ;

Vu le décret exécutif n° 05-79 du 17 Moharram 1426 correspondant au 26 février 2005 fixant les attributions du ministre de la culture ;

Vu le décret exécutif n° 08-04 du 11 Moharram 1429 correspondant au 19 janvier 2008 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques, notamment ses articles 76, 98, 133, 197 ;

Vu le décret présidentiel du 7 Rabie Ethani 1423 correspondant au 18 juin 2002 portant nomination du secrétaire général du Gouvernement ;

— Nawel Melahi, représentante de l'institut technique de l'arboriculture fruitière et de la vigne (ITAF) Tessala El Merdja ;

— Sofiane Mohammedi, représentant de la chambre d'agriculture de la wilaya de Tizi Ouzou ;

— Messaoud Nait Atmane, représentant de la direction des services agricoles de la wilaya de Béjaia ;

— Fadhéla Nait Atmane, représentante de la direction des services agricoles de la wilaya de Béjaia ;

— Zohir Sebai, représentant de l'institut technique de l'arboriculture fruitière et de la vigne (ITAF) Sidi Aich.

-----★-----

Arrêté du 8 Chaâbane 1431 correspondant au 20 juillet 2010 modifiant l'arrêté du 8 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 22 février 2010 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office national des terres agricoles.

Par arrêté du 8 Chaâbane 1431 correspondant au 20 juillet 2010, l'arrêté du 8 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 22 février 2010 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office national des terres agricoles est modifié et rédigé comme suit :

«

— Doubi Bounoua Laâdjal, représentant de la chambre nationale d'agriculture ;

— Chikhi Miloud, représentant de la chambre nationale d'agriculture ;

..... (le reste sans changement).....

-----★-----

Arrêté du 7 Ramadhan 1431 correspondant au 17 août 2010 modifiant l'arrêté du 8 février 2009 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC).

Par arrêté du 7 Ramadhan 1431 correspondant au 17 août 2010, l'arrêté du 8 février 2009 est modifié comme suit :

« Sont nommés membres du conseil d'administration de l'office algérien interprofessionnel des céréales, pour une période de trois (3) années, MM. :

— Abdelhamid Hamza, représentant du ministre de l'agriculture et du développement rural, président ;

— Youcef Atik, représentant du ministre des finances ;

— Abdelhakim Zoubiri, représentant du ministre du commerce ;

— Taha Hayder Khaldi, représentant du ministre de l'intérieur et des collectivités locales ;

— Laâdjal Doubi Bounoua, président de la chambre nationale de l'agriculture ».

**MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA SECURITE SOCIALE**

Arrêté du 16 Chaoual 1431 correspondant au 25 septembre 2010 modifiant l'arrêté du 22 Chaâbane 1430 correspondant au 15 juillet 2009 portant nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance-chômage.

Par arrêté du 16 Chaoual 1431 correspondant au 25 septembre 2010, l'arrêté du 22 Chaâbane 1430 correspondant au 15 juillet 2009 portant nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance-chômage est modifié comme suit :

« Au titre des représentants des salariés désignés par les organisations syndicales des travailleurs les plus représentatives à l'échelle nationale, MM. :

— Hocine Maïza ;

— Abdelkader Djettou ;

— Brahim Djebbar ;

..... (le reste sans changement)..... ».

-----★-----

Arrêté du 27 Moharram 1432 correspondant au 2 janvier 2011 portant retrait d'agrément d'agents de contrôle de la sécurité sociale.

Par arrêté du 27 Moharram 1432 correspondant au 2 janvier 2011 sont retirés les agréments des agents de contrôle de la sécurité sociale dont la liste figure au tableau ci-après :

NOMS ET PRENOMS	ORGANISMES EMPLOYEURS	WILAYAS
Zouambia Abdelkader	Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS)	Médéa
Skender Djamel	»	Médéa
Bounifa Kassa	»	Boumerdès
Fetata Mohamed	»	Ghardaïa
Zaïdi Saïda	Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs non-salariés (CASNOS)	Tizi Ouzou

Décret n° 87-17 du 13 janvier 1987 portant création de la Société des courses hippiques et du pari mutuel.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152,

Vu l'ordonnance n° 75-35 du 29 février 1975 portant plan comptable national ;

Vu l'ordonnance n° 77-4 du 19 février 1977 réglementant le pari mutuel ;

Vu la loi n° 80-04 du 1er mars 1980 relative à l'exercice de la fonction de contrôle par l'Assemblée populaire nationale ;

Vu la loi n° 80-05 du 1er mars 1980 relative à l'exercice de la fonction de contrôle par la Cour des comptes, modifiée et complétée ;

Vu le décret n° 65-259 du 14 octobre 1965 fixant les obligations et les responsabilités des comptables ;

Vu le décret n° 65-260 du 14 octobre 1965 fixant les conditions de nomination des comptables publics ;

Vu le décret n° 80-53 du 1er mars 1980 portant création de l'Inspection générale des finances ;

Vu le décret n° 82-388 du 27 novembre 1982 portant institution du *Stud-Book algérien* ;

Vu le décret n° 84-118 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche et celles du vice-ministre chargé de la pêche ;

Vu le décret n° 86-263 du 21 octobre 1986 portant création de l'Office national de développement des élevages équin ;

Décrète :

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — Il est créé sous la dénomination de : « Société des courses hippiques et du pari mutuel », ci-après désignée « société des courses », un établissement public à caractère économique, prestataire de services, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Art. 2. — La société des courses est placée sous la tutelle du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 3. — Le siège de la société des courses est fixé à Alger.

Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national par décret pris sur rapport du ministre chargé de l'agriculture.

TITRE II

OBJET - MISSIONS

Art. 4. — La société des courses a pour objet l'encouragement de l'élevage et l'amélioration des races chevalines en Algérie.

A ce titre, elle a pour missions fondamentales, l'organisation et le fonctionnement des courses hippiques publiques et du pari mutuel conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Art. 5. — En matière d'activité normative, la société des courses est chargée notamment :

- d'élaborer et d'éditer, après approbation de l'autorité de tutelle, le code des courses. Les dispositions complémentaires ou modificatives du code des courses sont soumises à l'agrément de l'autorité de tutelle dans les mêmes formes ;

- de veiller à l'application du code des courses ;
- d'instruire et d'arbitrer les litiges qui peuvent naître de l'application du code des courses ;
- de désigner la commission nationale de recours ;
- d'éditer le *Bulletin officiel* des courses et d'assurer sa diffusion ;

- de concevoir et de proposer, aux fins d'agrément, le règlement intérieur de la société des courses, à l'autorité de tutelle. Les modifications et les compléments doivent être soumis à l'approbation dans les mêmes formes.

Art. 6. — En matière d'organisation des courses hippiques publiques, la société des courses est chargée notamment :

- de gérer les hippodromes lui appartenant ou placés sous son autorité par voie contractuelle avec les collectivités locales concernées ;

- d'effectuer sur ces hippodromes tous travaux neufs d'équipement ou d'entretien ;

- d'enregistrer les propriétaires et les mandataires de ces derniers et de donner son agrément aux couleurs, signes et caractéristiques des propriétaires ;

- de délivrer les autorisations et les licences permettant de faire courir, d'entraîner et de monter les chevaux de courses ;

- de définir les conditions et modalités du contrôle des chevaux participant aux courses ;

- d'établir le programme des courses. Elle peut le compléter et le modifier ;

- de doter des courses de prix et primes dont elle fixe les critères et conditions ;

- de fixer la cotation des gains ;

- de dresser les listes d'aptitudes annuelles des commissaires de la société et des commissaires aux courses ;

- de désigner les commissaires aux courses et leurs adjoints ;

- de fixer les pouvoirs des commissaires aux courses en matière de recherche et de constatation des infractions au code des courses ;

- d'établir les fichiers de performances des chevaux de courses et d'en assurer la diffusion ;
- de déterminer les procédures et modalités des prélèvements biologiques réglementaires ;
- d'établir les fichiers des entraîneurs, des jockeys et des personnels des courses.

Art. 7 — En matière de gestion du pari mutuel, la société des courses est chargée notamment :

- de l'édition et de l'émission des tickets de jeu,
- de la détermination de l'implantation des agences, des bureaux auxiliaires et des points de pronostics du pari mutuel,
- de la définition et de la mise en œuvre, avec les autorités concernées, les règles de sécurité du pari mutuel,
- d'éditer les procédures comptables spécifiques au pari mutuel,
- d'assurer le versement des quotes-parts prélevées sur les paris au profit des organismes bénéficiaires concernés conformément à la réglementation en vigueur,
- d'attribuer, après approbation de l'autorité de tutelle, des aides et contributions d'encouragement aux activités hippiques.

TITRE III

ORGANISATION - FONCTIONNEMENT

Art. 8. — La société des courses est dirigée par un directeur général et dotée d'un comité des courses.

Chapitre I

Le directeur général

Art. 9. — Le directeur général de la société des courses est nommé par décret, sur proposition du ministre de l'agriculture et de la pêche ; il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Le directeur général est assisté d'un secrétaire général et de directeurs nommés par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

En cas d'empêchement du directeur général, le secrétaire général le remplace dans tous les actes ayant trait au fonctionnement de la société des courses.

Art. 10. — Le directeur général est chargé d'assurer la gestion de la société des courses dans le cadre de la réglementation en vigueur.

A ce titre :

- il prépare les réunions du comité des courses ;
- il établit les rapports d'activités qu'il présente à l'autorité de tutelle ;
- il établit le budget prévisionnel, l'exécute et réalise les recettes et les dépenses ;
- il passe tous les marchés, conventions et accords en rapport avec les programmes d'activités de la société, sauf ceux pour lesquels une approbation de l'autorité de tutelle est nécessaire ;

— il représente la société des courses en justice et dans tous les actes de la vie civile ;

— il nomme, dans le cadre de la réglementation en vigueur, les personnels pour lesquels un autre mode de nomination n'est pas prévu,

— il exerce l'autorité hiérarchique sur l'ensemble des personnels de la société des courses,

— il peut déléguer sa signature à ses principaux collaborateurs, dans les limites de leurs attributions.

Chapitre II

Le comité des courses

Art. 11. — Le comité des courses est composé comme suit :

- un président désigné par le ministre chargé de l'agriculture,
- le directeur de l'administration centrale chargé de l'élevage équin,
- le représentant du ministre de l'intérieur et des collectivités locales,
- le représentant du ministre des finances,
- le représentant du ministre de la jeunesse et des sports,
- le président de la Fédération équestre algérienne ou son représentant,
- le directeur général de l'Office national de développement de l'élevage équin,
- les commissaires en exercice de la société des courses,
- les représentants des associations nationales des pur-sang arabes et anglais,
- le représentant des propriétaires désigné par ses pairs,
- le représentant des jockeys et entraîneurs.

Le directeur général assiste aux réunions du comité des courses.

Le comité des courses peut faire appel, pour consultation, à toute personne qu'il juge utile en raison de ses compétences dans les questions inscrites à l'ordre du jour.

Art. 12. — Le comité des courses délibère sur toute question intéressant le fonctionnement général de la société des courses.

A ce titre :

- il délibère sur les programmes et les bilans d'activités concernant la gestion administrative et financière de la société des courses ;
- il étudie et propose toutes mesures propres à améliorer le fonctionnement de la société des courses et à favoriser la réalisation de ses objectifs ;
- il donne son avis sur toutes questions qui lui sont soumises par le directeur général de la société des courses.

Art. 13. — Le comité des courses tient, au moins, une réunion par an, en session ordinaire, sur convocation de son président.

Il peut se réunir en session extraordinaire, à la demande soit de son président, soit du directeur général, soit du tiers de ses membres.

Le président établit l'ordre du jour des réunions sur proposition du directeur général de la société des courses.

Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour, sont adressées, au moins quinze (15) jours, avant la date de la réunion.

Ce délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires, sans être inférieur à huit (8) jours.

Le comité des courses ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres, au moins, est présente.

Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion a lieu dans un délai de huit (8) jours, suivant la date antérieurement projetée.

Dans ce dernier cas, les délibérations sont valables, quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 14. — Les avis du comité des courses sont adoptés à la majorité simple des membres présents ; en cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 15. — Les avis du comité des courses font l'objet d'un procès-verbal qui est transmis à l'autorité de tutelle dans les quinze (15) jours suivant la réunion, pour approbation.

Chapitre III

Organisation interne

Art. 16. — Pour la réalisation des missions qui lui sont assignées, la société des courses dispose de services centraux organisés en directions et de structures extérieures dénommées : Unités de courses et agences du pari mutuel.

L'organisation interne de la société des courses est fixée par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

TITRE IV

DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 17. — Les ressources de la société des courses sont constituées par :

- la part des prélèvements sur les enjeux revenant à la société,
- les recettes diverses liées à l'activité de la société,
- les produits du fonds de réserves et des immeubles de la société,
- le produit de la confection des tickets de jeux,
- les centimes additionnels,
- le montant des gains alloués et non réclamés par les bénéficiaires,
- les dons et legs.

Art. 18. — Les dépenses de la société des courses comportent :

- les dépenses de fonctionnement,
- les dépenses d'investissements et d'équipements,
- les aides aux activités hippiques.

Art. 19. — L'état prévisionnel des recettes et dépenses de la société des courses, établi par le directeur général, est soumis à l'approbation du ministre de tutelle et du ministre des finances, avant le début de l'exercice auquel il se rapporte conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 20. — L'approbation de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses est réputée acquise à l'expiration d'un délai de quarante-cinq (45) jours, à compter de la date de la transmission, sauf si le ministre fait opposition ou émet une réserve, auquel cas le directeur général transmet, dans un délai de quinze (15) jours, à compter de la signification de la réserve, un nouveau projet aux fins d'approbation selon la procédure définie ci-dessus.

Dans le cas où l'approbation n'intervient pas à la date du début de l'exercice, le directeur général peut engager les dépenses indispensables au fonctionnement de la société, dans la limite des crédits autorisés au titre de l'exercice précédent.

Art. 21. — Le bilan, les comptes de la société des courses et le rapport annuel d'activités de l'exercice écoulé, accompagnés des avis du comité des courses, sont adressés au ministre de tutelle, au ministre des finances et à la Cour des comptes dans les conditions réglementaires.

Art. 22. — Les comptes de la société sont tenus en la forme commerciale conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 75-35 du 29 avril 1975 portant plan comptable national.

La tenue de la comptabilité et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé ou agréé par le ministre des finances et exerçant ses fonctions conformément aux dispositions des décrets n° 65-259 et 65-260 du 14 octobre 1965 susvisés.

L'agent comptable peut, sous sa responsabilité et dans les conditions fixées par les décrets susvisés, déléguer sa signature à un ou plusieurs mandataires, après agrément du directeur général.

Art. 23. — La société des courses est soumise aux contrôles prévus par la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 24. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 janvier 1987.

Chadli BENDJEDID,

En cas de maintien de la décision de refus, le propriétaire légal, peut exercer un recours auprès de l'inspecteur vétérinaire de wilaya territorialement compétent qui dispose de cinq (05) jours ouvrables pour statuer.

Si le recours n'aboutit pas ou reste sans suite, le propriétaire légal peut saisir les services vétérinaires centraux en vue d'une décision administrative finale, nonobstant toutes autres voies de recours que la réglementation autorise.

Art. 11. — Les frais éventuels de mise sous douane, de stockage et autres charges induites pendant l'expertise et la durée du recours sont à la charge du propriétaire légal.

Art. 12. — En application des dispositions de l'article 82 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée, le poste frontière doit disposer d'un lieu de quarantaine pour l'isolement des animaux vivants à importer, à exporter ou en transit. A défaut, la mise en quarantaine doit être effectuée dans un centre agréé au préalable par les services vétérinaires. Ce centre doit demeurer dans tous les cas sous contrôle de l'inspecteur vétérinaire du poste frontière concerné.

Art. 13. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 novembre 1991.

Sid Ahmed GHOZALI.

Décret exécutif n° 91-453 du 16 novembre 1991 portant transfert du siège de la société des courses hippiques et du pari mutuel.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution et notamment ses articles 81-4 et 116 ;

Vu le décret n° 87-17 du 13 janvier 1987 portant création de la société des courses hippiques et du pari mutuel et notamment son article 3 ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1^{er} janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-13 du 1^{er} janvier 1990 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Décète :

Article 1^{er}. — Le siège de la société des courses hippiques et du pari mutuel est transféré à Zemmouri, wilaya de Boumerdès.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 novembre 1991.

Sid Ahmed GHOZALI.

DECISIONS INDIVIDUELLES

Décret présidentiel du 16 octobre 1991 portant nomination du secrétaire général de la présidence de la République (Rectificatif).

JO N° 51 du 23 octobre 1991.

Page 1663, première colonne, article 1, première ligne :

Au lieu de :

Abdelaziz Klellef

Lire :

Abdelaziz Kelef

(Le reste sans changement)

Décret présidentiel du 19 novembre 1991 portant nomination du secrétaire du haut conseil de sécurité.

Par décret présidentiel du 19 novembre 1991, M. Bachir Lahèche est nommé secrétaire du haut conseil de sécurité.

Décret exécutif du 1^{er} septembre 1991 mettant fin aux fonctions d'un sous-directeur au ministère de l'équipement et du logement.

Par décret exécutif du 1^{er} septembre 1991, il est mis fin aux fonctions de sous-directeur de l'administration et des personnels au ministère de l'équipement et du logement, exercées par M. Ziane Messaad, appelé à exercer une autre fonction.

2.2 Recette/contrôle des éléments d'aéronef et des provenances de sous-traitants extérieurs.

2.3 Stockage, étiquetage et fourniture des éléments d'aéronef et des matériaux destinés aux équipes d'entretien d'aéronefs.

2.4 Recettes des outillages et des instruments.

2.5 Étalonnage des outillages et des instruments.

2.6 Utilisation des outillages et des instruments par le personnel (y compris les outillages de substitution).

2.7 Normes de propreté des locaux d'entretien.

2.8 Instructions d'entretien et méthodes de concordance avec les instructions des avionneurs/équipementiers, y compris mise à jour et mise à disposition du personnel.

2.9 Procédures de réparation.

2.10 Respect du programme d'entretien de l'aéronef.

2.11 Procédures concernant les consignes de navigabilité.

2.12 Procédures concernant les modifications optionnelles (mineures/majeures).

2.13 Documentation d'entretien utilisée et renseignements de celle-ci.

2.14 Gestion des dossiers de travaux.

2.15 Correction des défauts découverts lors de l'entretien à la base principale.

2.16 Procédures de remise en service.

2.17 Archivage pour l'exploitant.

2.18 Notification des défauts à l'autorité chargée de l'aviation civile, à l'exploitant et au constructeur.

2.19 Retour d'éléments défectueux au magasin.

2.20 Envoi d'éléments défectueux aux sous-traitants extérieurs.

2.21 Gestion des systèmes informatisés de dossiers de travaux.

2.22 Renvoi à des procédures d'entretien spécifiques telles que :

- Procédures de point fixe ;
- Procédures de mise en pression d'un aéronef ;
- Procédures de remorquage d'un aéronef ;
- procédures pour le roulage d'un aéronef.

AUSSI, PROCEDURES COMPLEMENTAIRES D'ENTRETIEN EN LIGNE.

L2.1 Gestion des éléments d'aéronef, des outillages, des instruments, etc... pour l'entretien en ligne.

L2.2 Procédures d'entretien en ligne relatives à l'entretien courant/remplissage/carburant/dégivrage, etc...

L2.3 Suivi des défauts et défauts répétitifs par l'entretien en ligne.

L2.4 Procédures d'escale pour le renseignement du compte-rendu matériel.

L2.5 Procédures d'escale pour les pièces mises en commun ou louées.

L2.6 Procédures d'escale pour le retour de pièces défectueuses déposées de l'aéronef.

3ème partie

PROCEDURES DU SYSTEME DE QUALITE.

3.1 Audit des procédures de l'entreprise par le système qualité.

3.2 Audit des aéronefs par le système qualité.

3.3 Audit des procédures d'actions correctives par le système qualité.

3.4 Procédures des qualifications et de formation du personnel autorisé à prononcer l'APRS.

3.5 Dossiers du personnel autorisé à prononcer l'APRS.

3.6 Personnel du système qualité.

3.7 Qualification des contrôleurs.

3.8 Qualification des mécaniciens.

3.9 Contrôle des dérogations aux procédures de l'entreprise.

3.10 Procédures de qualification pour les activités spécialisées telles que contrôle non destructif, soudage, etc...

3.11 Contrôle des équipes des constructeurs travaillant sur aéronef.



Décret exécutif n° 05-164 du 24 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 3 mai 2005 portant réaménagement des statuts de la société des courses hippiques et du pari mutuel.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 75-35 du 29 avril 1975 portant plan comptable national ;

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce ;

Vu l'ordonnance n° 77-04 du 19 février 1977 réglementant l'organisation du pari mutuel ;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988, modifiée, portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu le décret n° 82-388 du 27 novembre 1982 portant institution du stud-book algérien ;

Vu le décret n° 87-17 du 13 janvier 1987 portant création de la société des courses hippiques et du pari mutuel ;

Vu le décret présidentiel n° 04-136 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 96-431 du 19 Rajab 1417 correspondant au 30 novembre 1996 relatif aux modalités de désignation des commissaires aux comptes dans les établissements publics à caractère industriel et commercial, centres de recherche et de développement, organismes des assurances sociales, offices publics à caractère commercial et entreprises publiques non autonomes ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions des articles 44 et 47 de la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988 susvisée, les statuts de la société des courses hippiques et du pari mutuel, objet du décret n° 87-17 du 13 janvier 1987, susvisé, sont réaménagés conformément aux dispositions du présent décret.

CHAPITRE I

NATURE JURIDIQUE – SIEGE – OBJET

Art. 2. — La société des courses hippiques et du pari mutuel, ci-dessous désignée : « la société des courses » est un établissement public à caractère industriel et commercial doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Art. 3. — La société des courses est placée sous la tutelle du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 4. — Le siège de la société des courses est fixé à Alger, il peut être transféré en tout autre endroit du territoire national par décret pris sur rapport du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 5. — La société des courses, établissement prestataire de services, a pour objet l'encouragement des élevages équin et camelin et l'amélioration de leur race en Algérie, par l'organisation de courses publiques hippiques et de dromadaires.

A ce titre, elle a pour mission principale la promotion des espèces équines et camelines ainsi que l'organisation et le fonctionnement des courses hippiques publiques et des paris mutuels conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Art. 6. — En matière d'application des règles normatives, la société des courses est chargée notamment :

— de veiller à la mise en œuvre et au respect du règlement des courses approuvé par l'autorité de tutelle ;

— de délivrer les autorisations et les licences de faire courir, d'entraîner et de monter les chevaux de courses, ainsi que les procédures et modalités des prélèvements biologiques réglementaires ;

— d'enregistrer les propriétaires et les mandataires de ces derniers et de donner son agrément aux couleurs, signes et caractéristiques des propriétaires ;

— de dresser les listes d'aptitude annuelles des commissaires de la société et leurs adjoints ;

— de fixer les modalités d'intervention des commissaires de course en matière de recherche et de constatation des infractions aux règlements des courses ;

— d'établir des fichiers de performances des chevaux de courses et d'en assurer la diffusion ;

— de concevoir et de proposer à l'autorité de tutelle aux fins d'agrément, le règlement intérieur de la société des courses. Toute modification du règlement intérieur doit être soumise pour approbation dans les mêmes formes.

Art. 7. — En matière d'organisation des courses hippiques publiques, la société des courses est chargée notamment :

— de gérer les hippodromes lui appartenant ou qu'elle exploite ;

— d'établir le programme des courses ;

— de doter les courses de prix et primes et de fixer la cotation des gains ;

— d'élaborer et d'éditer le bulletin officiel des courses et d'assurer sa diffusion ;

— de veiller à la tenue des listes des étalons et juments d'élite ;

— d'établir les fichiers des entraîneurs, des jockeys et des personnels des courses.

Art. 8. — En matière de gestion du pari mutuel, la société des courses est chargée notamment :

— de l'édition et de l'émission de tickets ;

— de la détermination de l'implantation des agences, des bureaux auxiliaires et des points de pronostics du pari mutuel ;

— de la définition et de la mise en œuvre, avec les autorités concernées, des règles de sécurité du pari mutuel ;

— de définir toute procédure particulière liée à l'organisation et au fonctionnement du pari mutuel ;

— d'attribuer, après approbation de l'autorité de tutelle, les aides et contributions d'encouragement aux activités hippiques et d'élevages équins et camelines.

Art. 9. — Les conditions et modalités de répartition des quotes-parts sur les recettes issues du pari mutuel sont fixées par arrêté conjoint des ministres chargés des finances et de l'agriculture.

Un agent comptable désigné par le ministre chargé des finances et placé auprès de la société des courses, procédera à la mise en œuvre des dispositions de l'arrêté prévu à l'alinéa ci-dessus.

Art. 10. — La société des courses peut assurer des missions de service public conformément à un cahier des clauses générales relatif aux charges et sujétions de service public qui fera l'objet d'un arrêté conjoint des ministres chargés des finances et de l'agriculture.

CHAPITRE II

ORGANISATION – FONCTIONNEMENT

Art. 11. — Sous le contrôle d'un comité d'orientation et de surveillance, la société des courses, administrée par un conseil d'administration est dirigée par un directeur général.

Section 1

Du comité d'orientation et de surveillance

Art. 12. — Le comité d'orientation et de surveillance de la société des courses est chargé d'examiner :

— les conditions générales de mise en œuvre de la politique générale des filières équines et camelines et de l'organisation des courses hippiques et camelines ;

— les moyens d'encouragement aux activités hippiques et d'élevages équin et camelin ;

— les modalités de gestion et de contrôle des activités de la société des courses.

Art. 13. — Le comité d'orientation et de surveillance de la société des courses comprend :

— le ministre chargé de l'agriculture, président ;

— le ministre chargé des finances ou son représentant dûment habilité ;

— le ministre chargé de l'intérieur ou son représentant dûment habilité ;

— le ministre chargé des sports ou son représentant dûment habilité ;

— le ministre chargé du tourisme ou son représentant dûment habilité ;

— le ministre chargé de l'artisanat ou son représentant dûment habilité ;

— le directeur de l'administration centrale chargé de l'élevage équin ;

— le directeur général de l'office national de développement des élevages équin et camelin ;

— le président de la fédération équestre algérienne ;

— trois (3) représentants des associations nationales de propriétaires de chevaux de courses élus par leurs pairs ;

— trois (3) représentants des associations nationales de propriétaires de dromadaires de courses élus par leurs pairs.

Le comité d'orientation et de surveillance peut faire appel à toute personne jugée compétente pour l'étude des questions inscrites à l'ordre du jour.

Le secrétariat du comité d'orientation et de surveillance est assuré par le directeur général de la société des courses.

Art. 14. — Le comité d'orientation et de surveillance de la société des courses, convoqué par son président, se réunit au moins une fois par an en session ordinaire.

Il peut se réunir en session extraordinaire à la demande de son président ou de la moitié (1/2) au moins de ses membres.

Art. 15. — Un règlement intérieur précisera les modalités de fonctionnement du comité d'orientation et de surveillance de la société des courses.

Section 2

Du conseil d'administration

Art. 16. — Le conseil d'administration de la société des courses comprend :

— le ministre chargé de l'agriculture ou son représentant, président ;

— le directeur de l'administration centrale chargé de l'élevage équin ;

— le représentant du ministre chargé de l'intérieur ;

— le représentant du ministre chargé des finances ;

— le représentant du ministre chargé des sports ;

— le représentant du ministre chargé du commerce ;

— le président de la fédération équestre algérienne, ou son représentant ;

— le directeur général de l'office national de développement des élevages équin et camelin ;

— un représentant des commissaires de la société des courses, en exercice élu par ses pairs ;

— un représentant des associations nationales de propriétaires de chevaux de courses élu par ses pairs ;

— un représentant des associations nationales de propriétaires de dromadaires de courses élu par ses pairs ;

— un représentant des jockeys et drivers élu par ses pairs ;

— un représentant des entraîneurs élu par ses pairs.

Le directeur général ainsi que le directeur financier assistent à la réunion du conseil d'administration, à titre consultatif.

Le conseil d'administration peut faire appel, pour consultation, à toute personne ou autorité qu'il juge utile en raison de ses compétences dans les questions inscrites à l'ordre du jour.

Le secrétariat du conseil d'administration est assuré par les services de la société des courses.

Art. 17. — Les membres du conseil d'administration de la société des courses sont nommés par arrêté du ministre chargé de l'agriculture sur proposition des autorités dont ils relèvent pour une période de trois (3) années, renouvelable.

En cas d'interruption du mandat de l'un des membres, il est procédé à son remplacement dans les mêmes formes. Le membre nouvellement désigné lui succède jusqu'à expiration du mandat en cours.

Art. 18. — Le conseil d'administration de la société des courses se réunit en session ordinaire au moins deux (2) fois par an sur convocation de son président.

Il peut se réunir en session extraordinaire sur convocation de son président ou à la demande des deux tiers (2/3) de ses membres autant de fois que nécessaire lorsque l'intérêt de la société des courses l'exige.

Art. 19. — Le président du conseil d'administration de la société des courses adresse à chaque membre du conseil une convocation précisant l'ordre du jour, quinze (15) jours au moins avant la date de la réunion prévue.

Ce délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires sans pour autant être inférieur à huit (8) jours.

Art. 20. — Le conseil d'administration de la société des courses ne délibère valablement qu'en présence des deux tiers (2/3) de ses membres. Si le *quorum* n'est pas atteint, il se réunit après une deuxième convocation à l'issue d'un délai de huit (8) jours et délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Les délibérations sont prises à la majorité simple des voix, en cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 21. — Les délibérations du conseil d'administration de la société des courses donnent lieu à l'établissement de procès-verbaux, signés conjointement par son président et par le directeur général.

Les procès-verbaux sont consignés dans un registre coté et paraphé. Ils sont communiqués à l'ensemble des membres du conseil d'administration et à l'autorité de tutelle pour approbation dans les quinze (15) jours qui suivent les délibérations.

Art. 22. — Le conseil d'administration délibère sur :

— les programmes et les bilans d'activités concernant la gestion administrative et financière de la société des courses ;

— les comptes et les états prévisionnels ;

— les conditions générales de passation des marchés, des accords et des conventions engageant la société des courses ;

— les projets de construction, d'acquisition, d'aliénation et d'échange d'immeubles ;

— l'acceptation et l'affectation des dons et legs ;

— les mesures à proposer à l'autorité de tutelle et susceptibles de promouvoir, de développer et d'orienter les différents domaines d'activités de la société des courses.

De plus,

— il étudie et propose toutes mesures propres à améliorer le fonctionnement de la société des courses et à favoriser la réalisation de ses objectifs ;

— il donne son avis sur toutes questions qui lui sont posées par le directeur général de la société des courses.

Section 3

Du directeur général

Art. 23. — Le directeur général de la société des courses est nommé par décret, sur proposition du ministre chargé de l'agriculture. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art. 24. — Le directeur général est chargé d'assurer la gestion de la société des courses dans le cadre de la réglementation en vigueur.

A ce titre :

— il exerce l'autorité hiérarchique sur l'ensemble du personnel de la société des courses ;

— il représente la société des courses en justice et dans tous les actes de la vie civile ;

— il prépare le budget prévisionnel et établit les comptes de la société des courses ;

— il est ordonnateur des dépenses de la société des courses ;

— il prépare les réunions du conseil d'administration et du comité d'orientation et de surveillance de la société des courses ;

— il établit les rapports d'activités qu'il présente à l'autorité de tutelle ;

— il passe tous les marchés, conventions et accords en rapport avec les programmes d'activités de la société des courses conformément à la réglementation en vigueur, sauf ceux pour lesquels une approbation de l'autorité de tutelle est nécessaire ;

— il exerce le pouvoir de nomination sur l'ensemble du personnel de la société des courses, à l'exception des personnes pour lesquelles est prévu un autre mode de nomination.

Art. 25. — L'organisation interne de la société des courses est fixée par arrêté du ministre chargé de l'agriculture sur proposition du directeur général ; elle dispose de services centraux organisés en directions et de structures extérieures dénommées unités de courses et agences du pari mutuel.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 26. — La comptabilité de la société des courses est tenue en la forme commerciale, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Art. 27. — Le budget de la société des courses comprend :

En recettes :

— la part des prélèvements sur les enjeux revenant à la société des courses, conformément à la réglementation en vigueur, relative à la répartition des quotes-parts ;

— les recettes diverses liées à l'activité commerciale de la société des courses ;

— les emprunts contractés dans le cadre de la réglementation en vigueur ;

— les dons et legs ;

— les contributions de l'Etat, liées aux charges et sujétions de service public conférées à la société des courses.

En dépenses :

— les dépenses de fonctionnement ;

— les dépenses d'investissement et d'équipement ;

— les dépenses nécessaires à la réalisation des missions de service public.

CHAPITRE IV

CONTROLE

Art. 28. — La société des courses est soumise au contrôle prévu par la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 29. — Un commissaire aux comptes désigné conformément à la réglementation en vigueur est chargé :

— de contrôler les comptes de la société des courses ;

— d'informer le conseil d'administration de la société des courses des résultats du contrôle qu'il effectue ;

— d'adresser son rapport sur le compte de fin d'exercice au conseil d'administration.

Art. 30. — Le projet de budget et les comptes d'exploitation prévisionnels de la société des courses sont soumis, après délibération du conseil d'administration, à l'approbation des autorités concernées conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS FINALES

Art. 31. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent décret.

Art. 32. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 3 mai 2005.

Ahmed OUYAHIA



Décret exécutif n°05-165 du 24 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 3 mai 2005 portant création, organisation et fonctionnement de l'agence nationale de développement de la PME.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de la petite et moyenne entreprise et de l'artisanat,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990 relative à la comptabilité publique ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu l'ordonnance n° 95-20 du 19 Safar 1416 correspondant au 17 juillet 1995 relative à la Cour des comptes ;

Vu la loi n° 01-18 du 27 Ramadhan 1422 correspondant au 12 décembre 2001 portant loi d'orientation sur la promotion de la petite et moyenne entreprise ;

Vu le décret présidentiel n° 99-240 du 17 Rajab 1420 correspondant au 27 octobre 1999 relatif à la nomination aux emplois civils et militaires de l'Etat ;

Vu le décret présidentiel n°02-250 du 13 Joumada El Oula 1423 correspondant au 24 juillet 2002, modifié et complété, portant réglementation des marchés publics ;

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL****Arrêté du 23 Dhou El Hidja 1423 correspondant au
24 février 2003 portant organisation interne de la
société des courses hippiques et du pari mutuel.**

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 87-17 du 13 janvier 1987 portant création de la société des courses hippiques et du pari mutuel, notamment son article 16 ;

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 16 du décret n° 87-17 du 13 janvier 1987, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer l'organisation interne de la société des courses hippiques et du pari mutuel ci-après désignée "société des courses".

Art. 2. — Sous l'autorité du directeur général, l'organisation interne de la société des courses comprend les structures suivantes :

- la direction de l'organisation des courses ;
- la direction du pari mutuel urbain ;
- la direction de l'administration générale ;
- la direction des finances et de la comptabilité ;
- la direction des infrastructures ;
- la direction de la communication, de la formation et du marketing.

Art. 3. — **La direction de l'organisation des courses** comprend deux (2) départements :

1. Le département de la réglementation des courses, chargé :

- de gérer les différents dossiers professionnels des intervenants dans les courses ;
- de contrôler les procès-verbaux établis par les commissaires des courses.

2. Le département de la programmation, chargé :

- d'établir les programmes des meetings et des courses ;
- d'établir les statistiques de l'ensemble des activités liées aux courses.

Art. 4. — **La direction du pari mutuel urbain,** à laquelle sont rattachés les agences et bureaux de jeux, comprend trois (3) départements :

1. Le département de l'exploitation, chargé :

- de mettre en place des mécanismes de gestion et de traitement du pari mutuel urbain ;
- de coordonner les activités de l'ensemble des agences et de gérer les documents de liquidation transmis par ces agences ;
- d'établir un rapport mensuel faisant ressortir toutes les opérations effectuées par les structures de la société des courses.

2. Le département de la centralisation, chargé :

- de centraliser l'ensemble des données portant sur les recettes par type de pari et sur les opérations annexes, notamment les carnets, le droit de timbre et toutes les procédures y afférentes ;
- d'établir les fiches de décomptes, de les transmettre à la direction des finances et de la comptabilité et d'effectuer les calculs des apports par type de pari et de les communiquer aux agences.

3. Le département du contrôle, chargé :

- d'effectuer des contrôles sur l'ensemble du réseau du pari mutuel urbain ;
- d'effectuer des contrôles sur le pari mutuel hippodrome ;
- d'évaluer l'efficacité des mécanismes et méthodes de gestion et de contrôle des paris mutuels urbains et hippodromes ;
- de coordonner les activités des agences en matière de contrôle des paris mutuels ;
- de contrôler sur place et/ou sur pièces toutes les opérations effectuées par les différentes structures du pari mutuel, la comptabilité des agences (liquidation) et l'utilisation de billetterie.

Art. 5. — **La direction de l'administration générale** comprend trois (3) départements :

1. Le département du personnel et des affaires sociales, chargé :

- de gérer les ressources humaines ;
- d'effectuer toute action en matière de prestation sociale.

2. Le département des moyens généraux, chargé :

- de gérer l'ensemble des moyens matériels nécessaires au bon fonctionnement des différentes structures de la société ;
- d'assurer la mise en place des fichiers de gestion des stocks de billetteries.

3. Le département des affaires juridiques et du contentieux, chargé :

— de soutenir, aux plans légal et réglementaire, l'ensemble des actes de gestion de la société ;

— d'assister les différentes structures de la société dans leurs relations ayant un effet contractuel et juridique ;

— de suivre et de proposer au ministère de tutelle les démarches relatives au contentieux ;

— d'étudier et d'aviser les structures sur les modes de passation des contrats ou de conventions passés avec les tiers ;

— de soutenir les actions de la société dans les dossiers se rapportant à la dévolution de ses biens et de son patrimoine.

Art. 6. — **La direction des finances et de la comptabilité** comprend deux (2) départements :

1. Le département du budget et finances, chargé :

— de gérer les finances de la société conformément au budget prévisionnel ;

— d'élaborer des bilans et rapports financiers.

2. Le département de la comptabilité, chargé d'assurer la tenue de la comptabilité de la société.

Art. 7. — **La direction des infrastructures** comprend deux (2) départements :

1. Le département de l'élaboration et du suivi des projets, chargé :

— de prendre en charge le suivi des études des projets ;

— d'élaborer les dossiers technico-administratifs nécessaires à la mise en œuvre des projets ;

— de suivre les contrats de location.

2. Le département des investissements, chargé :

— de suivre la réalisation des investissements ;

— d'élaborer les cahiers de charges.

Art. 8. — **La direction de la communication, de la formation et du marketing** comprend trois (3) départements :

1. Le département de la communication, chargé :

— de la gestion, de l'élaboration, de l'impression et de la diffusion de tout support médiatique écrit, parlé, radiophonique ou télévisuel de la société ;

— de la prise en charge des relations avec les médias nationaux et internationaux.

2. Le département de la formation, chargé de la conception, de la mise en œuvre et du suivi des programmes de formation destinés aux professionnels des courses, des commissaires et des juges des courses hippiques.

3. Le département du marketing, chargé de concevoir toute action visant à valoriser l'activité des courses hippiques et du pari mutuel et d'en assurer la mise en œuvre.

Art. 9. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 24 février 2003.

Saïd BARKAT.

MINISTERE DES FINANCES

Arrêté du 30 Moharram 1424 correspondant au 2 avril 2003 portant désignation des membres de la commission nationale de recours.

Par arrêté du 30 Moharram 1424 correspondant au 2 avril 2003, sont désignés membres de la commission nationale de recours, conformément à l'article 2 du décret exécutif n° 2000-85 du 17 Moharram 1421 correspondant au 22 avril 2000 relatif au fonctionnement de la commission de recours, Mme. et MM. :

— Maïza Mebarka, présidente ;

— Mezzreg Essaid, membre ;

— Medjkouh Améziane, membre.

M. Messibah Mohamed Ouamar est chargé du secrétariat de la commission.

Les dispositions de l'arrêté du 18 Dhou El Hidja 1421 correspondant au 12 février 2001 portant désignation des membres de la commission nationale de recours sont abrogées.

Arrêté du 16 Safar 1427 correspondant au 16 mars 2006 portant nomination des membres du conseil d'administration de la société des courses hippiques et du pari mutuel.

Par arrêté du 16 Safar 1427 correspondant au 16 mars 2006, sont nommés membres du conseil d'administration de la société des courses hippiques et du pari mutuel, pour une durée de trois (3) années, en application des dispositions de l'article 17 du décret exécutif n° 05-164 du 24 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 3 mai 2005 portant réaménagement des statuts de la société des courses hippiques et du pari mutuel, MM. :

- 1 - Abderrahmane Bourad, représentant du ministre de l'agriculture et du développement rural, président ;
- 2 - Rachid Bouguedour, directeur des services vétérinaires ;
- 3 - Fawaz Bouguandoura, représentant du ministre de l'intérieur et des collectivités locales ;
- 4 - Ahmed Lakehal, représentant du ministre des finances ;
- 5 - Abderrezak Bahbou, représentant du ministre de la jeunesse et des sports ;
- 6 - Ibrahim Bendakir, représentant du ministre du commerce ;
- 7 - Nadir Bouzenad, président de la fédération équestre algérienne ;
- 8 - Ahmed Bouakkaz, directeur général par intérim de l'office national du développement des élevages équin et camelin ;
- 9 - Khaled Saâdi, représentant des commissaires de la société des courses ;
- 10 - Abderrahmane Kadri, représentant des associations nationales de propriétaires de chevaux de course ;
- 11 - un représentant des associations nationales de propriétaires de dromadaires de course ;
- 12 - Mounir Guehiouche, représentant des jockeys et drivers ;
- 13 - Rachid Fouzer, représentant des entraîneurs.

MINISTERE DE LA CULTURE

Arrêté du Aouel Safar 1427 correspondant au 1er mars 2006 fixant la liste nominative du conseil d'administration de l'orchestre symphonique national.

Par arrêté du Aouel Safar 1427 correspondant au 1er mars 2006, la liste nominative du conseil d'administration de l'orchestre symphonique national est fixée, en application des dispositions de l'article 14 du décret exécutif n° 92-291 du 7 juillet 1992 portant création de l'orchestre symphonique national comme suit, Mmes et MM. :

- Noureddine Lardjane, représentant du ministre chargé de la culture, président ;
- Abderezak Sari, représentant du ministre chargé des finances ;
- Abdelali Arare, représentant du ministre chargé de la jeunesse et des sports ;

- Mohamed Boulifa, docteur en musicologie ;
- Mokdad Zerrouk, chef d'orchestre ;
- Nachid Baradaï, chef d'orchestre ;
- Rabeah Kadem, président de l'association culturelle "Naghham" ;
- Ali Nadji, président de l'association culturelle "Ismailia" ;
- Setti Mokrane, directrice de l'institut national supérieur de musique ;
- Houria Zoghbi, directrice du ballet national.

L'arrêté du 7 Joumada El Oula 1419 correspondant au 29 août 1998 fixant la composition nominative du conseil d'administration de l'orchestre symphonique national est abrogé.

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

Arrêté interministériel du 20 Safar 1427 correspondant au 20 mars 2006 fixant l'organisation administrative du centre universitaire et la nature de ses services techniques communs.

Le Chef du Gouvernement,

Le ministre des finances,

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,

Vu le décret présidentiel n° 04-136 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 05-299 du 11 Rajab 1426 correspondant au 16 août 2005 fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement du centre universitaire, notamment son article 8 ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application de l'article 8 du décret exécutif n° 05-299 du 11 Rajab 1426 correspondant au 16 août 2005, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer l'organisation administrative du centre universitaire et la nature de ses services techniques communs.

CHAPITRE I

DE LA DIRECTION DU CENTRE UNIVERSITAIRE

Art. 2. — La direction du centre universitaire est placée sous la responsabilité d'un directeur assisté :

- du directeur adjoint des études de graduation, de la formation continue et des diplômes,
- du directeur adjoint de la post-graduation, de la recherche scientifique et des relations extérieures,
- du directeur adjoint du développement et de la prospective,
- d'un secrétaire général,
- du directeur de la bibliothèque centrale.

Décision du 8 Rajab 1427 correspondant au 2 août 2006 fixant la date d'ouverture du bureau de douane d'El Meniaa.

— — — —

Le directeur général des douanes,

Vu la loi n° 79-07 du 21 juillet 1979, modifiée et complétée, portant code des douanes, notamment son article 32 ;

Vu le décret exécutif n° 91-76 du 16 mars 1991, modifié et complété, relatif à l'organisation et au fonctionnement des services extérieurs de l'administration des douanes ;

Vu l'arrêté du 6 Rajab 1424 correspondant au 3 septembre 2003 modifiant l'arrêté du 16 Joumada Ethania 1419 correspondant au 7 octobre 1998 fixant l'implantation et la compétence territoriale des directions régionales et des inspections divisionnaires des douanes ;

Vu la décision du 7 août 1991, modifiée et complétée, portant classement des recettes des douanes ;

Vu la décision du 13 Chaoual 1420 correspondant au 19 janvier 2000, modifiée et complétée, relative aux bureaux de douane ;

Vu la décision du 16 Rajab 1426 correspondant au 21 août 2005 portant création d'un bureau de douane à El Goléa, notamment son article 6 ;

Décide :

Article 1er. — La date d'ouverture du bureau de douane d'El Meniaa, code comptable 47.202, créé par la décision du 16 Rajab 1426 correspondant au 21 août 2005, susvisée, est fixée au 2 septembre 2006.

Art. 2. — Le directeur régional des douanes à Ouargla est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 Rajab 1427 correspondant au 2 août 2006.

Mohamed Abdou BOUDERBALA

MINISTERE DU COMMERCE

Arrêté du 18 Joumada El Oula 1427 correspondant au 14 juin 2006 portant modification de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des personnels de l'administration centrale du ministère du commerce.

— — — —

Par arrêté du 18 Joumada El Oula 1427 correspondant au 14 juin 2006, l'arrêté du 26 Ramadhan 1426 correspondant au 9 novembre 2004 portant composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des personnels de l'administration centrale du ministère du commerce, est modifié comme suit :

“Messieurs Telli Safi et Amara Omar sont désignés représentants de l'administration aux commissions paritaires compétentes à l'égard des personnels de l'administration centrale du ministère du commerce en remplacement de Madame Kherfi Rabéa et Monsieur Cheikh Abderahmane”.

La présidence des commissions paritaires est assurée conformément aux dispositions de l'article 11 du décret n° 84-10 du 14 janvier 1984 fixant la compétence, la composition, l'organisation et le fonctionnement des commissions paritaires.

— — — — ★ — — — —

Arrêté du 18 Joumada El Oula 1427 correspondant au 14 juin 2006 portant modification de la composition de la commission de recours compétente à l'égard des personnels de l'administration centrale du ministère du commerce.

— — — —

Par arrêté du 18 Joumada El Oula 1427 correspondant au 14 juin 2006, l'arrêté du 26 Ramadhan 1426 correspondant au 9 novembre 2004 portant composition de la commission de recours compétente à l'égard des personnels de l'administration centrale du ministère du commerce est modifié comme suit :

“Messieurs Telli Safi, Amara Omar et Aoussat Rachid sont désignés représentants de l'administration à la commission de recours compétente à l'égard des personnels de l'administration centrale du ministère du commerce en remplacement de Madame Kherfi Rabéa, Messieurs Cheikh Abderahmane et Mansouri Hocine”.

La présidence de la commission de recours est assurée conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 84-10 du 14 janvier 1984 fixant la compétence, la composition, l'organisation et le fonctionnement des commissions paritaires.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté du 24 Joumada Ethania 1427 correspondant au 20 juillet 2006 modifiant l'arrêté du 16 Safar 1427 correspondant au 16 mars 2006 portant nomination des membres du conseil d'administration de la société des courses hippiques et du pari mutuel.

— — — —

Par arrêté du 24 Joumada Ethania 1427 correspondant au 20 juillet 2006, l'arrêté du 16 Safar 1427 correspondant au 16 mars 2006 portant nomination des membres du conseil d'administration de la société des courses hippiques et du pari mutuel, est modifié comme suit :

“Sont nommés membres (sans changement jusqu'à).

7 – Nadir Bouzenad, représentant du président de la fédération équestre algérienne.....

.....(le reste sans changement).....”.

procéder à l'élection d'une nouvelle assemblée populaire communale composée de quinze (15) membres.

Art. 2. — Les fonctionnaires et agents de l'Etat et des collectivités locales de la circonscription concernée et nécessaires au déroulement des élections, seront requis, conformément aux dispositions du décret n° 84-298 du 13 octobre 1984 susvisé, pour la période du scrutin.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 janvier 1988.

Chadli BENDJEDID.

Décret n° 88-04 du 5 janvier 1988 portant création d'un Centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique (C.N.I.A.A.G.).

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152,

Vu l'ordonnance n° 75-35 du 29 février 1975 portant plan comptable national ;

Vu la loi n° 80-04 du 1er mars 1980 relative à l'exercice de la fonction de contrôle par l'Assemblée populaire nationale ;

Vu la loi n° 80-05 du 1er mars 1980, modifiée et complétée, relative à l'exercice de la fonction de contrôle par la Cour des comptes ;

Vu le décret n° 65-259 du 14 octobre 1965 fixant les obligations et les responsabilités des comptables ;

Vu le décret n° 65-260 du 14 octobre 1965 fixant les conditions de nomination des comptables publics ;

Vu le décret n° 80-53 du 1er mars 1980 portant création de l'inspection générale des finances ;

Vu le décret n° 84-118 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche et celles du vice-ministre chargé de la pêche ;

Décrète :

TITRE I

DENOMINATION - SIEGE - OBJET

Article 1er. — Il est créé, sous la dénomination de « Centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique », par abréviation « C.N.I.A.A.G. » ci-dessous désigné « le Centre », un établissement public à caractère industriel et commercial, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Le centre, qui est réputé commerçant dans ses relations avec le tiers, est régi par la législation en vigueur et par les présents statuts.

Art. 2. — Le centre est placé sous la tutelle du ministre chargé de l'agriculture et son siège est fixé à Baba Ali, wilaya de Blida.

Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national par décret pris sur rapport du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 3. — Dans le cadre de la politique nationale de développement de la production animale, le centre est chargé de la promotion des activités d'insémination artificielle et de l'amélioration génétique.

Art. 4. — En matière d'insémination artificielle, le centre est chargé notamment :

- de la production, du conditionnement, du contrôle sanitaire et hygiénique, du stockage et de la distribution des semences bovines, ovines, caprines, équines, camelines des animaux des petits élevages et autres,

- de la constitution d'une banque nationale des semences animales,

- de la constitution sélective, du contrôle et de la gestion des lignées de géniteurs,

- du contrôle sanitaire et hygiénique des géniteurs, du diagnostic et traitement des troubles de reproduction des animaux mâles et femelles concernés par l'insémination artificielle,

- du suivi et du contrôle des activités d'insémination artificielle sur le territoire national,

- de l'établissement d'un recensement des effectifs des différentes espèces animales concernées par l'insémination artificielle,

- de la réalisation des programmes d'approvisionnement en semences et matériel d'insémination artificielle, arrêtés en concertation avec les institutions et organismes concernés,

- de l'élaboration des programmes d'insémination artificielle et de leur mise en œuvre.

Art. 5. — En matière d'amélioration génétique, le centre est chargé notamment :

- de l'organisation, du suivi et du contrôle des performances génétiques et du choix des géniteurs,

- de la prospection, de la sélection des géniteurs, et de la mise en œuvre des moyens de conservation et d'amélioration génétique des espèces animales,

- de l'élaboration et de la tenue des livres généalogiques, à son initiative ou en participation avec les organismes spécialisés concernés,

- de l'utilisation de la semence conformément à un programme génétique dûment établi et d'en évaluer les résultats.

Art. 6. — Le centre est chargé d'organiser et de fournir l'assistance aux éleveurs concernés par son activité.

Dans ce cadre :

— il contribue, en relation avec les institutions intéressées, à la diffusion des techniques en rapport avec son objet par l'organisation de campagnes de vulgarisation,

— il participe à l'élaboration des programmes d'enseignement et de formation professionnelle ainsi qu'à l'organisation de stages de recyclage et de perfectionnement en faveur des éleveurs et des producteurs.

Art. 7. — Le centre entreprend tous travaux de recherche et d'expérimentation ayant trait à l'insémination artificielle, à l'amélioration génétique et à la biologie de la reproduction.

Art. 8. — Le centre contribue à l'élaboration des textes réglementaires et des normes relatifs au contrôle des performances des géniteurs, à la mise en œuvre des techniques de production et aux conditions d'importation et d'exportation de géniteurs, de semences, d'embryons et de matériel, produits et équipements nécessaires aux activités liées à son objet.

Art. 9. — Pour la réalisation de ses missions, le centre est habilité :

— à se doter des moyens matériels d'intervention, des laboratoires et d'ateliers de recherches et d'expérimentation,

— à initier et à concourir à l'organisation de manifestations techniques, scientifiques, expositions, séminaires et colloques ayant trait à son objet,

— à procéder ou à assurer le contrôle des opérations d'importation et d'exportation des géniteurs, des semences, des embryons et des matériels et équipements spécialisés ayant trait à son objet,

— à conclure, après approbation de l'autorité de tutelle, tous marchés, conventions ou accords relatifs à son programme d'activités avec les organismes nationaux ou étrangers et ce, conformément à la réglementation en vigueur.

TITRE II

ORGANISATION - FONCTIONNEMENT

Art. 10. — Le centre est administré par un conseil d'orientation et géré par un directeur général.

Chapitre I

Le conseil d'orientation

Art. 11. — Le conseil d'orientation délibère, notamment, sur les questions suivantes :

— l'organisation et le fonctionnement du centre,

— les plans et programmes annuels et pluriannuels ainsi que le bilan d'activité de l'année écoulée,

— il étudie et propose toutes mesures visant à améliorer le fonctionnement du « Centre » et à favoriser la réalisation de ses objectifs,

— il donne son avis sur toutes questions qui lui sont soumises par le directeur général du « Centre »,

— les programmes annuels et pluriannuels des investissements,

— les comptes d'exploitation prévisionnels ainsi que les recettes et les dépenses du centre,

— les conditions générales de passation des marchés, des accords et des conventions,

— les projets de constructions, d'acquisition, d'aliénation et d'échanges d'immeubles,

— l'acceptation et l'affectation des dons et legs,

— les mesures à proposer à l'autorité de tutelle et susceptibles de promouvoir, de développer et d'orienter les différents domaines d'activité du centre.

Art. 12. — Le conseil d'orientation est composé comme suit :

— le ministre chargé de l'agriculture ou son représentant, président,

— le représentant du ministre des finances,

— le représentant du ministre de l'enseignement supérieur,

— le représentant du ministre de l'hydraulique, des forêts et de la pêche,

— le représentant du ministre du commerce,

— le représentant du Haut commissaire à la recherche,

— le représentant de l'Union nationale des paysans algériens,

— le représentant de l'Union médicale algérienne.

Le directeur général et l'agent comptable du centre assistent aux réunions du conseil à titre consultatif.

Le conseil d'orientation peut faire appel à toute personne jugée compétente pour les questions à débattre ou susceptibles de l'éclairer dans ses délibérations.

Art. 13. — Les fonctions de membre du conseil d'orientation sont gratuites ; toutefois, les frais de déplacement et de séjour supportés par ses membres, à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions sont remboursées conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 14. — Le conseil d'orientation se réunit, sur convocation de son président, en session ordinaire, au moins une (1) fois par an.

Il peut se réunir en session extraordinaire, à la demande soit de son président, soit du tiers de ses membres.

Le président établit l'ordre du jour sur proposition du directeur général.

Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour sont adressées quinze (15) jours au moins avant la date de la réunion. Ce délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires sans être inférieur à huit (8) jours.

Le conseil d'orientation ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres au moins est présente.

Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion a lieu dans un délai de huit (8) jours, suivant la date antérieurement projetée.

Dans ce cas, les délibérations sont valables, quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 15. — Les décisions du conseil d'orientation sont adoptées à la majorité simple des membres présents.

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 16. — Les délibérations du conseil d'orientation sont soumises à l'approbation de l'autorité de tutelle dans les quinze (15) jours qui suivent leur adoption.

Chapitre II

LE DIRECTEUR GENERAL

Art. 17. — Le directeur général du Centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique est nommé par décret pris sur proposition du ministre de tutelle.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art. 18. — Le directeur général est chargé d'assurer la gestion du centre dans le cadre de la réglementation en vigueur.

A ce titre :

- il prépare les réunions du conseil d'orientation,
- il établit les rapports d'activité qu'il présente à l'autorité de tutelle,
- il établit le budget prévisionnel, l'exécute et réalise les recettes et les dépenses,
- il passe tous marchés, conventions et accords en rapport avec les programmes d'activité du « Centre » sauf ceux pour lesquels une approbation de l'autorité de tutelle est nécessaire,
- il représente le « Centre » en justice et dans tous les actes de la vie civile ;

Il nomme, dans le cadre de la réglementation en vigueur, aux emplois pour lesquels un autre mode de nomination n'est pas prévu,

Il exerce l'autorité hiérarchique sur l'ensemble des personnels du centre,

Il peut déléguer sa signature à ses principaux collaborateurs dans les limites de leurs attributions.

Chapitre III

LES STRUCTURES DU CENTRE

Art. 19. — Pour la réalisation des missions qui lui sont assignées par ses présents statuts, le centre dispose de services centraux et de services décentralisés.

Art. 20. — L'organisation interne du centre est fixée par arrêté du ministre de tutelle.

Toutefois, les services décentralisés sont créés et organisés, en tant que de besoin, par arrêté du ministre de tutelle.

TITRE III

DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 21. — Le centre est doté d'un fonds initial dont le montant est fixé à 3.000.000 DA.

Art. 22. — Toute modification ultérieure du fonds initial du centre intervient par arrêté conjoint du ministre de tutelle et du ministre des finances.

Art. 23. — Les comptes du centre sont tenus en la forme commerciale conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 75-35 du 29 avril 1975 portant plan comptable national.

La tenue de la comptabilité et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé ou agréé par le ministre des finances et exerçant ses fonctions conformément aux dispositions des décrets n°s 65-259 et 65-260 du 14 octobre 1965 susvisés.

L'agent comptable peut, sous sa responsabilité et dans les conditions fixées par les décrets susvisés, déléguer sa signature à un ou plusieurs mandataires après agrément du directeur général.

Art. 24. — Le bilan, le compte d'exploitation général, le compte des résultats, le compte d'affectation des résultats et le rapport annuel d'activité de l'exercice écoulé, accompagnés des avis et recommandations du conseil d'orientation, sont déposés auprès des autorités concernées et au greffe de la Cour des comptes, dans les conditions réglementaires en vigueur.

Art. 25. — Le projet de budget et des comptes d'exploitation prévisionnels du centre est soumis, après délibération du conseil d'orientation, à l'approbation conjointe de l'autorité de tutelle et du ministre des finances avant le début de l'exercice auquel ils se rapportent conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 26. — Le budget du centre comprend :

En recettes :

- les produits de ses opérations commerciales,
- les recettes accessoires et produits divers,
- les emprunts contractés dans le cadre de la réglementation en vigueur,
- les dons et legs,
- les subventions de l'Etat, des collectivités locales et des organismes nationaux et étrangers.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement,
- les dépenses d'équipement,
- toutes autres dépenses nécessaires au fonctionnement du centre.

Art. 27. — Le centre est soumis, aux contrôles prévus par la législation en vigueur.

Art. 28. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 janvier 1988.

Chadli BENDJEDID

Vu le décret exécutif n° 03-137 du 21 Moharram 1424 correspondant au 24 mars 2003 fixant les attributions du ministre du travail et de la sécurité sociale ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de fixer les règles de désignation des membres et les modalités de fonctionnement de la commission d'invalidité de wilaya en matière de sécurité sociale en application des dispositions de l'article 85 de la loi n° 83-15 du 2 juillet 1983, susvisée, désignée ci-après "la commission".

Art. 2. — Les membres de la commission cités ci-dessous sont nommés pour une durée de quatre (4) ans, renouvelable par arrêté du ministre chargé de la sécurité sociale, sur proposition des autorités et des organismes dont ils relèvent :

— un conseiller à la Cour, président, désigné par le président de la Cour territorialement compétente,

— un médecin expert, désigné par le directeur de santé de wilaya sur la base d'une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé, après avis du conseil de déontologie médicale,

— un représentant du ministre chargé de la sécurité sociale, désigné parmi les agents relevant du secteur de la sécurité sociale,

— deux (2) représentants des travailleurs salariés dont un (1) du secteur public sur proposition de l'organisation syndicale des travailleurs salariés la plus représentative au plan national,

— un représentant des travailleurs non-salariés, sur proposition de l'organisation professionnelle regroupant le plus d'affiliés au régime des non-salariés au plan national.

En cas d'interruption du mandat de l'un des membres de la commission, il est procédé à son remplacement, dans les mêmes formes pour la durée restante du mandat.

Art. 3. — La commission peut faire appel à toute personne compétente susceptible de l'aider dans ses travaux.

Art. 4. — La commission se réunit au siège de l'agence de la caisse nationale des assurances sociales, autant de fois que de besoin, sur convocation de son président.

Art. 5. — Le secrétariat de la commission est assuré par un agent ayant la qualité de médecin-conseil désigné par le directeur général de l'organisme de sécurité sociale concerné.

Le siège du secrétariat de la commission est fixé au niveau de l'agence de la caisse nationale des assurances sociales de la wilaya concernée.

Art. 6. — Les procès-verbaux des réunions de la commission sont communiqués par son président au directeur de l'agence de sécurité sociale concernée, dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de la tenue de la réunion de la commission.

Les décisions de la commission sont signées par le président. Elles sont notifiées aux parties concernées par le secrétaire dans un délai de vingt (20) jours contre accusé de réception.

Art. 7. — La commission élabore et adopte son règlement intérieur conformément au règlement intérieur type fixé par arrêté du ministre chargé de la sécurité sociale.

Art. 8. — Les membres de la commission ainsi que les médecins experts chargés de l'examen des dossiers sont tenus au secret professionnel.

Art. 9. — L'organisme de sécurité sociale met à la disposition de la commission les moyens matériels et humains indispensables à son fonctionnement.

Art. 10. — Les membres de la commission perçoivent une indemnité de présence d'un montant de mille dinars (1000 DA) pour chaque séance.

Les médecins experts perçoivent des honoraires fixés à mille cinq cents dinars (1500 DA) par dossier .

Art. 11. — Les frais découlant de l'application de l'article 10 ci-dessus sont pris en charge par la caisse nationale des assurances sociales et supportés par la caisse nationale des assurances sociales et la caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés *au prorata* des dossiers traités et relevant de leurs compétences respectives.

Art. 12. — La commission est tenue d'adresser au ministre chargé de la sécurité sociale un rapport d'activités annuel.

Art. 13. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 6 Chaoual 1426 correspondant au 8 novembre 2005.

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

Décret exécutif n° 05-434 du 8 Chaoual 1426 correspondant au 10 novembre 2005 modifiant et complétant le décret n° 88-04 du 5 janvier 1988 portant création d'un centre de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce ;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988, modifiée, portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques ;

Vu le décret n° 88-04 du 5 janvier 1988 portant création d'un centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique ;

Vu le décret présidentiel n° 04-136 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions du décret n° 88-04 du 5 janvier 1988, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de *l'article 2* du décret n° 88-04 du 5 janvier 1988, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

“Art. 2. — Le centre est placé sous la tutelle du ministre chargé de l'agriculture et son siège est fixé à la wilaya d'Alger”.

..... (Le reste sans changement)

Art. 3. — Les dispositions de *l'article 4* du décret n° 88-04 du 5 janvier 1988, susvisé, sont complétées comme suit :

“Art. 4. —

— de la constitution d'un stock national de sécurité de semences animales”.

..... (Le reste sans changement)

Art. 4. — Les dispositions de *l'article 5* du décret n° 88-04 du 5 janvier 1988, susvisé, sont complétées comme suit :

“Art. 5. —

— de l'introduction des techniques de cryoconservation des races pour la sauvegarde et le développement des races locales bovine, ovine, caprine, équine, cameline, des races des petits élevages et toutes autres races d'animaux domestiques ou sauvages pour la conservation de la race”.

..... (Le reste sans changement)

Art. 5. — Les dispositions de *l'article 10* du décret n° 88-04 du 5 janvier 1988, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

“Art. 10. — Le centre est administré par un conseil d'administration et dirigé par un directeur général”.

..... (Le reste sans changement)

CHAPITRE I

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Art. 6. — Les dispositions de *l'article 11* du décret n° 88-04 du 5 janvier 1988, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

“Art. 11. — Le conseil d'administration délibère sur les matières suivantes :

— le statut et la rémunération du personnel du centre ;

— l'organisation et le fonctionnement du centre ;

— l'examen et l'approbation du règlement intérieur du centre ;

— les programmes annuels et pluriannuels des actions du centre ;

— les conditions générales de passation des marchés, des accords et des conventions ;

— les projets de budgets et les comptes du centre ;

— les projets de construction, d'acquisition, d'aliénation et d'échange d'immeubles ;

— l'acceptation et l'affectation des dons et legs ;

— les mesures propres à améliorer le fonctionnement du centre et à favoriser la réalisation de ses objectifs”.

Art. 7. — Les dispositions de *l'article 12* du décret n° 88-04 du 5 janvier 1988, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

“Art. 12. — Le conseil d'administration comprend :

— le représentant du ministre de tutelle, président ;

— le représentant du ministre chargé des finances ;

— le représentant du ministre chargé du commerce ;

— le représentant du ministre chargé de la santé ;

— le représentant du ministre chargé de l'environnement ;

— le représentant de l'institut national de médecine vétérinaire ;

— le représentant de l'institut national de la recherche agronomique d'Algérie ;

— le représentant de l'institut technique des élevages ;

— le président de la chambre nationale de l'agriculture ou son représentant.

Le conseil d'administration peut faire appel à toute personne pouvant l'éclairer dans ses travaux.

Le directeur général assiste aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

Le secrétariat du conseil d'administration est assuré par les services du centre”.

Art. 8. — Les dispositions de *l'article 13* du décret n° 88-04 du 5 janvier 1988, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

“Art. 13. — Les membres du conseil d'administration sont désignés, sur proposition des autorités dont ils relèvent, par arrêté du ministre chargé de l'agriculture pour une période renouvelable de trois (3) années.

En cas de vacance d'un poste de membre du conseil d'administration, ce dernier est pourvu au plus tard un (1) mois après la constatation de la vacance, dans les mêmes formes que celles prévues ci-dessus”.

Art. 9. — Les dispositions de *l'article 14* du décret n° 88-04 du 5 janvier 1988, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

“*Art. 14.* — Le conseil d'administration se réunit en session ordinaire, sur convocation de son président, deux (2) fois par an.

Il peut, en outre, se réunir en session extraordinaire à la demande de son président ou des deux tiers (2/3) de ses membres.

Le conseil d'administration élabore et adopte son règlement intérieur lors de sa première session.

Le président établit l'ordre du jour des sessions du conseil, sur proposition du directeur général du centre. Les convocations sont adressées aux membres du conseil d'administration au moins quinze (15) jours avant la date de la réunion.

Ce délai est réduit pour les sessions extraordinaires, sans être inférieur à huit (8) jours”.

Art. 10. — Les dispositions de *l'article 15* du décret n° 88-04 du 5 janvier 1988, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

“*Art. 15.* — Le conseil d'administration ne délibère valablement qu'en présence des deux tiers (2/3) de ses membres. Si le *quorum* n'est pas atteint, il se réunit valablement après une deuxième convocation et délibère quel que soit le nombre des membres présents.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des voix des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante”.

Art. 11. — Les dispositions de *l'article 16* du décret n° 88-04 du 5 janvier 1988, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

“*Art. 16.* — Les délibérations du conseil d'administration donnent lieu à l'établissement de procès-verbaux signés par le président du conseil d'administration et inscrits sur un registre spécial, coté et paraphé. Ils sont adressés dans les huit (8) jours qui suivent les délibérations à l'autorité de tutelle”.

Art. 12. — Les dispositions de *l'article 17* du décret n° 88-04 du 5 janvier 1988, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

“*Art. 17.* — Le directeur général du centre est nommé par décret sur proposition du ministre chargé de l'agriculture. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes”.

Art. 13. — Les dispositions de *l'article 18* du décret n° 88-04 du 5 janvier 1988, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

“*Art. 18.* — Le directeur général du centre est responsable du fonctionnement général du centre et en assure la gestion dans le cadre de la réglementation en vigueur.

A ce titre :

- il élabore les programmes d'activité du centre et les soumet au conseil d'administration ;
- il est ordonnateur du budget du centre ;
- il passe tous les marchés, accords et conventions ;
- il prépare les réunions du conseil d'administration et suit l'exécution de ses décisions approuvées ;
- il agit au nom du centre et le représente en justice et dans tous les actes de la vie civile ;
- il exerce l'autorité hiérarchique sur l'ensemble du personnel du centre et nomme à tous les emplois pour lesquels un autre mode de nomination n'est pas prévu ;
- il établit les rapports à présenter au conseil d'administration et transmet les procès-verbaux des délibérations pour approbation à l'autorité de tutelle et en assure la mise en œuvre ;
- il établit le rapport annuel d'activités qu'il adresse au ministre chargé de l'agriculture après approbation du conseil d'administration ;
- il peut déléguer sa signature à ses proches collaborateurs.”

Art. 14. — Les dispositions de *l'article 23* du décret n° 88-04 du 5 janvier 1988, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

“*Art. 23.* — La comptabilité du centre est tenue en la forme commerciale conformément à la réglementation en vigueur.

Elle est tenue selon les règles de la comptabilité publique dans le cadre des crédits qui lui sont délégués par l'Etat.”

Art. 15. — Les dispositions de *l'article 25* du décret n° 88-04 du 5 janvier 1988, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

“*Art. 25.* — Le budget du centre est établi par le directeur général du centre et présenté au conseil d'administration qui en délibère. Il est ensuite soumis à l'approbation de l'autorité concernée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur”.

Art. 16. — Les dispositions de *l'article 26* du décret n° 88-04 du 5 janvier 1988, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

“*Art. 26.* — Le budget du centre comporte un titre en recettes et un titre en dépenses.

1. En recettes :

- les produits provenant de ses activités ;
- les contributions de l'Etat au titre des sujétions de service public ;
- les emprunts contractés ;
- les dons et legs.

2. En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement et d'exploitation ;
- les dépenses d'investissement ;
- toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation de ses objectifs”.

Art. 17. — Le centre assure une mission de service public, conformément au cahier des charges des sujétions de service public annexé au présent décret.

Art. 18. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 Chaoual 1426 correspondant au 10 novembre 2005.

Ahmed OUYAHIA.

ANNEXE

CAHIER DES CHARGES DES SUJETIONS DE SERVICE PUBLIC DU CENTRE NATIONAL DE L'INSEMINATION ARTIFICIELLE ET DE L'AMELIORATION GENETIQUE

Article 1er. — Le centre a pour missions de service public :

1 — de garantir la disponibilité de semences et d'embryons sélectionnés, constituant un stock stratégique de sécurité et dont l'utilisation ne peut être opérée que sur instruction du ministre chargé de l'agriculture et aux conditions financières et techniques qu'il définit.

2 — de maintenir des structures permanentes d'amélioration génétique même lorsque les recettes du centre ne le permettent pas. Dans ce cas, le différentiel entre la capacité de financement du centre et le coût réel de l'amélioration génétique constituent une sujétion de service public.

Art. 2. — Le centre perçoit une rémunération en contrepartie des sujétions de service public mise à sa charge par le présent cahier des charges.

Art. 3. — Pour chaque exercice le centre adresse, au ministre de tutelle avant le 30 avril de chaque année, l'évaluation des montants qui devront lui être alloués pour la couverture des charges réelles induites par les sujétions de service public qui lui sont imposées par le présent cahier des charges.

Les dotations de crédits sont arrêtées par le ministre de tutelle en accord avec le ministre chargé des finances lors de l'élaboration du budget de l'Etat.

Les dotations peuvent faire l'objet d'une révision en cours d'exercice, au cas où de nouvelles dispositions réglementaires modifient les sujétions à la charge du centre.

Art. 4. — Les contributions dues par l'Etat en contrepartie de la prise en charge par le centre des sujétions de service public sont versées à ce dernier, conformément aux procédures établies en la matière et par la réglementation en vigueur.

Art. 5. — Les contributions de l'Etat doivent faire l'objet d'une comptabilité distincte.

Art. 6. — Un bilan d'utilisation des contributions de l'Etat doit être transmis au ministre des finances à la fin de chaque exercice budgétaire.

Art. 7. — Le centre établit pour chaque année le budget pour l'exercice suivant. Ce budget comporte :

— le bilan et les comptes des résultats comptables prévisionnels avec les engagements du centre vis-à-vis de l'Etat ;

— un programme physique et financier d'investissement ;

— un plan de financement.

Art. 8. — Les contributions annuelles arrêtées au titre du présent cahier des charges des sujétions de service public sont inscrites au budget du ministère de tutelle, conformément aux procédures établies par la législation et la réglementation en vigueur.

-----★-----

**Décret exécutif n° 05-435 du 8 Chaoual 1426
correspondant au 10 novembre 2005 portant
création d'une chambre d'agriculture dans la
wilaya de Tindouf.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu le décret présidentiel n° 04-136 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 91-38 du 16 février 1991, modifié et complété, portant statut général des chambres d'agriculture, notamment son article 6 ;

Décète :

Article 1er. — Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret exécutif n° 91-38 du 16 février 1991, modifié et complété, susvisé, il est créé une chambre d'agriculture dans la wilaya de Tindouf.

Art. 2. — Le siège de la chambre d'agriculture est fixé dans la ville de Tindouf.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 Chaoual 1426 correspondant au 10 novembre 2005.

Ahmed OUYAHIA.

MINISTERE DES TRANSPORTS

Arrêté interministériel du 2 Dhou El Kaada 1423 correspondant au 4 janvier 2003 fixant la liste des aérodromes mixtes d'Etat.

Le ministre de la défense nationale,

Le ministre des transports ;

Vu le décret présidentiel n° 94-46 du 24 Chaâbane 1414 correspondant au 5 février 1994 portant délégation de signature au Chef d'Etat major de l'Armée nationale populaire ;

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 89-165 du 29 août 1989 fixant les attributions du ministre des transports ;

Vu le décret exécutif n° 01-287 du 6 Rajab 1422 correspondant au 24 septembre 2001 fixant les conditions d'utilisation et d'administration des aérodromes mixtes d'Etat ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 18 du décret exécutif n° 01-287 du 6 Rajab 1422 correspondant au 24 septembre 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer la liste des aérodromes mixtes d'Etat.

Art. 2. — La liste des aérodromes mixtes d'Etat ainsi que leurs utilisateurs tant principal que secondaire sont fixés conformément à l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 2 Dhou El Kaada 1423 correspondant au 4 janvier 2003.

Pour le ministre
de la défense nationale
et par délégation

Le ministre
des transports

*Le chef d'état-major
de l'armée nationale populaire*

Abdelmalek SELLAL

Le général de corps d'Armée
Mohamed LAMARI.

ANNEXE

AÉRODROMES	UTILISATEUR PRINCIPAL	UTILISATEUR SECONDAIRE
Béchar/Boudeghane Ben Ali Lotfi	Aviation militaire	Aviation civile
Biskra/ Mohamed Khider	Aviation militaire	Aviation civile
Bou-Saada/Aïn Eddis	Aviation civile	Aviation militaire
Chlef	Aviation militaire	Aviation civile
Ouargla/Aïn Beida	Aviation militaire	Aviation civile
Sétif 8 mai 1945	Aviation militaire	Aviation civile
Tamenghasset/ Aguenar	Aviation civile	Aviation militaire
Tindouf	Aviation militaire	Aviation civile

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté du 2 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 3 février 2003 portant organisation interne du centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique (CNIAAG).

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 88-04 du 5 janvier 1988 portant création du centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique (CNIAAG), notamment son article 20 ;

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 20 du décret n° 88-04 du 5 janvier 1988, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer l'organisation interne du centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique (CNIAAG) dénommé ci-après "le centre".

Art. 2. — Sous l'autorité du directeur général auquel est rattaché l'inspecteur général, l'organisation interne du centre comprend les structures suivantes :

- 1 — le département de l'administration des moyens et de la commercialisation ;
- 2 — le département des finances et de la comptabilité ;
- 3 — le département de la formation, de la vulgarisation et des études des projets ;
- 4 — le département des activités de l'insémination artificielle et du contrôle ;
- 5 — le département de la production de semence d'embryons et de l'amélioration génétique ;
- 6 — les antennes régionales.

Art. 3. — Le département de l'administration des moyens et de la commercialisation est chargé :

- de la gestion du personnel ;
- de la gestion des moyens généraux ;
- de l'élaboration du budget de fonctionnement et d'équipement du centre ;
- de la gestion commerciale des produits et marchandises ;
- de la coordination des opérations commerciales avec les antennes régionales.

Il comprend quatre (4) services :

- 1 — le service du personnel ;
- 2 — le service des moyens généraux ;
- 3 — le service du budget ;
- 4 — le service de la commercialisation.

Art. 4. — Le département des finances et de la comptabilité est chargé :

- d'arrêter les plans de financement du siège, des unités de production et des projets ;
- de la tenue des comptes du siège, des unités de production et des projets.

Il comprend deux (2) services :

- 1 — le service des finances ;
- 2 — le service de la comptabilité.

Art. 5. — Le département de la formation, de la vulgarisation et des études des projets est chargé :

- d'initier les projets de développement en relation avec les départements techniques concernés ;
- de préparer et de mettre en œuvre les programmes annuels et pluriannuels d'investissement ;
- de préparer les programmes de formation, de perfectionnement et de recherche ;
- de mettre en œuvre et d'élargir les capacités de vulgarisation en matière de promotion des élevages bovin, ovin, caprin, équin, camelin et des petits élevages.

Il comprend deux (2) services :

- 1 — le service des études des projets ;
- 2 — le service de la formation, de la vulgarisation et de recherche.

Art. 6. — Le département des activités d'insémination artificielle et du contrôle est chargé :

- d'élaborer les programmes d'activités d'insémination artificielle et d'assurer leur mise en œuvre ;
- de suivre et de contrôler les activités de l'insémination artificielle sur le territoire national ;
- de contrôler les circuits d'insémination artificielle ;
- d'organiser les concours et manifestations techniques et scientifiques ;
- de suivre les activités des antennes d'insémination artificielle et contrôler périodiquement la semence distribuée.

Il comprend deux (2) services :

- 1 — le service de l'insémination artificielle bovine ;
- 2 — le service de l'insémination artificielle ovine, caprine, équine, cameline et des petits élevages.

Art. 7. — Le département de la production de semence d'embryons et de l'amélioration génétique est chargé :

- de diriger techniquement les activités de production de semence d'embryons ainsi que celle de l'amélioration génétique ;
- de veiller au contrôle des protocoles techniques de production de semences congelées, de la récolte au conditionnement et au stockage ;
- du suivi de la production des fourrages et grains destinés à l'alimentation des géniteurs d'insémination ;
- de suivre les itinéraires techniques les plus adéquats pour la production de fourrage vert et sec ainsi que l'application de la rotation culturale ;
- de la sélection des géniteurs, de la conservation et de l'amélioration génétique des espèces animales.

Il comprend quatre (4) services :

- 1 — le service de la production des semences ;
- 2 — le service de la production des embryons ;
- 3 — le service de l'amélioration génétique ;
- 4 — le service de l'exploitation agricole.

Art. 8. — Les antennes régionales sont chargées :

- de l'approvisionnement des inséminateurs en matériels et produits spécifiques à leur activité ;
- du suivi et du contrôle des circuits d'insémination artificielle au niveau des régions ;

— de la formation des futurs inséminateurs et du recyclage de ceux opérationnels en collaboration avec le département des activités d'insémination artificielle et du contrôle et le département de la formation, de la vulgarisation et des études des projets ;

— de la présélection des taurillons issus d'accouplements dirigés au niveau des éleveurs.

La création des antennes régionales fera l'objet d'un arrêté qui en fixera l'organisation et le fonctionnement.

Le nombre de ces antennes sera fixé en fonction du développement des activités de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique au niveau de chaque région.

Art. 9. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 2 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 3 février 2003.

Saïd BARKAT.

**MINISTERE DU TRAVAIL
ET DE LA SECURITE SOCIALE**

Arrêté interministériel du 14 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 15 février 2003 fixant les effectifs et les modalités d'attribution de l'indemnité de risque et de l'indemnité forfaitaire de tournée au profit des inspecteurs du travail.

Le Chef du Gouvernement,

Le ministre des finances,

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu le décret présidentiel n° 02-205 du 22 Rabie El Aouel 1423 correspondant au 4 juin 2002 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-209 du 14 juillet 1990 portant organisation et fonctionnement de l'inspection générale du travail ;

Vu le décret exécutif n° 91-44 du 16 février 1991 portant statut particulier applicable aux inspecteurs du travail ;

Vu le décret exécutif n° 02-386 du 19 Ramadhan 1423 correspondant au 24 novembre 2002 portant institution d'une indemnité de risque et d'une indemnité forfaitaire de tournée au profit des personnels relevant du corps des inspecteurs du travail ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 4 du décret exécutif n° 02-386 du 19 Ramadhan 1423 correspondant au 24 novembre 2002, susvisé, les effectifs concernés par l'indemnité de risque et l'indemnité forfaitaire de tournée sont fixés comme suit :

1. — Au titre des structures centrales de l'inspection générale du travail : 8 agents relevant des grades suivants :

— inspecteur du travail : 1 ;

— inspecteur principal du travail : 2 ;

— inspecteur central du travail : 5.

2. — Au titre des structures déconcentrées : 911 agents relevant des grades suivants :

— contrôleur du travail et des affaires sociales : 1 ;

— inspecteur du travail : 500 ;

— inspecteur principal du travail : 306 ;

— inspecteur central du travail : 59 ;

— inspecteur divisionnaire du travail : 45.

Art. 2. — Les effectifs des personnels bénéficiaires des indemnités précitées et régis par le décret exécutif n° 91-44 du 16 février 1991 susvisé, sont fixés pour chaque inspection régionale du travail par décision de l'inspecteur général du travail dans la limite des effectifs prévus à l'article 1er ci-dessus ;

Ces indemnités sont servies mensuellement pour les missions effectives exercées par les inspecteurs du travail dans le cadre de leurs attributions en matière d'inspection et de contrôle.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 14 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 15 février 2003.

Le ministre
des finances

Mohamed TERBECHE

Le ministre du travail
et de la sécurité sociale

Tayeb LOUH

Pour le Chef du Gouvernement
et par délégation,

Le directeur général de la fonction publique,

Djamel KHARCHI.

Arrêté interministériel du 6 Dhou El Kaada 1427 correspondant au 27 novembre 2006 portant création d'une annexe au musée national du moudjahid à la wilaya d'Illizi.

— — — —

Le ministre des moudjahidine,

Le ministre des finances,

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 93-227 du 19 Rabie Ethani 1414 correspondant au 5 octobre 1993 relatif au musée du moudjahid, notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté interministériel du 18 Dhou El Hidja 1417 correspondant au 25 avril 1997 complétant l'arrêté interministériel du 30 juillet 1994 portant organisation interne du musée national du moudjahid ;

Arrêtent :

Article 1er. — Il est créé une annexe au musée national du moudjahid à Illizi (wilaya d'Illizi).

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 6 Dhou El Kaada 1427 correspondant au 27 novembre 2006.

Le ministre
des moudjahidine

Le ministre
des finances

Mohamed Cherif ABBAS

Mourad MEDELICI

**MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU
TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Arrêté du 14 Chaoual 1427 correspondant au 6 novembre 2006 portant nomination des membres de la commission interministérielle des études de classement des zones de montagne.

— — — —

Par arrêté du 14 Chaoual 1427 correspondant au 6 novembre 2006 et en application des dispositions de l'article 4 du décret exécutif n° 05-469 du 8 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 10 décembre 2005 fixant les études et les consultations préalables requises ainsi que l'ensemble des conditions, des modalités et des procédures devant permettre la détermination et le classement des zones de montagne ainsi que leur regroupement en massifs montagneux, sont nommés membres de la commission interministérielle des études de classement des zones de montagne, Mmes. et MM. :

— Mme. Kharfi Rabéa, représentante du ministre chargé de l'aménagement du territoire, présidente ;

— M. Halzoune Slimane, représentant du ministre chargé des collectivités locales ;

— Mme. Aoutti Houria, représentante du ministre chargé des finances ;

— Mlle. Akrame Djamila, représentante du ministre chargé des ressources en eau ;

— M. Hamouda Rachid, représentant du ministre chargé de l'énergie ;

— M. Fiotmane Boualem, représentant du ministre chargé de l'environnement ;

— Mme. Ramki Latifa, représentante du ministre chargé de l'éducation nationale ;

— M. Khelifa Abdelkader, représentant du ministre chargé de l'agriculture ;

— Mme. Djehiche Fatiha, représentante du ministre chargé du développement rural ;

— Mme. Zouane Saïda, représentante du ministre chargé des travaux publics ;

— Mme. Zerrouki Chérifa, représentante du ministre chargé de la santé ;

— M. Aït Abdellah Boubekeur, représentant du ministre chargé des transports ;

— M. Bousebta Ammar, représentant du ministre chargé de la petite et moyenne entreprise ;

— Mme. Hebbeche Nadhéra, représentante du ministre chargé de la culture ;

— M. Rachid Abdelhak, représentant du ministre chargé de l'artisanat ;

— M. Attatfa Maâmar, représentant du ministre chargé de la solidarité nationale.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté du 27 Ramadhan 1427 correspondant au 19 octobre 2006 portant désignation des membres du conseil d'administration du centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique.

— — — —

Par arrêté du 27 Ramadhan 1427 correspondant au 19 octobre 2006 et en application des dispositions de l'article 12 du décret n° 88-04 du 5 janvier 1988, modifié et complété, portant création du centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique, sont désignés membres du conseil d'administration du centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique, pour une période renouvelable de trois (3) années, Mmes. et MM. :

— Mohamed Ladjadj, représentant du ministre de l'agriculture et du développement rural, président ;

— Mouloud Didane, représentant du ministre chargé des finances ;

— Djaouida Ounas, représentante du ministre chargé du commerce ;

— Djamel Slimi, représentant du ministre chargé de la santé ;

— Saïda Laouar, représentante du ministre chargé de l'environnement ;

— Messaouda Meksoud, représentante de l'institut national de la médecine vétérinaire ;

— Mourad Abdelfettah, représentant de l'institut national de la recherche agronomique d'Algérie ;

— Abderrezak Djillali, représentant de l'institut technique des élevages ;

— Mohamed Chérif Ould Hocine, président de la chambre nationale de l'agriculture.

MINISTERE DE LA CULTURE

Arrêté interministériel du 12 Dhou EL Hidja 1427 correspondant au 3 janvier 2007 portant classification des postes supérieurs du centre national de la cinématographie et de l'audiovisuel.

— — — — —

Le secrétaire général du Gouvernement,

Le ministre des finances,

La ministre de la culture,

Vu le décret n° 85-58 du 23 mars 1985, modifié, relatif à l'indemnité d'expérience ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret n° 86-179 du 5 août 1986 relatif à la sous-classification des postes supérieurs de certains organismes employeurs ;

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 89-224 du 5 décembre 1989, modifié et complété, portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques ;

Vu le décret exécutif n° 91-340 du 28 septembre 1991 portant statut particulier des travailleurs de la culture ;

Vu le décret exécutif n° 04-236 du 7 Rajab 1425 correspondant au 23 août 2004 portant réorganisation du centre de diffusion cinématographique et changement de sa dénomination ;

Vu le décret présidentiel du 7 Rabie Ethani 1423 correspondant au 18 juin 2002 portant nomination du secrétaire général du Gouvernement ;

Vu l'arrêté interministériel du 18 février 1987 relatif à la sous-classification des postes supérieurs des établissements publics à caractère administratif ;

Vu l'arrêté interministériel du 11 Rajab 1426 correspondant au 16 août 2005 fixant l'organisation interne du centre national de la cinématographie et de l'audiovisuel ;

Arrêtent :

Article 1er. — En fonction du nombre de points obtenus par application de l'arrêté interministériel du 18 février 1987, susvisé, le centre national de la cinématographie et de l'audiovisuel est classé dans la grille des indices maximaux prévus par le décret n° 86-179 du 5 août 1986, susvisé, conformément au tableau ci-après :

ETABLISSEMENT PUBLIC	Groupe	CLASSEMENT		
		Catégorie	Section	Indice
Centre national de la cinématographie et de l'audiovisuel	I	A	3	920

Art. 2. — Les postes supérieurs de l'établissement public classé au tableau prévu à l'article 1er ci-dessus bénéficient d'une sous-classification dans la grille des indices maximaux prévus par le décret n° 86-179 du 5 août 1986, susvisé, comme suit :

ETABLISSEMENT PUBLIC	POSTES SUPERIEURS	CLASSEMENT				CONDITIONS D'ACCES AUX POSTES	MODE DE NOMINATION
		Catégorie	Section	Niveau Hierarchique	Indice		
Centre national de la cinématographie et de l'audiovisuel	Directeur général						
	1 – Directeur de la réglementation et des affaires juridiques	A	3	N-1	714	Administrateur ayant au moins cinq (5) ans d'ancienneté en cette qualité	Décision du directeur général du centre
	2 – Directeur de l'administration et des finances						

Arrêté du 11 Rajab 1431 correspondant au 24 juin 2010 portant désignation des membres du conseil d'administration du centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique.

— — — — —

Par arrêté du 11 Rajab 1431 correspondant au 24 juin 2010, sont désignés membres du conseil d'administration du centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique, pour une période de trois (3) années, en application des dispositions de l'article 12 du décret n° 88-04 du 5 janvier 1988, modifié et complété, portant création du centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique, Mmes. et MM. :

— El Karim Chawki Boughanem, représentant du ministre de l'agriculture et du développement rural, président ;

— Mouloud Didane, représentant du ministre chargé des finances ;

— Djamel Benabdellah, représentant du ministre chargé du commerce ;

— Djamel Slimi, représentant du ministre chargé de la santé ;

— Saïda Laouar, représentante du ministre chargé de l'environnement ;

— Messaouda Meksoud, représentante de l'institut national de la médecine vétérinaire ;

— Mourad Abdelfettah, représentant de l'institut national de la recherche agronomique d'Algérie ;

— Ahmed Boudjenah, représentant de l'institut technique des élevages ;

— Lâadjal Doubi Bounoua, président de la chambre nationale de l'agriculture.

Les dispositions de l'arrêté du 19 octobre 2006 portant désignation des membres du conseil d'administration du centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique sont abrogées.

— — — — ★ — — — —

Arrêté du 21 Ramadhan 1431 correspondant au 31 août 2010 portant renouvellement de la composition de la commission ministérielle de recours compétente à l'égard des fonctionnaires du ministère de l'agriculture et du développement rural.

— — — — —

Par arrêté du 21 Ramadhan 1431 correspondant au 31 août 2010, la composition de la commission ministérielle de recours compétente à l'égard des fonctionnaires du ministère de l'agriculture et du développement rural est renouvelée conformément au tableau ci-après :

REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION	REPRESENTANTS DES PERSONNELS
Abdelkader Laouti	Khaled Bara
Nora Louanchi	Nourredine Ziouche
Abdelhamid Hemdani	Faouzi Abikchi
Ahmed Chaouki El Karim Boughalem	Hafida Benzadi
Sabrina Ichou	Nacéra Echikr
Abderrezak Latoui	Kamel Challal
Khalida Abdiche	Fatma Mokhtari

Arrêté du 12 Chaoual 1431 correspondant au 21 septembre 2010 portant désignation des membres du conseil d'administration du parc zoologique et des loisirs "La Concorde Civile".

— — — — —

Par arrêté du 12 Chaoual 1431 correspondant au 21 septembre 2010, sont désignés membres du conseil d'administration du parc zoologique et des loisirs "La Concorde Civile", en application des dispositions de l'article 11 du décret exécutif n° 95-46 du 5 Ramadhan 1415 correspondant au 5 février 1995 portant réaménagement des statuts du parc des loisirs et changement de sa dénomination en parc zoologique et des loisirs, Mme. et MM. :

— Abdelkader Rachedi, représentant du ministre de l'agriculture et du développement rural, président ;

— Ahmed Saïm, représentant du ministre chargé des finances ;

— Ali Setti, représentant du ministre chargé du tourisme ;

— Hatima Aït Aoudia, représentante du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

— Boualem Fouitmane, représentant du ministre chargé de l'aménagement du territoire ;

— Messaoud Tebani, représentant du wali d'Alger ;

— Abdeslam Boufaïda, représentant de la direction générale des forêts ;

— Chaïb Saâdoune, représentant de la direction générale des forêts.

Art. 7. — La représentation est dirigée par un responsable nommé par arrêté du ministre de la communication. L'arrêté de nomination reçoit le visa du ministre des affaires étrangères.

Art. 8. — En application des dispositions de l'article 3 du décret n° 74-55 du 20 février 1974 susvisé la nomination du responsable de la représentation est soumise à l'agrément préalable de la Présidence de la République.

Art. 9. — Les conditions de recrutement et de rémunération du personnel de la représentation, sont régies par le décret n° 74-55 du 20 février 1974 susvisé.

Art. 10. — L'organisation interne de la représentation est définie par un arrêté du ministre de la communication. Ledit arrêté est communiqué à la Présidence de la République.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 11. — La structure et l'organisation financières de la représentation sont régies par les dispositions du décret n° 74-56 du 20 février 1974 susvisé.

Art. 12. — L'exercice comptable de la représentation est ouvert le 1er janvier et clos le 31 décembre de chaque année.

Art. 13. — La comptabilité de la représentation est tenue en la forme commerciale. La tenue des écritures et le maniement des fonds, sont confiés à un agent chargé de la fonction de comptable, dont le dossier est communiqué au ministre des finances.

Art. 14. — En application des dispositions de l'article 8 du décret n° 74-56 du 20 février 1974 susvisé, à la fin de chaque exercice, les comptes de l'exercice clos ainsi que le bilan d'activité de la représentation, sont adressés avant le 14 février par le responsable de la représentation, au ministère de tutelle, au ministre des finances et sous couvert de la mission diplomatique au ministre des affaires étrangères.

Art. 15. — Le ministre de la communication, le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Ramadhan 1415 correspondant au 5 février 1995.

Mokdad SIFI.

Décret exécutif n° 95-46 du 5 Ramadhan 1415 correspondant au 5 février 1995 portant réaménagement des statuts du parc des loisirs et changement de sa dénomination en parc zoologique et des loisirs.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4 et 116 (alinéa 2);

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire;

Vu l'ordonnance n° 75-35 du 29 avril 1975 portant plan comptable national;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984 portant régime général des forêts;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988, portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques et notamment ses articles 44 à 47 ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 Chaoual 1414 correspondant au 11 avril 1994 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 89-148 du 8 août 1989 portant regroupement des activités du parc zoologique et des loisirs et du parc des sports et des loisirs de Baïnem et réaménagement des statuts du " Parc des loisirs ";

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991 fixant les conditions et modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 93-206 du 6 Rabie Ethani 1414 correspondant au 2 septembre 1993 relatif à la prévention et la surveillance dans les institutions, administrations et organismes publics ainsi que dans les entreprises publiques économiques.

Décrète :

Article 1er. — Les statuts du parc des loisirs objet du décret n° 89-148 du 8 août 1989 susvisé sont réaménagés conformément aux dispositions du présent décret.

CHAPITRE I

DENOMINATION - OBJET - SIEGE

Art. 2. — Le parc des loisirs prend la dénomination de parc zoologique et des loisirs et est désigné ci-après "le parc".

Art. 3. — Le parc est un établissement public à caractère industriel et commercial doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Il est régi par les règles applicables à l'administration dans ses relations avec l'Etat, et est réputé commerçant dans ses rapports avec les tiers.

Art. 4. — Le parc est placé sous la tutelle du ministre de l'agriculture et son siège est fixé à Alger.

Art. 5. — Les limites territoriales du parc sont fixées par les plans annexés à l'original du présent décret.

Art. 6. — Le parc assure une mission de service public conformément au cahier des charges de sujétions de service public, tel qu'annexé au présent décret.

Art. 7. — Le parc a pour missions, l'organisation, la promotion et le développement de toutes activités en matière de zoologie, de botanique et de loisirs.

A ce titre il est chargé :

1) En matière de zoologie :

— de constituer une collection de faune nationale et exotique et d'en assurer la préservation et le développement,

— de conserver, de protéger et de développer les espèces animales menacées et en voie de disparition,

— de constituer des élevages d'espèces autochtones menacées ou en voie de disparition et ce, en vue du repeuplement des espaces naturels du territoire national,

— d'échanger des animaux et de la documentation avec les établissements de même nature, nationaux ou étrangers,

— de mener des programmes de recherche appliquée en matière de zoologie et ce, en liaison avec les organismes spécialisés nationaux ou étrangers,

2) En matière de botanique :

— de conserver et d'enrichir la flore nationale en liaison avec les organismes concernés,

— de constituer des collections d'espèces végétales et d'en assurer la préservation et l'enrichissement,

— de conserver et de développer des espèces végétales en voie de disparition et ce en liaison avec les institutions et les organismes concernés,

— de réaliser et de gérer des pépinières ornementales et un jardin exotique,

— de réaliser et d'entretenir les espaces verts du parc ouverts au public,

— d'assurer des prestations de services en matière d'études, de réalisation, d'entretien et d'embellissement des espaces verts.

3) En matière de loisirs :

— de mettre à la disposition du public un ensemble d'attractions et de services en matière de loisirs et de détente,

— d'organiser des manifestations culturelles, éducatives, récréatives et sportives,

— d'assurer toute forme d'animation dans l'enceinte du parc,

— de créer, de développer et de promouvoir des activités de loisirs, notamment un aquaparc.

4) En matière commerciale :

— de gérer conformément à la législation en vigueur, l'ensemble des infrastructures hôtelières et touristiques et d'en assurer le développement,

— de créer, de développer et de promouvoir toutes activités commerciales, audiovisuelles, cinématographique et autres,

— de fournir toutes prestations liées à son activité.

Art. 8. — Dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur, et conformément à ses missions telles que définies ci-dessus, le parc est habilité à :

— créer des annexes sur l'ensemble du territoire national,

— créer des filiales et prendre des participations dans d'autres entreprises,

— passer toute convention ou accord avec les organismes nationaux et étrangers relatifs à son domaine d'activités,

— participer tant en Algérie qu'à l'étranger aux colloques, séminaires, rencontres et manifestations se rapportant à son objet,

— réaliser toutes opérations industrielles, commerciales, mobilières et immobilières inhérentes à ses activités et de nature à favoriser son développement.

CHAPITRE II

ORGANISATION - FONCTIONNEMENT

Art. 9. — Le parc est administré par un conseil d'administration et géré par un directeur général.

Il peut disposer d'un comité scientifique créée et organisé en tant que de besoin, par arrêté du ministre de tutelle.

Art. 10. — Le conseil d'administration se compose :

- d'un représentant du ministre de tutelle, président,
- d'un représentant du ministre chargé des finances,
- d'un représentant du ministre chargé du tourisme,
- d'un représentant du ministre chargé de l'environnement,
- d'un représentant du ministre chargé de l'enseignement supérieur,
- d'un représentant du ministre chargé de l'aménagement du territoire,
- d'un représentant du délégué à la planification,
- d'un représentant du wali d'Alger,
- de deux représentants de l'administration des forêts.

Le directeur général du parc participe aux travaux du conseil d'administration avec voix consultative.

Le secrétariat est assuré par les services du parc.

Art. 11. — Les membres du conseil d'administration sont désignés par arrêté du ministre de tutelle, sur proposition des autorités dont ils relèvent pour une période de trois (3) ans renouvelable.

En cas d'interruption du mandat de l'un des membres, il est procédé à son remplacement dans les mêmes formes. Le membre nouvellement désigné lui succède jusqu'à l'expiration du mandat en cours.

Art. 12. — Le conseil d'administration se réunit en session ordinaire au moins deux fois (2) par an, sur convocation de son président.

Il se réunit en session extraordinaire sur convocation de son président ou sur proposition des deux tiers (2/3) de ses membres.

Art. 13. — Le président du conseil d'administration adresse à chaque membre du conseil, une convocation précisant l'ordre du jour, quinze (15) jours au moins, avant la date de la réunion prévue.

Le délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires, sans être inférieur à huit (8) jours.

Art. 14. — Le conseil d'administration ne délibère valablement qu'en présence des deux tiers (2/3) au moins de ses membres. Si le *quorum* n'est pas atteint, il se réunit valablement après une deuxième convocation et délibère quelque soit le nombre des membres présents.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des voix des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 15. — Les délibérations du conseil d'administration donnent lieu à l'établissement de procès-verbaux, signés conjointement par le président et par le directeur général du parc numérotés et répertoriés sur un registre coté, paraphé.

Les procès-verbaux sont communiqués à l'ensemble des membres du conseil d'administration et à l'autorité de tutelle dans les quinze (15) jours qui suivent les délibérations.

Art. 16. — Le conseil d'administration du parc délibère notamment sur :

- l'organisation et le fonctionnement général du parc,
- les programmes de travail annuels et pluriannuels ainsi que le bilan d'activité de l'année écoulée,
- les conditions générales de passations des conventions, marchés et autres transactions engageant le parc,
- les comptes annuels et les états prévisionnels de recettes et dépenses,
- les conditions de rémunération du personnel,
- le règlement intérieur et l'organigramme du parc,
- l'acquisition, la prise à bail de tout bien mobilier ou immobilier, lorsque le bail a une durée supérieure à trois (3) ans,
- la prise de participation dans les entreprises,
- la création d'annexes et de filiales,
- les propositions de modifications des tarifs,
- la désignation, la rémunération et la révocation du commissaire aux comptes,
- toutes autres questions susceptibles d'améliorer et de favoriser la réalisation des objectifs du parc.

Art. 17. — Le directeur général du parc est nommé par décret exécutif, sur proposition du ministre de tutelle.

Art. 18. — Le directeur général met en œuvre les décisions approuvées du conseil d'administration et assure la gestion du parc.

A ce titre :

- il exerce l'autorité hiérarchique sur l'ensemble du personnel du parc,
- il représente le parc en justice et dans les actes de la vie civile,
- il est ordonnateur du budget du parc dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur et à ce titre, il établit le projet de budget, engage et ordonne les dépenses du parc,
- il passe tous les marchés, accords ou conventions,
- il établit notamment :
 - les projets de plans et de programmes d'investissement et d'équipement,
 - les projets de convention collective, de règlement intérieur et d'organigramme du parc,
 - les projets d'extension et de suppression d'activités du parc,
- il veille à la protection et à la sauvegarde du patrimoine du parc.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 19. — Les comptes du parc sont tenus en la forme commerciale conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Art. 20. — L'exercice financier est ouvert le 1er janvier et clos le 31 décembre de chaque année.

Art. 21. — Le budget du parc comprend :

En recettes :

- les subventions de l'Etat ayant trait aux charges et sujétions de service public,
- le produit des contrats de concessions,
- les produits provenant des prestations de services découlant de l'exploitation de ses infrastructures,
- les éventuelles subventions et aides des collectivités locales,
- les emprunts,
- les dons et legs,
- toutes autres ressources liées à ses activités.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement et d'entretien,
- les dépenses d'équipement, de maintenance, et de conservation du patrimoine,
- les dépenses d'investissements planifiés,
- toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation des objectifs définis ci-dessus.

Art. 22. — Le projet de budget et les comptes d'exploitation prévisionnels du parc sont soumis, après délibération du conseil d'administration, à l'approbation des autorités concernées conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Art. 23. — Le parc est soumis aux contrôles prévus par la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 24. — Les dispositions du décret exécutif n° 89-148 du 8 août 1989 sont abrogées.

Art. 25. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Ramadhan 1415 correspondant au 5 février 1995.

Mokdad SIFI.

ANNEXE

Cahier des charges des sujétions de service public du parc zoologique et des loisirs

Article 1er. — Le parc zoologique et des loisirs constitue un espace vert capital et un lieu de détente et de loisirs. Il assure la prise en charge, la présentation et la préservation d'une collection de faune et de flore unique sur le territoire national.

Art. 2. — Les activités du parc doivent contribuer à la satisfaction des besoins du public dans les conditions économiques et sociales les plus avantageuses pour la collectivité.

Art. 3. — L'ensemble des services offerts par le parc, doivent être mis en œuvre selon le principe du service public, notamment en matière de continuité de service et de conditions d'accès des usagers.

Art. 4. — Le parc est tenu dans le cadre de la réalisation de ses missions de :

- améliorer les conditions d'accueil, de prise en charge et de séjour du public,

- mettre en place les moyens humains et matériels répondant aux règles de sécurité du public et du patrimoine,

- assurer les conditions de sécurité requises pour la présentation au public de la collection d'animaux, tout en veillant à son entretien et à son développement,

- veiller à l'amélioration de la qualité des services offerts au public, en ce qui concerne l'aménagement des espaces verts, de la forêt et de l'ensemble des réseaux de circulation.

Art. 5. — Dans le cadre de ses missions de service public, l'Etat peut demander au parc, la création ou le maintien en fonctionnement de certaines activités, même si ces dernières n'ont aucune rentabilité commerciale pour le parc.

Il est entendu par activité, l'entretien de troupeaux de certaines espèces particulièrement coûteuses, le maintien en fonctionnement à perte de moyens de transport inter-zone par rail, par câble ou autres, l'organisation de manifestations culturelles et d'animation des espaces publics, la mise en place de nouvelles installations d'attractions et de loisirs.

Art. 6. — Dans le cadre de sa mission de service public le parc est tenu :

— de constituer une collection de faune nationale et exotique, d'assurer sa protection, sa conservation, son développement et sa présentation au public.

— de mener toutes les actions en vue de la protection et de l'entretien de la forêt, des espaces vert et des aires de détente.

— de constituer, de développer et de présenter au public une collection d'espèces végétales.

— de mettre à la disposition du public un ensemble d'attractions et de service en matière de loisirs, de détente et de manifestations culturelles, éducatives, récréatives et sportives.

Art. 7. — En contrepartie de ses activités de service public, le parc reçoit chaque année une subvention liée aux charges de sujétions de service public qui pèsent sur lui conformément à la présente annexe.

Art. 8. — L'Etat participe au financement, en concours définitif, des projets d'investissements approuvés, concernant notamment les projets de développement des réseaux routiers, des moyens de transport inter-zone, l'installation de nouvelles infrastructures zoologiques, d'attractions et de loisirs, l'aménagement et la mise en valeur de forêts et espaces verts, le renouvellement des installations d'attractions et de loisirs.

Art. 9. — Pour chaque exercice, le parc adresse au ministre de tutelle, avant le 30 avril, l'évaluation des sommes à lui verser pour couvrir le prix de revient des charges de sujétions de service public, en vertu du présent cahier des charges.

Les dotations de crédits sont arrêtées par le ministre de tutelle en accord avec le ministre chargé des finances, lors de l'élaboration du budget de fonctionnement.

Elle peuvent être révisées en cours d'exercice au cas où de nouvelles dispositions réglementaires modifient ces sujétions.

Art. 10. — Le parc est tenu de fournir au ministère de tutelle les informations relatives à l'état d'exécution du programme arrêté et approuvé.

Art. 11. — Le parc est tenu d'exploiter l'ensemble des terres qui lui sont affectées en veillant à l'utilisation efficiente des potentialités existantes ou qui sont mises à sa disposition par l'Etat.

Art. 12. — Les subventions dues par l'Etat dans le cadre du présent cahier des charges sont versées au parc conformément aux procédures établies par la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 13. — Le parc établit chaque année le budget pour l'exercice suivant.

Ce budget comporte :

— le bilan et les comptes de résultats comptables prévisionnels avec les engagements du parc vis à vis de l'Etat.

— un programme physique et financier d'investissement,

— un plan de financement,

—————★—————

**Décret exécutif n° 95-47 du 5 Ramadhan 1415
correspondant au 5 février 1995 portant
réaménagement des statuts de l'office
Riadh El Feth.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de la culture;

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2);

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire;

Vu l'ordonnance n° 75-35 du 29 avril 1975 portant plan comptable national;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988 portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques, notamment ses articles 44 à 47;

SOMMETS	LONGITUDE EST	LATITUDE NORD
1	08° 00' 00"	29° 10' 00"
2	08° 30' 00"	29° 10' 00"
3	08° 30' 00"	28° 55' 00"
4	08° 45' 00"	28° 55' 00"
5	08° 45' 00"	28° 45' 00"
6	08° 50' 00"	28° 45' 00"
7	08° 50' 00"	28° 30' 00"
8	08° 55' 00"	28° 30' 00"
9	08° 55' 00"	28° 15' 00"
10	08° 15' 00"	28° 15' 00"
11	08° 15' 00"	28° 05' 00"
12	08° 00' 00"	28° 05' 00"

Coordonnées géographiques des parcelles d'exploitation à exclure du périmètre de recherche :

1) Djoua.

SOMMETS	LONGITUDE EST	LATITUDE NORD
1	08° 24' 00"	28° 26' 00"
2	08° 30' 00"	28° 26' 00"
3	08° 30' 00"	28° 21' 00"
4	08° 24' 00"	28° 21' 00"

Superficie : 90,40 Km².

2) Ouarene.

SOMMETS	LONGITUDE EST	LATITUDE NORD
1	08° 36' 00"	28° 30' 00"
2	08° 41' 00"	28° 30' 00"
3	08° 41' 00"	28° 27' 00"
4	08° 36' 00"	28° 27' 00"

Superficie : 45,12 Km².

Art. 3. — La société nationale SONATRACH est tenue de réaliser, pendant la durée de validité du permis de recherche, le programme minimum de travaux annexé à l'original du présent décret.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Chaoual 1420 correspondant au 18 janvier 2000.

Ahmed BENBITOUR.

Décret exécutif n° 2000-33 du 12 Chaoual 1420 correspondant au 18 janvier 2000 portant dénomination du parc zoologique et des loisirs en "Parc zoologique et des loisirs – La concorde civile".

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2);

Vu le décret présidentiel n° 97-104 du 28 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 5 avril 1997 relatif à la dénomination et à la débaptisation des lieux et édifices publics;

Vu le décret présidentiel n° 99-299 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 95-46 du 5 Ramadhan 1415 correspondant au 5 février 1995 portant réaménagement des statuts du parc des loisirs et changement de sa dénomination en parc zoologique et des loisirs;

Décrète :

Article 1er. — Le parc zoologique et des loisirs, ainsi dénommé en vertu des dispositions de l'article 2 du décret exécutif n° 95-46 du 5 Ramadhan 1415 correspondant au 5 février 1995, susvisé, prend la dénomination de : "Parc zoologique et des loisirs – La concorde civile.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Chaoual 1420 correspondant au 18 janvier 2000.

Ahmed BENBITOUR.

-----★-----

Décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement (rectificatif).

J.O. n° 93 du 18 Ramadhan 1420 correspondant au 26 décembre 1999

Page 5 – 1ère colonne – 11ème ligne

Au lieu de : Yazid ZERHOUNI

Lire : Nourredine ZERHOUNI dit Yazid

(Le reste sans changement)

Arrêté du 11 Rajab 1431 correspondant au 24 juin 2010 portant désignation des membres du conseil d'administration du centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique.

— — — — —

Par arrêté du 11 Rajab 1431 correspondant au 24 juin 2010, sont désignés membres du conseil d'administration du centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique, pour une période de trois (3) années, en application des dispositions de l'article 12 du décret n° 88-04 du 5 janvier 1988, modifié et complété, portant création du centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique, Mmes. et MM. :

— El Karim Chawki Boughanem, représentant du ministre de l'agriculture et du développement rural, président ;

— Mouloud Didane, représentant du ministre chargé des finances ;

— Djamel Benabdellah, représentant du ministre chargé du commerce ;

— Djamel Slimi, représentant du ministre chargé de la santé ;

— Saïda Laouar, représentante du ministre chargé de l'environnement ;

— Messaouda Meksoud, représentante de l'institut national de la médecine vétérinaire ;

— Mourad Abdelfettah, représentant de l'institut national de la recherche agronomique d'Algérie ;

— Ahmed Boudjenah, représentant de l'institut technique des élevages ;

— Lâadjal Doubi Bounoua, président de la chambre nationale de l'agriculture.

Les dispositions de l'arrêté du 19 octobre 2006 portant désignation des membres du conseil d'administration du centre national de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique sont abrogées.

— — — — — ★ — — — — —

Arrêté du 21 Ramadhan 1431 correspondant au 31 août 2010 portant renouvellement de la composition de la commission ministérielle de recours compétente à l'égard des fonctionnaires du ministère de l'agriculture et du développement rural.

— — — — —

Par arrêté du 21 Ramadhan 1431 correspondant au 31 août 2010, la composition de la commission ministérielle de recours compétente à l'égard des fonctionnaires du ministère de l'agriculture et du développement rural est renouvelée conformément au tableau ci-après :

REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION	REPRESENTANTS DES PERSONNELS
Abdelkader Laouti	Khaled Bara
Nora Louanchi	Nourredine Ziouche
Abdelhamid Hemdani	Faouzi Abikchi
Ahmed Chaouki El Karim Boughalem	Hafida Benzadi
Sabrina Ichou	Nacéra Echikr
Abderrezak Latoui	Kamel Challal
Khalida Abdiche	Fatma Mokhtari

Arrêté du 12 Chaoual 1431 correspondant au 21 septembre 2010 portant désignation des membres du conseil d'administration du parc zoologique et des loisirs "La Concorde Civile".

— — — — —

Par arrêté du 12 Chaoual 1431 correspondant au 21 septembre 2010, sont désignés membres du conseil d'administration du parc zoologique et des loisirs "La Concorde Civile", en application des dispositions de l'article 11 du décret exécutif n° 95-46 du 5 Ramadhan 1415 correspondant au 5 février 1995 portant réaménagement des statuts du parc des loisirs et changement de sa dénomination en parc zoologique et des loisirs, Mme. et MM. :

— Abdelkader Rachedi, représentant du ministre de l'agriculture et du développement rural, président ;

— Ahmed Saïm, représentant du ministre chargé des finances ;

— Ali Setti, représentant du ministre chargé du tourisme ;

— Hatima Aït Aoudia, représentante du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

— Boualem Fouitmane, représentant du ministre chargé de l'aménagement du territoire ;

— Messaoud Tebani, représentant du wali d'Alger ;

— Abdeslam Boufaïda, représentant de la direction générale des forêts ;

— Chaïb Saâdoune, représentant de la direction générale des forêts.

Dans tous les cas, l'Etat peut exercer son droit de préemption conformément à l'alinéa 2 de l'article 24 de la loi n° 87-19 du 8 décembre 1987 susvisée.

Art. 5. — La déchéance prononcée emporte application des articles 31 et 34 de la loi n° 87-19 du 8 décembre 1987 susvisée.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 avril 1989.

Kasdi MERBAH.

Décret exécutif n° 89-52 du 18 avril 1989 portant réaménagement des statuts des fermes pilotes.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 115-1 et 152 ;

Vu la loi n° 80-04 du 1er mars 1980 relative à l'exercice de la fonction de contrôle par l'Assemblée populaire nationale ;

Vu la loi n° 80-05 du 1er mars 1980 relative à l'exercice de la fonction de contrôle par la Cour des comptes, modifiée par l'ordonnance n° 81-08 du 26 septembre 1981 et approuvée par la loi n° 81-12 du 5 décembre 1981 ;

Vu la loi n° 84-16 du 30 juin 1984 relative au domaine national, ensemble des textes pris pour son application ;

Vu la loi n° 87-19 du 8 décembre 1987 déterminant le mode d'exploitation des terres agricoles du domaine national et fixant les droits et obligations des producteurs, notamment son article 5 ;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988 portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques ;

Vu le décret n° 65-259 du 14 octobre 1965 fixant les obligations et les responsabilités des comptables ;

Vu le décret n° 65-260 du 14 octobre 1965 fixant les conditions de nomination des comptables publics ;

Vu le décret n° 82-19 du 16 janvier 1982 portant création des fermes pilotes et fixant leur statut-type ;

Décrète :

Chapitre I

Dénomination – Objet

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de réaménager le statut-type des fermes pilotes.

Art. 2. — Les fermes pilotes sont des établissements publics à caractère industriel et commercial dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Art. 3. — Les fermes pilotes sont créées par arrêté du ministre de l'agriculture.

Art. 4. — Les fermes pilotes sont placées sous la tutelle du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 5. — La ferme pilote est une exploitation agricole qui a pour mission la production de matériel végétal et animal nécessaire à la réalisation des plans nationaux de production.

Pour la production de semences, plants et géniteurs, la ferme pilote met en œuvre les normes et spécifications techniques définies dans le cahier des charges prévu à l'article 6 ci-dessous.

Elle contribue, en relation avec les structures et institutions spécialisées concernées, à la conservation du patrimoine génétique sélectionné.

En outre, elle peut contribuer à la mise en œuvre de la politique nationale de vulgarisation des techniques de production agricole.

Art. 6. — Un cahier des charges, établi par l'administration, fixe les normes, spécifications et les conditions de production, de commercialisation et de tarification du matériel sélectionné de chaque ferme pilote.

Ce cahier des charges détermine notamment, les modalités du contrôle technique sur les activités de la production de la ferme pilote par un organisme spécialisé désigné par l'autorité de tutelle.

Chapitre II

Organisation et fonctionnement

Art. 7. — Chaque ferme pilote est dotée d'un conseil d'administration et gérée par un directeur.

Art. 8. — Le conseil d'administration est composé comme suit :

- le responsable du service de la wilaya de l'agriculture, président,
- le responsable de l'union nationale des paysans algériens,
- le responsable de l'organisme chargé du contrôle technique,
- deux représentants des travailleurs de la ferme pilote.

Le directeur de la ferme pilote assure le secrétariat des réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut faire appel à toute personne susceptible de l'éclairer dans ses travaux.

Art. 9. — Le conseil d'administration se réunit en session ordinaire au moins deux fois par an sur convocation de son président et autant de fois que l'intérêt de la ferme pilote ou des usagers l'exige.

Il se réunit en session extraordinaire à l'initiative de son président ou de la moitié de ses membres.

Art. 10. — Le conseil d'administration délibère sur :

- les programmes d'investissements annuels et pluriannuels,
- les comptes prévisionnels d'exploitation et les bilans de fin d'exercice,
- le bilan des activités de la campagne écoulée,
- les conditions d'exécution des clauses du cahier des charges et des plans annuels et pluriannuels de production,
- le conseil d'administration approuve les emprunts, accepte les dons et legs et propose toutes mesures de nature à améliorer le fonctionnement de la ferme pilote.

Les délibérations du conseil d'administration sont consignées sur un procès-verbal transmis à l'autorité de tutelle.

Art. 11. — Le directeur est nommé par arrêté du ministre de l'agriculture. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art. 12. — Le directeur agit dans le cadre des orientations définies par l'autorité de tutelle et met en œuvre toutes actions pour réaliser les objectifs fixés à la ferme pilote.

Il est responsable du fonctionnement général de la ferme pilote, agit en son nom, la représente en justice et dans tous les actes de la vie civile, exerce l'autorité hiérarchique sur l'ensemble des personnels et nomme à tous les emplois.

Art. 13. — Le directeur est ordonnateur du budget de la ferme pilote dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur.

Il établit les projets des budgets et comptes d'exploitation prévisionnels, passe tous les marchés, accords et conventions en rapport avec les programmes d'activités de la ferme pilote.

Chapitre III

Moyens

Art. 14. — Chaque ferme pilote bénéficie d'une dotation financière initiale dont le montant est fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'agriculture.

Elle est également dotée, à titre gratuit, par voie d'affectation, de terres relevant du domaine national.

Art. 15. — La ferme pilote peut acquérir et exploiter tout bien meuble, immeuble et autres moyens nécessaires à la réalisation de son objet.

Chapitre IV

Dispositions financières

Art. 16. — L'exercice financier de la ferme pilote est ouvert le 1er octobre et clos le 30 septembre de chaque année.

La comptabilité de la ferme pilote est tenue en la forme commerciale conformément aux dispositions légales en vigueur.

Art. 17. — La tenue de la comptabilité et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable agréé par le ministre des finances.

Art. 18. — Les comptes prévisionnels de la ferme pilote, accompagnés des avis et recommandations du conseil d'administration, sont soumis aux autorités compétentes conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 19. — Les comptes de la ferme pilote comprennent :

En recettes :

- les subventions couvrant les sujétions induites par le cahier des charges prévu à l'article 5 ci-dessus,
- le produit des opérations commerciales,
- le produit des recettes accessoires,
- les emprunts effectués dans le cadre de la réglementation en vigueur,
- les dons et legs,

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement et d'équipement,
- toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation de la mission de la ferme pilote.

Art. 20. — Les bilans et comptes de la ferme pilote sont soumis aux instances de contrôle légalement habilitées à en connaître.

Chapitre V

Dispositions particulières

Art. 21. — Les travailleurs de la ferme pilote peuvent être autorisés à exploiter pour leurs besoins familiaux, par leurs moyens propres, une parcelle de terre dont la superficie ne peut excéder cinq (05) ares.

L'exploitation de cette parcelle est soumise à l'approbation du conseil d'administration.

Art. 22. — Le bénéfice comptable de l'exercice est réparti comme suit :

- 60 % pour les fonds de répartitions des travailleurs,
- 40 % pour les fonds de la ferme pilote.

Les modalités d'application de cet article sont précisées par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 23. — Les dispositions du décret n° 87-19 du 8 décembre 1987 susvisé sont abrogées.

Art. 24. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 avril 1989.

Kasdi MERBAH.

Décret exécutif n° 89-53 du 18 avril 1989 modifiant le décret n° 88-170 du 13 septembre 1988 portant statut-type de la coopérative agricole de services.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 115-1 et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 abrogeant et remplaçant les ordonnances n° 67-256 du 16 novembre 1967 modifiée et n° 70-72 du 2 novembre 1970 relative au statut général de la coopération et de l'organisation précoopérative ;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil ;

Vu la loi n° 87-19 du 8 décembre 1987 déterminant le mode d'exploitation des terres agricoles du domaine national et fixant les droits et obligations des producteurs ;

Vu le décret n° 88-170 du 13 septembre 1988 portant statut-type de la coopérative agricole de services ;

Décrète :

Article 1er. — *L'article 69* du décret n° 88-170 du 13 septembre 1988 susvisé est modifié comme suit :

« Art. 69. — Les coopératives et unions de coopératives existantes à la date de publication du présent décret au *Journal Officiel* de la République algérienne démocratique et populaire qui ne satisfont pas aux prescriptions énoncées, doivent apporter les modifications nécessaires ou renoncer à la forme coopérative au plus tard le 30 septembre 1989 ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 avril 1989.

Kasdi MERBAH.

ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DES FINANCES

Arrêté du 8 septembre 1987 fixant la consistance territoriale des recettes des contributions diverses.

Le ministre des finances,

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à l'organisation territoriale du pays ;

Vu le décret n° 85-202 du 6 août 1985 portant organisation de l'administration centrale du ministère des finances ;

Vu le décret n° 87-212 du 29 décembre 1987 déterminant les modalités d'animation et de coordination des activités des structures locales de l'administration des finances ainsi que celles de leur regroupement au niveau de la wilaya ;

Vu l'arrêté du 15 février 1987 fixant la consistance territoriale des recettes des contributions diverses ;

Arrête :

Article 1er. — La consistance territoriale des recettes des contributions diverses et la liste des services gérés par chacune d'elles sont fixées conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Les dispositions de l'arrêté du 15 février 1987 susvisé sont abrogées.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 septembre 1987.

P. Le ministre des finances,

Le secrétaire général,

Mohamed TERBECHÉ.

Chapitre 3

Organisation de la formation

Art. 4. — L'école contribue au développement du secteur par la mise en œuvre de programmes de formation qualitative de longue, moyenne ou courte durée et de stages destinés aux cadres en activité ou nouvellement recrutés, et répondant à la diversité des besoins des organismes publics et entreprises.

Art. 5. — L'école prend les mesures nécessaires pour répondre dans les meilleures conditions possibles aux besoins et sollicitations des partenaires en matière de séminaires et de rencontres scientifiques.

Art. 6. — L'école peut conclure avec les clients des conventions de formation, de recherche, d'études et d'assistance.

Art. 7. — L'école peut assurer les services de restauration et d'hébergement en relation directe avec le rang et le niveau de responsabilité des participants aux formations, stages et séminaires.

Art. 8. — L'école établit un tarif permettant d'assurer :
— la promotion de la recherche et de l'ingénierie pédagogique,
— l'équilibre de son exploitation en tenant compte de la participation de l'Etat.

Art. 9. — Le prix des prestations de formation, d'études et d'assistance est librement négocié avec les partenaires.

Art. 10. — L'école fixe les objectifs de son action au moyen d'un plan à moyen terme, établi en cohérence avec les plans et les données du secteur des ressources en eau.

Chapitre 4

Dispositions financières

Art. 11. — L'Etat dote l'école d'un fonds social dans les conditions et modalités fixées par la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 12. — L'école établit en même temps que son budget des prévisions analytique sur :

- le nombre de sessions de formation et de stages prévus,
- le nombre de stagiaires.

Art. 13. — Les contributions allouées par l'Etat dans le cadre du présent cahier des charges sont versées à l'école, conformément aux procédures établies par la législation et la réglementation en vigueur.

Décret exécutif n° 10-333 du 23 Moharram 1432 correspondant au 29 décembre 2010 portant création du bureau national d'études pour le développement rural.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce ;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques, notamment ses articles 44 à 47 ;

Vu la loi n° 90-11 du 21 avril 1990, modifiée et complétée, relative aux relations de travail ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990, modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990, modifiée et complétée, portant loi domaniale ;

Vu l'ordonnance n° 95-20 du 19 Safar 1416 correspondant au 17 juillet 1995 relative à la Cour des comptes ;

Vu la loi n° 07-11 du 15 Dhou El Kaada 1428 correspondant au 25 novembre 2007, modifiée, portant système comptable financier ;

Vu la loi n° 08-16 du Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 3 août 2008 portant orientation agricole ;

Vu la loi n° 10-01 du 16 Rajab 1413 correspondant au 29 juin 2010 relative aux professions d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 96-431 du 19 Rajab 1417 correspondant au 30 novembre 1996 relatif aux modalités de désignation des commissaires aux comptes dans les établissements publics à caractère industriel et commercial, centres de recherche et de développement, organismes des assurances sociales, offices publics à caractère commercial et entreprises publiques non autonomes ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Chapitre 1er

Dénomination – Siège – Mission

Article 1er. — Il est créé sous la dénomination de « bureau national d'études pour le développement rural » par abréviation « BNEDER » et désigné ci-après le « bureau d'études », un établissement public à caractère industriel et commercial, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Le bureau d'études est régi par les règles applicables à l'administration dans ses relations avec l'Etat et est réputé commerçant dans ses relations avec les tiers.

Art. 2. — Le bureau d'études est placé sous la tutelle du ministre de l'agriculture et du développement rural.

Son siège est fixé à Alger, il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national, dans les mêmes formes.

Des démembrements du bureau d'études peuvent être créés, en tant que de besoin, sur l'ensemble du territoire national, par arrêté du ministre de tutelle.

Art. 3. — Le bureau d'études, a pour mission, de réaliser toutes études, enquêtes et expertises, devant permettre la connaissance du milieu agricole et rural et la préparation des actions et des décisions dans le secteur de l'agriculture et du développement rural.

A cet effet, il réalise des enquêtes et études, notamment dans les domaines :

- du développement agricole et rural ;
- de l'amélioration et de la valorisation de la production agricole ;
- des aspects techniques, économiques ou juridiques concernant les projets d'aménagement, d'équipement et de développement agricole, forestier et rural ;
- de la lutte contre l'érosion, la désertification, l'ensablement et la protection des ressources naturelles ;
- de l'aménagement forestier, des parcs nationaux et de loisirs, de réserves naturelles, de forêts récréatives et d'espaces verts.

A ce titre, le bureau d'études peut :

- réaliser des études d'inventaire, de protection, d'aménagement et de mise en valeur des ressources naturelles ;
- assurer le suivi et l'évaluation des travaux de projets de développement agricole et rural ;
- effectuer des études sur la qualité des produits et leur labellisation ;
- effectuer des analyses des sols et des eaux ;
- réaliser des enquêtes foncières ;
- élaborer des bases de données ou tout système d'informations nécessaires à ses missions ou susceptibles de concourir à la gestion optimale des ressources agricoles, y compris les systèmes d'informations géographiques (SIG).

Art. 4. — Le bureau d'études peut, pour le compte des administrations, collectivités locales et des entreprises publiques ou privées, mener toute prestation d'études, de consultation, de conseil ou de service dans ses domaines de compétence, notamment en matière de projets de développement agricole, d'études de faisabilité technico-économique et d'analyses de sols et eaux.

Art. 5. — Le bureau d'études assure une mission de service public conformément aux prescriptions du cahier des charges de sujétions de service public annexé au présent décret.

Art. 6. — Pour atteindre ses objectifs et accomplir ses missions, le bureau d'études est habilité, conformément aux lois et règlements en vigueur :

- à effectuer toutes opérations financières, commerciales, mobilières et immobilières, liées à son objet et de nature à favoriser son développement ;
- à développer des relations professionnelles et de partenariat avec des organismes similaires nationaux ou étrangers en rapport avec son objet ;
- à prendre des participations dans tout secteur d'activité lié à son objet ;
- à contracter tout emprunt ;
- à conclure tout marché ou accord et toute convention avec les organismes nationaux ou étrangers ;
- à organiser et/ou à participer aux conférences, réunions scientifiques, colloques, tant nationaux qu'internationaux, se rapportant à son domaine d'activité, après accord des autorités concernées.

Chapitre 2

Organisation – Fonctionnement

Art. 7. — Le bureau d'études est administré par un conseil d'administration et dirigé par un directeur général.

L'organisation interne du bureau d'études est fixée par arrêté du ministre chargé de l'agriculture, sur proposition du directeur général après délibération du conseil d'administration.

Section 1

Le conseil d'administration

Art. 8. — Le conseil d'administration du bureau d'études est présidé par le ministre chargé de l'agriculture ou son représentant et comprend :

- le représentant du ministre chargé des collectivités locales ;
- le représentant du ministre chargé des finances ;
- le représentant du ministre chargé des ressources en eau ;
- le représentant du ministre chargé de l'aménagement du territoire ;
- le représentant du ministre chargé de l'environnement ;
- le représentant du ministre chargé de la recherche scientifique ;

- le représentant du ministre chargé de la prospective et des statistiques ;
- le représentant du ministre chargé de l'urbanisme ;
- le représentant du ministre chargé des travaux publics ;
- le représentant du ministre chargé de la pêche ;
- le président de la chambre nationale d'agriculture ou son représentant.

Le conseil d'administration peut faire appel à toute personne, susceptible de l'éclairer, en raison de sa compétence, sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

Le directeur général du bureau d'études assiste aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

Le secrétariat du conseil d'administration est assuré par les services du bureau d'études.

Art. 9. — Les membres du conseil d'administration sont désignés pour une période de trois (3) années renouvelable, par arrêté du ministre chargé de l'agriculture, sur proposition des autorités dont ils relèvent.

En cas d'interruption du mandat de l'un des membres, il est procédé à son remplacement dans les mêmes formes, et ce, jusqu'à l'expiration du mandat.

Art. 10. — Le conseil d'administration se réunit au moins deux (2) fois par an en session ordinaire sur convocation de son président.

Il peut se réunir en session extraordinaire, soit à la demande de son président, soit à la demande des deux tiers (2/3) de ses membres.

Les convocations accompagnées de l'ordre du jour sont adressées aux membres du conseil d'administration quinze (15) jours au moins avant la date prévue de la réunion.

Ce délai peut être réduit à huit (8) jours pour les sessions extraordinaires.

Art. 11. — Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si les deux tiers (2/3) au moins de ses membres sont présents. Si le *quorum* n'est pas atteint, une nouvelle réunion est organisée dans un délai de huit (8) jours. Il délibère alors valablement, quel que soit le nombre des membres présents.

Les délibérations sont prises à la majorité simple des voix. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 12. — le président établit l'ordre du jour des réunions sur proposition du directeur général du bureau d'études.

Art. 13. — Le conseil d'administration délibère sur toutes les questions liées aux activités du bureau d'études, notamment sur :

- les projets de plan de développement et les programmes d'intervention liés à ses missions, et le budget y afférent ;
- l'organisation générale et le règlement interne du bureau d'études ;

- les états prévisionnels des recettes et des dépenses ;
- les bilans et comptes de résultats ainsi que les propositions d'affectation de résultats ;
- les conventions et accords collectifs concernant le personnel ;
- les conditions générales de passation des marchés, accords et conventions ;
- les prêts et emprunts ;
- l'acceptation des crédits ;
- l'acceptation et l'affectation des dons et legs ;
- les rapports du commissaire aux comptes ;
- les prises de participation et les accords de partenariat ;
- l'acquisition et la location de biens mobiliers et immobiliers, les aliénations et échanges de droits immobiliers ;
- toute autre question que lui soumet le directeur général et susceptible d'améliorer l'organisation et le fonctionnement du bureau d'études ou de nature à favoriser la réalisation de ses objectifs.

Art. 14. — Les délibérations du conseil d'administration sont consignées dans des procès-verbaux signés par son président et inscrits sur un registre spécial coté et paraphé.

Les procès-verbaux des réunions sont adressés au ministre chargé de l'agriculture, dans les quinze (15) jours qui suivent la date de la réunion.

Section 2

Le directeur général

Art. 15. — Le directeur général du bureau d'études est nommé par décret présidentiel sur proposition du ministre chargé de l'agriculture. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art. 16. — Le directeur général du bureau d'études dispose des pouvoirs les plus étendus pour assurer la direction administrative, technique et financière du bureau d'études et ce, dans le cadre des orientations du ministre de tutelle et des délibérations du conseil d'administration.

A ce titre, il :

- établit les projets de plans de développement et les programmes d'intervention du bureau d'études ;
- établit les états prévisionnels de recettes et de dépenses ;
- dresse les bilans et comptes de résultats ;
- élabore le projet d'organisation interne du bureau d'études ;
- recrute et nomme les personnels pour lesquels un autre mode de nomination n'est pas prévu et exerce l'autorité hiérarchique sur l'ensemble du personnel du bureau d'études ;
- passe et signe les marchés, contrats, conventions et accords dans le respect de la législation et de la réglementation en vigueur et des règles et procédures de contrôle interne ;
- contracte tout emprunt dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur ;

— représente le bureau d'études dans tous les actes de la vie civile et peut ester en justice ;

— élabore l'ordre du jour des réunions du bureau d'études ;

— élabore, à la fin de chaque exercice, un rapport annuel d'activités qu'il adresse au ministre de tutelle, après délibération du conseil d'administration.

Chapitre 3

Dispositions financières

Art. 17. — L'exercice financier du bureau d'études est ouvert le 1er janvier et clos le 31 décembre de chaque année.

Art. 18. — La comptabilité du bureau d'études est tenue en la forme commerciale conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 19. — Le bureau d'études bénéficie d'une dotation initiale dont le montant est fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture et du ministre chargé des finances

Art. 20. — Le compte financier du bureau d'études comprend :

En recettes :

- les dotations de l'Etat ;
- le produit des placements des fonds du bureau d'études ;
- les subventions de l'Etat liées à la réalisation des sujétions de service public ;
- les produits de prestations réalisées ;
- les emprunts éventuels contractés conformément à la réglementation en vigueur ;
- les dons et legs ;
- toutes autres recettes découlant des activités du bureau d'études en rapport avec son objet.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'équipement ;
- toutes autres dépenses entrant dans le cadre de ses missions.

Chapitre 4

Patrimoine

Art. 21. — Le bureau d'études dispose d'un patrimoine propre constitué de biens et moyens transférés et/ou affectés par l'Etat conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, à titre de dotation ou acquis ou réalisés sur fonds propres.

Un arrêté conjoint des ministres chargés des finances et de l'agriculture fixera le patrimoine initial du bureau d'études.

Les biens transférés font l'objet d'un inventaire réalisé conjointement par les services concernés du ministère chargé des finances et du ministère chargé de l'agriculture.

Art. 22. — La situation des personnels concernés est prise en charge conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Chapitre 5

Contrôle

Art. 23. — Le bureau d'études est soumis au contrôle de l'Etat exercé par les institutions et organes compétents de contrôle, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 24. — Le contrôle des comptes est assuré par un commissaire aux comptes désigné par le ministre de tutelle.

Le commissaire aux comptes établit un rapport annuel sur les comptes du bureau d'études qu'il adresse au conseil d'administration, au ministre de tutelle et au ministre des finances.

Art. 25. — Les bilans, les comptes de résultats et le rapport annuel d'activités, accompagnés du rapport du commissaire aux comptes, sont adressés par le directeur général du bureau d'études à l'autorité de tutelle après délibération du conseil d'administration.

Art. 26. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait Alger, le 23 Moharram 1432 correspondant au 29 décembre 2010.

Ahmed OUYAHIA.

ANNEXE

CAHIER DES CHARGES DE SUJETIONS DE SERVICE PUBLIC

Article 1er — Le présent cahier des charges a pour objet de fixer les sujétions de service public mises à la charge du bureau d'études, ainsi que les conditions et modalités de leur mise en œuvre.

Art. 2. — Constitue des sujétions de service public mises à la charge du bureau d'études l'ensemble des tâches qui lui sont confiées au titre de l'action de l'Etat dans le domaine du développement agricole et rural, notamment :

- de mettre en place les instruments d'orientation et d'encadrement agricole et rural, en matière d'études, d'enquêtes et d'expertise ;
- de procéder à des enquêtes statistiques de toute nature visant la connaissance du secteur agricole et rural et de son évolution ;
- d'entreprendre toute analyse prospective visant à suivre l'évolution de l'économie agricole et celle des ménages ruraux et de dégager les éléments permettant d'asseoir ou de réorienter les politiques agricoles et rurales ;
- de développer et de tenir à jour tout fichier et/ou base de données concernant l'agriculture et le monde rural ;
- de mener tout recensement lié au secteur de l'agriculture.

Art. 3. — Les actions inscrites au titre des sujétions de service public, mises à la charge du bureau d'études, font l'objet d'une convention approuvée par le ministre chargé de l'agriculture.

Art. 4. — Les dotations financières au titre des sujétions de service public sont versées au bureau d'études conformément à la réglementation en vigueur et aux termes de la convention de sujétions de service public.

Art. 5. — Pour chaque exercice, le bureau d'études soumet au ministre chargé de l'agriculture, avant le 30 avril de chaque année, le programme d'actions et le montant de la dotation qui devrait lui être allouée pour la couverture des charges induites par les sujétions de service public qui lui sont imposées par le présent cahier des charges.

Art. 6. — Les dotations financières sont arrêtées par le ministre chargé de l'agriculture en accord avec le ministre chargé des finances lors de l'élaboration du budget de l'Etat et peuvent faire l'objet d'une révision en cours d'exercice, au cas où de nouvelles dispositions réglementaires modifieraient les sujétions à la charge du bureau d'études.

Art. 7. — Les contributions de l'Etat doivent faire l'objet d'une comptabilité distincte.

Art. 8. — Un bilan d'utilisation des contributions de l'Etat doit être transmis, à la fin de chaque exercice budgétaire, au ministre chargé des finances.

-----★-----

Décret exécutif n° 10-334 du 23 Moharram 1432 correspondant au 29 décembre 2010 modifiant la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2010.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la l'ordonnance n° 10-01 du 16 Ramadhan 1431 correspondant au 26 août 2010 portant loi de finances complémentaire pour 2010 ;

Vu le décret exécutif n° 98-227 du 19 Rabie EI Aouel 1419 correspondant au 13 juillet 1998, modifié et complété, relatif aux dépenses d'équipement de l'Etat ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — Il est annulé, sur l'exercice 2010, un crédit de paiement de trente-huit milliards huit cent soixante-deux millions quatre cent mille dinars (38.862.400.000 DA) et une autorisation de programme de trois cent trente deux milliards neuf cent quarante-quatre millions quatre cent mille dinars (332.944.400.000DA) applicables aux dépenses à caractère définitif (prévus par l'ordonnance n° 10-01 du 16 Ramadhan 1431 correspondant au 26 août 2010 portant loi de finances complémentaire pour 2010) conformément au tableau "A" annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert, sur l'exercice 2010, un crédit de paiement de trente-huit milliards huit cent soixante-deux millions quatre cent mille dinars (38.862.400.000 DA) et une autorisation de programme de trois cent trente-deux milliards neuf cent quarante-quatre millions quatre cent mille dinars (332.944.400.000 DA) applicables aux dépenses à caractère définitif (prévus par l'ordonnance n° 10-01 du 16 Ramadhan 1431 correspondant au 26 août 2010 portant loi de finances complémentaire pour 2010) conformément au tableau «B» annexé au présent décret.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait Alger, le 23 Moharram 1432 correspondant au 29 décembre 2010.

Ahmed OUYAHIA.

ANNEXE

Tableau « A » Concours définitifs

(En milliers de DA)

SECTEUR	MONTANTS ANNULES	
	C.P.	A.P.
Programme complémentaire au profit des wilayas	38 862 400	332 944 400
TOTAL	38 862 400	332 944 400

Tableau « B » Concours définitifs

(En milliers de DA)

SECTEUR	MONTANTS OUVERTS	
	C.P.	A.P.
Soutien à l'accès à l'habitat	38.862.400	332.944.400
TOTAL	38.862.400	332.944.400